

L'EXPRESS

La très politique Académie du climat

L'antiaméricanisme, une passion française

L'Europe à l'épreuve du cas TikTok

Gaza, la bataille du narratif

CHINE, RUSSIE, AZERBAÏDJAN...

L'Europe assiégée



Ingérences
Espionnage
Sabotages

M 01722 - 3805 - F: 6,90 €



DOM: 6,90 € • ALLEMAGNE, BELGIQUE, ESPAGNE, GRÈCE,
ITALIE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS, PORTUGAL CONT.: 6,90 €
• AFRIQUE CFA: 4 200 CFA • POLYN.: 1 050 XPF
• N. CAL.: 1 150 XPF • CANADA: 9,99 CAD • MAROC: 52 MAD
• TUNISIE: 8 TND • SUISSE: 8,50 CHF



*Hybride Rechargeable disponible sur le modèle Coupé mais pas sur le Cabriolet. Données WLTP cycle mixte au 25/04/24 mais susceptibles d'évoluer selon homologation en Allemagne conformément à la réglementation en vigueur de la gamme CLE Coupé et Cabriolet (hors AMG) : Consommation : 0,5- 8,5 l/100 km. Émissions CO₂ : 13-192 g/km. Autonomie électrique CLE Coupé Hybride Rechargeable : 100-112 km. Mercedes-Benz France - RCS Versailles 622 044 287.

NOUVEAU CLE

Cabriolet ou Coupé*



Mercedes-Benz



Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

LES CITÉS
MÉDIÉVALES
D'OCCITANIE,
CHAMPIONNES DE:

*“Le temps
s’est*

arrêté?”

MERCURE
HOTELS

SUPPORTER OFFICIEL
DE NOS RÉGIONS
MEILLEUR PRIX GARANTI SUR
[MERCURE.COM](https://www.mercure.com)



MERCURE
HOTELS



PREMIUM PARTNER

SOMMAIRE

Courrier des lecteurs

- 8** N'oublions pas l'agriculture ! ; Nouvelle-Calédonie : retirons nos œillères...

Edito

- 10** Note de la France dégradée : ce que Bercy voudrait nous faire croire...

L'œil de L'Express

- 12** Gaza, tombeau de la présidence Biden ?
12 Opération Tiger : l'autre « débarquement »
14 L'incompétence du RN : un plafond de verre inopérant

Le décrypteur

- 16** Le mot de la semaine
16 Les off de L'Express

Périscopes

- 18** Paris, cible de la colère russe
18 Le tour du monde en 6 infos

Dossier

20 Ingérences étrangères : l'Europe assiégée

De plus en plus d'Etats mènent sur le Vieux Continent un conflit qui ne dit pas son nom. La Russie, notamment, multiplie désinformation et actes de sabotage.

- 24** Un enjeu diplomatique... et politique
25 Laurent Cordonier : « La post-vérité est le scénario le plus effrayant »
26 La désinformation plus que jamais facilitée

Chaque jeudi,
recevez L'Express
chez vous

Abonnez-vous au 0969 325 723



Tous les articles sont disponibles en version audio sur l'application de L'Express. Ce service est réservé à nos abonnés. Pour les autres lecteurs, abonnez-vous sans engagement sur le site de [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr), le premier mois à 1 euro.



France

Politique

- 28** A gauche, le débarquement du 9 juin
29 Le retour du ticket présidentiel

Société

- 32** La très politique Académie du climat d'Anne Hidalgo
36 L'étonnant rôle du guide Michelin dans le débarquement des Alliés

Sans détour

- 38** De Niro ne veut surtout pas de Trump. On le comprend, mais ça ne sert à rien, par Abnousse Shalmani



Europe

- 40** **Ukraine** Kiev au défi de la mobilisation

Ces drôles d'Européens

- 42** Macron et Scholz, deux vents contraires réunis par la guerre, par Marion Van Renterghem



Monde

Amériques

- 43** **Etats-Unis** L'antiaméricanisme, une passion française

Asie-Pacifique

- 45** **Corée du Nord** La guerre en Ukraine, aubaine pour Kim Jong-un

Afrique | Moyen-Orient

- 46** **Israël-Hamas** Une guerre des chiffres et des récits



Horlogerie Mécániques du temps

Audaces techniques, esthétiques singulières, phases de Lune, titane... A la découverte des plus belles montres.

SOMMAIRE

Economie

48 Antoine Foucher : « Faire sauter le tabou de la désindexation des retraites »

49 Alerte budgétaire au Club France 

Les (dés)illusions du progrès

50 Héritage : alléger l'impôt sur les successions ne relève pas de l'égoïsme, par Nicolas Bouzou

Patrimoine

52 L'épargne salariale profite aussi au dirigeant

53 Financer ses travaux avec une foncière solidaire

53 Des SCPI débarquent chez BoursoBank

Entreprises

54 Action : la recette magique du discount

Climat & Transitions

58 Nucléaire : le retour en grâce de Three Mile Island

Tech & Transformations

DOSSIER TIKTOK

62 L'Europe à l'épreuve du cas TikTok

64 Thierry Breton : « Il faut que TikTok respecte ses obligations »

Sciences & Santé

67 Enquête aux sources de l'épidémie de choléra

69 Pénuries de médicaments, réel danger

IDÉES

70 Dominique Schnapper : « Que l'on déraisonne dans les universités, c'est grave »

72 Les dessous de l'occupation palestinienne de l'ENS

73 Le club des « élisabethbadinterriens »

Leadership

74 Les « fresqueurs » en entreprise, ces nouveaux prophètes, par Julia de Funès

Raison & déraisons

75 Mélenchon à Dakar : les dissonances du « progressisme » contemporain, par Gérald Bronner

Evasion

LIVRES

76 Prix Goncourt, spleen et suicide : retour sur la vie chaotique d'Yves Navarre

78 Philippe Garnier, neuf mois et une vie

79 Palmarès

79 L'Europe à tout prix

ARTS

80 De l'éternité à la « Maison abandonnée »

JEUX

81 Mots croisés, sudoku...

ULTIMATUM

82 Les cocos en cobayes, par Christophe Donner

Retrouvez les journalistes de L'Express dans *Les Informés*, tous les vendredis de 20 heures à 21 heures sur franceinfo et franceinfo.fr

L'EXPRESS
franceinfo

L'EXPRESS

Société éditrice :
Groupe L'Express
112, avenue Kléber, 75116 Paris.
ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication : Alain Weill.
Directeur de la rédaction : Eric Chol.

Imprimé en France : Maury imprimeur SA
(45330 Malesherbes)

CPPAP n° 0328 C 82839
Dépôt légal : juin 2024
courrierlecteurs@lexpress.fr

Service abonnements
Vous pouvez nous joindre au 0969 325 723
ou par email à abonnements@lexpress.fr

Adresse postale :
CS 90006 - 59718 Lille Cedex 9

Tarifs abonnement France
1 an, 52 numéros : 130 € (TVA 2,10 %).
Pour en savoir plus, vous pouvez joindre notre service abonnements
au 0969 325 723 de 9 heures à 18 heures du lundi au vendredi.
Services diffuseurs n° vert : 0 805 01 4000

Ce numéro, toutes éditions confondues,
a été tiré à 145 160 exemplaires.
L'Express : cahier n° 1
(édition générale : 84 pages).

Encart jeté Cahier thématique,
« L'Express XII Horlogerie » 36 pages
sur diffusion kiosque et abonnés.

Magazine imprimé sur du papier PEFC
(sauf encarts). Origine du papier : Italie et
Allemagne ; taux de fibre recyclées : minimum
50 % ; eutrophisation, P_{tot} : 0,004 kg/tonne.



Certifié PEFC



L'Express à l'heure des JO
À l'approche des JO, L'Express se mobilise pour vous
offrir des contenus décalés. Retrouvez les articles
consacrés à l'événement dans l'hebdomadaire
et sur la page dédiée sur notre site [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr)

Nouvelle Golf eHybrid

On rêve tous d'autonomie.

Jusqu'à 142 km d'autonomie en mode 100 % électrique.*



Golf. C'est pour la vie.

À découvrir lors des Journées Portes
(Vraiment) **Ouvertes du 13 au 17 juin.****

Modèle présenté: Nouvelle Golf GTE, certains équipements sont en option. Plus d'informations sur volkswagen.fr
* Jusqu'à 142 km d'autonomie en mode 100 % électrique combiné WLTP pour une Nouvelle Golf Style eHybrid, 204 ch. L'autonomie, réelle en mode tout électrique dépend de nombreux paramètres dont l'équipement, le style de conduite et la vitesse. Plus d'informations auprès de votre Partenaire. ** Selon autorisation préfectorale.

Cycles mixtes de la gamme Nouvelle Golf eHybrid (l/100 km) WLTP: 0,3 - 0,4. Rejets de CO₂ (g/km) WLTP: 7 - 8. Valeurs au 15/02/2024, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Volkswagen Group France - SAS au capital de 198 502 510 € - 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts, RCS Soissons 832 277 370.

A 8 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer



DENIS CARRIER/AGENCE002

N'oublions pas l'agriculture !

Christophe Deleuse,
L'Arbresle (Rhône)

L'excellent entretien avec Emmanuel Macron met la lumière sur un impensé de la Macronie : l'agriculture. Ce qui fut l'une des « mamelles » de la France n'y apparaît à aucun moment. Alors qu'il s'agit d'un domaine où les traditions autant que les nouvelles technologies ont une place à jouer, où les savoir-faire pullulent, où notre pays jouit d'une sacrée légitimité et d'une excellente réputation. Il serait temps que nos élites daignent jeter un œil depuis Paris sur ce pan entier de l'activité qui détient une partie de notre avenir commun, tant matériel (production d'aliments,

entretien du territoire...) qu'immatériel (« terroirs français », savoir-faire...). Il serait dommage que nous ne puissions plus nous nourrir correctement parce que notre agriculture aurait été oubliée, quelque part dans un bureau de l'Elysée, un jour de mai 2024. (« Emmanuel Macron : "On garde le cap car notre stratégie est la bonne" », *L'Express* du 23 mai.)

Nouvelle-Calédonie : retirons nos œillères

Benoît Sorel, Saint-Jean-de-Daye (Manche)

Nous pouvons continuer à affirmer que la France est une et indivisible et envoyer des forces armées pour rétablir l'ordre en Nouvelle-Calédonie. A Mayotte. En Guyane. En Guadeloupe. Ou bien retirer nos œillères et comprendre que c'est dans le changement que naissent les opportunités. L'évolution est possible. Le peuple kanak a choisi la révolte, c'est-à-dire le mouvement. La République doit l'écouter et bouger avec lui, pour aller ensemble vers un nouvel objectif humaniste. (« Nouvelle-Calédonie : l'urgence de (re)lire Rocard », *L'Express* du 23 mai.)

Macron dans le piège kanak

Franck Lopez, Saint-Martin (Saint-Martin)

Emmanuel Macron ne se sortira pas du piège calédonien. Les Kanaks ne sont pas les Français, ils ont le courage des peuples qui se rebellent et aspirent depuis trop longtemps à l'indépendance. D'autres l'ont compris avant le président de la République, irresponsable coyote de ce Far West bien trop éloigné de la métropole, et qui, à force de s'obstiner, engendrera comme des relents d'Ouvéa. Il lui en coûtera le sang des innocents. (« Nouvelle-Calédonie : ce très cher territoire de la République », *L'Express* du 30 mai.)

Lutte antidrogue

Michel Fricaud, Biarritz (Pyrénées Atlantiques)

En matière de trafic de drogue, le jeu du chat et de la souris est inversé. La souris se joue du chat, comme si les trafiquants prenaient plaisir à défier l'autorité en étant sûrs de leur impunité. Cela est d'autant plus sensible que le troupeau de petits revendeurs mineurs est protégé par la loi et que ce troupeau lui-même protège les échelons supérieurs. Pourquoi ne pas

suivre l'exemple du tabac et mener une sévère politique orientée vers les consommateurs plutôt que vers les fournisseurs ? Attaquer les consommateurs de drogue au porte-monnaie mettrait face aux policiers des personnes moins endurcies que les vendeurs aguerris. Cette méthode ferait baisser les ventes et les profits des délinquants et sauverait la vie à des drogués. (« Ces quartiers gouvernés par les dealers », *L'Express* du 4 avril.)

Européennes, un enjeu majeur

Elisabeth Bucher, Osthoffen (Bas-Rhin)

Bravo à Thomas Mahler pour son article consacré à l'historien russe Sergueï Medvedev. Il doit nous amener à réfléchir. Allons-nous vers une troisième guerre mondiale ? Sommes-nous déjà dans ses prémisses ? Que penser de l'Europe, inexistante, démunie, bloquée par les propos populistes de certains ? L'enjeu des élections européennes est majeur. Merci à *L'Express* pour la qualité et l'objectivité de ses publications. (« Sergueï Medvedev : "Une confrontation militaire entre l'Occident et la Russie sera inévitable" », *L'Express* du 2 mai.)

Horlogerie : les mystères du temps

Dans l'univers des montres, la créativité se manifeste au travers d'esthétiques singulières, mais aussi par le biais de multiples innovations techniques permettant de repousser toujours plus loin les limites de la profession. En constante évolution, l'industrie horlogère réinvente sans relâche les mécaniques du temps. Ainsi, en dépit d'un certain ralentissement de l'activité dans le luxe, les montres parviennent, tant bien que mal,

à tirer leur épingle du jeu. La dernière édition du Salon Watches & Wonders – grand-messe de l'horlogerie mondiale à Genève –, que certains annonçaient plutôt sage, a été en réalité plus inventive qu'annoncée. Des complications à foison ; des records de finesse sur les mouvements ; de la couleur dans les cadrans ; une vague de titane pour boîtiers et bracelets... Et surtout, de l'audace ! (Voir notre supplément.)

Erratum Contrairement à ce que nous écrivions dans notre enquête sur les « secrets de la diplomatie française », ni Sophia Aram, ni Caroline Fourest, ni Jean-Marc Dumontet n'ont échangé avec le président de la République au sujet du cessez-le-feu.

L'Express donne la parole à ses lecteurs. Adressez-nous vos lettres (en précisant votre commune de résidence) par courriel à courrierlecteurs@lexpress.fr ou par courrier à L'Express – Courrier des lecteurs – 112, avenue Kléber – 75116 Paris.



POUR QUE VOS PROJETS SOIENT
COMME VOUS : SANS FRONTIÈRES.

CRÉER DES PONTS ENTRE LA FRANCE ET L'ÉTRANGER. DEPUIS TOUJOURS AUX CÔTÉS DES EXPATRIÉS ET DES DIPLOMATES, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE, BANQUE DE GESTION PRIVÉE DEPUIS 1881, ACCOMPAGNE AUSSI LES ENTREPRENEURS ET LES INVESTISSEURS À L'INTERNATIONAL.

BANQUE TRANSATLANTIQUE
UN PONT VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

PARIS BOSTON BRUXELLES COURTRAI HONG KONG
LONDRES LUXEMBOURG MONTREAL NEW YORK SAN FRANCISCO SINGAPOUR

Note de la France dégradée : ce que Bercy voudrait nous faire croire...

La sanction de S&P s'expliquerait par des dépenses qui ont sauvé notre économie. D'autres pays européens ont fait mieux.



M. LANDRY POUR L'EXPRESS

PAR ÉRIC CHOL

DIRECTEUR
DE LA RÉDACTION

C'est l'histoire d'un pays de l'Union européenne, plutôt mal parti sur le plan économique au début de la décennie. Comme ses voisins, cet Etat, sept fois plus petit que la France et sept fois moins peuplé, n'a pas échappé à la pandémie du Covid, avec un bilan approchant les 25 000 morts. Son économie a été lourdement touchée : en 2020, la dette publique frôlait 135 % du PIB, le PIB reculait de plus de 8 points, et son déficit public avoisinait 6 % du PIB.

Tableau noir pour le Portugal, puisque c'est de lui dont il s'agit, sans parler de la forte inflation survenue en 2022, dans la foulée de la guerre en Ukraine, qui n'a pas contribué à arranger les choses. Et pourtant. En 2024, le Portugal affiche des performances remarquables. « En termes de politique budgétaire, l'endettement public s'est réduit à 99 % en 2023 selon la Banque du Portugal, surpassant les attentes du gouvernement qui projetait un poids de la dette publique à 103 % du PIB pour 2023 dans son budget pour 2023. Le Portugal devrait également enregistrer son deuxième et plus important excédent budgétaire depuis le début de la démocratie, aux alentours de 1 % du PIB en 2023. En 2023 et 2024, les principales agences de notation ont rehaussé leur rating de la dette souveraine qui se trouve désormais en niveau A. »

Ces lignes sont extraites d'une note, publiée en mars, par les services du Trésor français. Les mêmes services qui ajoutent : « La baisse record de la dette publique en 2023 place le Portugal en tête des pays de la zone euro qui ont le plus réduit leur niveau d'endettement. » Bruno Le Maire avait-il pris connaissance du cas portugais, avant de se livrer à des explications alambiquées sur la dégradation de la note souveraine de la France par S&P le 31 mai dernier ? Certes, cette sanction de l'agence américaine était attendue. Fallait-il pour autant clamer haut et fort que « face au Covid, nous avons sauvé l'économie française » ? Comment se fait-il alors que le Portugal a réussi à endiguer les crises du Covid et de l'inflation, tout en parvenant à se désendetter, et maintenir une croissance supérieure à celle de la France ? Que l'Irlande a réussi à ramener sa dette publique de 58 à 44 % du PIB depuis 2020 ? Même la Grèce ou l'Espagne ont fait mieux que Paris en matière de désendettement public...

Difficile également de croire que la dégradation de la note française n'aura aucun impact sur notre vie quotidienne. Certes, la sanction subie par la France reste très symbolique, mais elle traduit surtout l'emballlement de la dette publique, avec en corollaire une facture des charges d'intérêts qui s'envole : 55 milliards en 2024, contre 34 en 2020. Dépenses du Covid, bouclier anti-inflation, arrosage de primes à l'approche des élections et des Jeux olympiques : les multiples versions du « quoi qu'il en coûte » ont achevé de couler nos finances. Confiant, Bruno Le Maire assure pourtant travailler à leur rétablissement en 2027 et « croit au retour » sous les 3 % de déficit. « Gouverner, c'est faire croire », disait Machiavel. ✱



DS AUTOMOBILES
Voyager est un Art

DS 7

COLLECTION *Antoine de Saint Exupéry*



FAIRE DE CHAQUE VOYAGE UN RÊVE

DSautomobiles.fr

DS 7 E-TENSE



DS TotalEnergies CONSOMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE DS 7 : DE 1,3 A 5,6 L/100 KM ET DE 30 A 147 G/KM. DS Automobiles RCS Paris 642 050 199
Antoine de Saint Exupéry® © Succession Saint Exupéry - d'Agay [2024]

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer

Gaza, tombeau de la présidence Biden ?

Plus que devant les tribunaux new-yorkais, la prochaine élection américaine se joue au Moyen-Orient, où Washington perd pied.

PAR CORENTIN PENNARGUEAR

JOURNALISTE MONDE

Comme souvent avec Donald Trump, l'événement est historique : condamné au pénal pour avoir falsifié des documents et tenté de cacher une relation sexuelle avec une star du X, le milliardaire entre une nouvelle fois dans l'Histoire. Certes, par la moins glorieuse des portes. Avec ce verdict, la justice américaine a-t-elle changé le cours de la présidentielle du 5 novembre ? A priori, non. Le candidat républicain perdra sans doute quelques points chez les électeurs indépendants, mais la grande majorité sera passée à autre chose d'ici-là.

À l'inverse, Joe Biden devra encore gérer les conséquences d'un dossier empoisonné : celui de la guerre dans la bande de Gaza. C'est là, en réalité, que se joue la prochaine élection américaine. En 2020, Biden a vaincu l'inoxydable Trump grâce à la mobilisation des jeunes et des minorités. Mais, aujourd'hui, seuls 18 % des Américains d'origine arabe se disent prêts à voter pour lui (contre 59 % en 2020) et un quart seulement des 18-29 ans soutient son action. Un désastre électoral en gestation. « Cette élection va se jouer à 50/50, et trois ou quatre



DINIS CARRER/AGENCY007

Etats feront la différence, pronostiquait récemment Ben Rhodes, ancien conseiller spécial de Barack Obama. Même si la guerre à Gaza n'est pas le sujet central de la présidentielle, cet événement peut faire basculer les quelques milliers de voix nécessaires pour être à la Maison-Blanche. »

Depuis huit mois, le président américain tente de jouer la partition classique des relations entre Washington et Jérusalem : soutien absolu en public, fermeté en coulisses. Mais, avec Netanyahu et ses alliés d'extrême droite, cette stratégie va d'échec en échec. L'administration américaine veut imposer son armistice au gouvernement israélien et au Hamas, deux protagonistes qui ont

tout intérêt à poursuivre cette guerre. D'où la sortie surprise de Biden le 31 mai, annonçant un plan de paix en trois étapes sans même avertir ses alliés israéliens. Peu importe le résultat, après des mois d'impasse, l'octogénaire montre enfin les muscles. « Joe Biden doit au minimum paraître plus fort, selon Ben Rhodes. Les électeurs, qui suivent d'un œil distrait les événements à Gaza, voient leur président réclamer des changements sans que rien ne se passe. C'est un vrai problème d'image. » Joe Biden doit d'urgence gagner la paix au Moyen-Orient s'il veut l'emporter en novembre dans le Michigan ou en Pennsylvanie. ✱

Opération Tiger : l'autre « débarquement »

Le 27 avril 1944, en Angleterre, un millier de soldats alliés ont péri lors d'un exercice de répétition du D-Day. Un drame longtemps tu.

PAR ÉTIENNE GIRARD

RÉDACTEUR EN CHEF SOCIÉTÉ

L'épisode est longtemps resté secret : quarante jours avant le D-Day, dont le 80^e anniversaire est célébré ce 6 juin, il y a eu un autre débarquement. Le 27 avril 1944, l'armée alliée, dirigée par le général Eisenhower, futur président des Etats-Unis, organise une répétition générale sur la plage de Slapton Sands, bourgade du Devon, dans le sud-ouest de l'Angleterre. 3000 habitants des environs sont expulsés de leur domicile pour le temps de l'exercice, préparé pendant plus de quatre mois. Quelque 30 000 soldats les remplacent. Les signaux radio alliés sont captés par l'armée allemande ; les nazis envoient neuf vedettes rapides depuis

le port de Cherbourg. Huit des 3000 navires de guerre engagés sont torpillés, deux couleront dans la Manche, 946 militaires américains (ou 749, selon certaines sources) périssent.

Aucune publicité n'est faite autour de cet événement, les Allemands ne se doutent pas qu'ils viennent de contrecarrer une répétition du débarquement en Normandie. Quarante jours plus tard, l'opération Overlord est un succès ; elle change le cours de la Seconde Guerre mondiale. Longtemps, les morts du 27 avril n'ont pas été honorés comme il se doit. Jusqu'en 1984, l'exercice est classé secret-défense aux Etats-Unis, les archives demeurent rares et parcellaires. Ce n'est que le 5 juin 2012 qu'une plaque en leur honneur est posée à Utah Beach, près du musée du Débarquement. Elle rend enfin hommage à ces héros invisibles dont le sacrifice contribua à l'exploit historique du D-Day. ✱

Éveillez vos sens en explorant l'Arctique

RÉSERVEZ TÔT ET ÉCONOMISEZ JUSQU'À 25% + MEILLEUR PRIX GARANTI



Croisière All-Inclusive
en Arctique pour 2025

A PARTIR DE :
3180€ TTC/pers

Embarquez pour une expédition polaire en Arctique, au cœur d'une nature sauvage. Émerveillez-vous devant les fjords et glaciers de l'Alaska, les volcans et geysers de l'Islande, les icebergs du Groenland et la faune unique du Spitzberg. Savourez le frisson de l'aventure.

Tél: 01 84 88 04 95

hxexpeditions.com/fr
ou dans votre agence
de voyages

Changez votre regard sur le monde

Offre soumise à conditions, sous réserve de disponibilités, non rétroactive, valable sur nos croisières d'expédition pour des départs entre le 01.04.2025 et le 31.03.2026, sur la part maritime uniquement, pour toute nouvelle réservation faite jusqu'au 30.06.2024. Le montant de la remise varie en fonction de la destination, de l'itinéraire, du navire et de la date de départ. Meilleur prix garanti : si le prix du voyage, à l'identique, baisse après la réservation, nous ajusterons le solde du voyage. Cette offre est cumuleable uniquement avec la remise 1893 Ambassador. Hurtigruten France SAS au capital de 40 000€ - R.C.S Paris B 449 035 005 – IM 075100037 – APST RCAPST HISCOX / 125 520.

Scannez
le QR Code
pour en
savoir plus



L'incompétence du RN : un plafond de verre inopérant

La Macronie ne peut plus miser sur sa supériorité technique pour contrer le parti lepéniste. Voici pourquoi.

PAR ANNE ROSENCHER

DIRECTRICE DÉLÉGUÉE DE LA RÉDACTION

Lors du débat de l'entre-deux-tours de 2022, une stratégie avait été établie pour le président candidat Emmanuel Macron : « Nous avons noté que Marine Le Pen avait beaucoup de mal avec les chiffres, détaille un conseiller du président. L'idée était donc de l'en bombarder afin d'obtenir l'effet "regard perdu" – terrible quand on prétend diriger un pays. » La stratégie a fonctionné. Le 20 avril 2022, la candidate du Rassemblement national était apparue bien moins « capée » qu'Emmanuel Macron. Sans que cela n'égale le « crash » du débat de 2017 – « où elle [avait] réussi l'exploit de faire honte à ses propres électeurs », dit le philosophe Marcel Gauchet –, mais à de nombreuses reprises, Marine Le Pen avait semblé noyée dans ses dossiers, incapable de répondre aux arguments chiffrés du président en place.

Gabriel Attal a-t-il théorisé la même stratégie pour son duel avec Jordan Bardella le 23 mai sur France 2 ? En tout cas, l'effet a été du même genre : corrigeant ici une approximation sémantique, reprenant là l'étiage d'une part de marché, le Premier ministre déployait sa supériorité technique avec un sourire en coin, prenant les téléspectateurs à témoin : « Vous taperez sur Google, et vous verrez qui a raison ! »... En face, Jordan Bardella, 28 ans, ressemblait un élève qui avait bien travaillé ses fiches mais n'avait pas réussi à se mettre à niveau. Le lendemain, les commentaires l'avaient noté – les sondages, moins – et Emmanuel Macron, pas encore rentré de Nouvelle-Calédonie, défiait Marine Le Pen pour un duel avant les européennes... Pourquoi changer une stratégie qui gagne ?

Pour le dire avec la sagesse des grands-mères : c'est que « ça eut payé », mais que ça ne paie plus (ou en tout cas, de moins en moins). D'abord parce que la réputation de « bon gestionnaire » d'Emmanuel Macron s'est étiolée au fil de ses mandats : l'aggravation sans précédent de la dette, le déclassement des services publics, ou encore la dégradation sans fin de la balance commerciale ont eu raison de son image de « Mozart de la finance ». Et si le sérieux du président continue de convaincre une base électorale fidèle, un doute s'est installé dans la tête de beaucoup de citoyens quant au décalage entre le « grand oral permanent » qu'Emmanuel Macron réussit haut la main et les résultats pour le pays.

Deuxième raison : les démonstrations télévisées de la supériorité des *winners* compétents de la Macronie sur les « branquignols » du Rassemblement national sont en train de virer contre-productives. Car elles catalysent le mépris avec lequel les classes moyenne et populaire se sentent regardées par une partie de l'élite politique, économique et culturelle. Surplomb moral sur les questions sociétales – par exemple, quand on amalgame toute préoccupation quant aux questions d'immigration à du racisme. Surplomb intellectuel, quand on rejette tout diagnostic populaire au nom de l'expertise économique. « Les Français sont nuls en économie », entend-on répéter en boucle. Peut-être. Ils savent néanmoins quelle est la réalité de leur quotidien, et l'évolution de leur place dans la société. Leur expliquer qu'ils sont trop bêtes pour comprendre ce qui est bon pour eux est un entêtement qui ne mène à rien, si ce n'est aux succès chaque fois plus importants

du populisme dans les urnes.

C'est là le point crucial de la fracture qui taraude notre nation. Dans les démocraties libérales – que nous chérissons –, les élites doivent justifier leur privilège d'influence en s'acquittant d'une mission : prendre en charge l'intérêt général et donc, le diagnostic de toutes les sociologies. Or, depuis des décennies, nous vivons une crise de la représentation dans les deux sens du terme : à la fois dans l'image que le débat public donne à voir des classes moyenne et populaire – « beaufs » racistes (version agressive) ou pauvres hères qui-ont-une-vie-à-se-pendre (version misérabiliste) – mais aussi dans le peu d'écho qui est donné à leurs aspirations, leurs quotidiens, leurs

goûts et leurs univers mentaux.

C'est sur cette crise des représentations que Marine Le Pen a bâti sa stratégie. « Marine » – ainsi l'appelle-t-on dans beaucoup d'endroits – s'est construit une popularité auprès d'une sociologie (majoritaire !) de Français qui se sentent méprisés par les partis traditionnels. Face à cela, les démonstrations de compétence sont devenues inefficaces, voire contre-productives. Interrogeant une militante RN sur les raisons de son soutien au mouvement lepéniste, le candidat PS-Place publique Raphael Glucksmann s'est ainsi vu répondre* : « Parce que Marine est la seule qui n'a pas honte de nous sur la photo. » Bien plus que sur des questions programmatiques, c'est sur ce point de philosophie politique primordial que les partis traditionnels devraient ouvrir les yeux : on ne saurait avoir honte de ceux que l'on a mission de représenter. ✱

* Il l'a rapporté au *Grand Jury* sur RTL du 7 mai.



DENIS CARPIER / AGENCE TQ2

Avec SG, faites grandir vos idées avec nos experts Entreprises.

Nos banquiers EN CREDIT D'ACTIVITE
et nos experts en stratégie financière,
banque privée et banque d'affaires vous
accompagnent dans les opportunités
de développement de votre entreprise
et de votre patrimoine.



Rendez-vous sur entreprises.sg.fr/sg-entrepreneurs

Société Générale, 125 rue de la Harpe, 75005 Paris. Capital : 4 927,50 € - 552 120 222 R. S. N° 552 120 222. Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré sous le n° 07 022 453 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Juin 2024.

LE MOT DE LA SEMAINE

#Top jobs

A l'occasion des élections européennes, les trois postes les plus en vue de l'UE vont être renouvelés : celui de la présidence de la Commission, celui de la présidence du Conseil et celui de haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères. La visite d'Etat d'Emmanuel Macron en Allemagne fin mai a été l'occasion pour la France d'avancer ses pions : si Ursula von der Leyen (Allemagne, CDU) paraît bien partie pour un deuxième mandat à la tête de l'exécutif européen, la France milite pour la création d'un poste de vice-président exécutif de la Commission, qui engloberait un « cluster » de commissaires, un job taillé sur mesure pour le commissaire français sortant Thierry Breton, en dépit de ses relations compliquées avec la patronne de la Commission. Côté Conseil, l'ancien Premier ministre socialiste portugais António Costa semble tenir la corde pour remplacer le Belge Charles Michel, démissionnaire. Enfin, pour succéder à l'Espagnol Josep Borrell à la tête de la diplomatie européenne, le nom de la Première ministre estonienne, Kaja Kallas, revient avec insistance. Les candidats devront obtenir le feu vert du Conseil, puis celui du Parlement sorti des urnes le 9 juin.



À RETROUVER
sur [Lexpress.fr](https://www.lexpress.fr)

Défiance ou désamour ? 52 % des Français se disent pessimistes quant à l'avenir de l'Union européenne, ce qui fait de notre pays le seul des Vingt-Sept où le défaitisme est majoritaire selon un récent Eurobaromètre. Dans un long format vidéo, L'Express revient sur cette méfiance historique et ses raisons. À retrouver dès maintenant sur notre site, et sur nos réseaux sociaux.

LES OFF DE L'EXPRESS

LA PISTE EUROPÉENNE

La Commission européenne a annoncé la création d'un poste de vice-président exécutif de la Commission, qui engloberait un « cluster » de commissaires, un job taillé sur mesure pour le commissaire français sortant Thierry Breton, en dépit de ses relations compliquées avec la patronne de la Commission. Côté Conseil, l'ancien Premier ministre socialiste portugais António Costa semble tenir la corde pour remplacer le Belge Charles Michel, démissionnaire. Enfin, pour succéder à l'Espagnol Josep Borrell à la tête de la diplomatie européenne, le nom de la Première ministre estonienne, Kaja Kallas, revient avec insistance. Les candidats devront obtenir le feu vert du Conseil, puis celui du Parlement sorti des urnes le 9 juin.



« Je suis candidat à la Maison Blanche et je risque la prison [...] Nous vivons dans un régime fasciste »

Donald Trump, l'ancien président des États-Unis, a déclaré lors d'un discours à New York qu'il était candidat à la présidence des États-Unis en 2024. Il a également déclaré qu'il était prêt à aller en prison si cela était nécessaire pour protéger son pays.

+35%

C'est l'augmentation du nombre de cyberattaques en France en 2023 par rapport à 2022. Les cyberattaques ont augmenté de 35 % en 2023 par rapport à 2022. Les cyberattaques ont augmenté de 35 % en 2023 par rapport à 2022.

Probité

Un nouveau sondage révèle que 52 % des Français se disent pessimistes quant à l'avenir de l'Union européenne, ce qui fait de notre pays le seul des Vingt-Sept où le défaitisme est majoritaire selon un récent Eurobaromètre. Dans un long format vidéo, L'Express revient sur cette méfiance historique et ses raisons. À retrouver dès maintenant sur notre site, et sur nos réseaux sociaux.

Les Français et le changement climatique

Un nouveau sondage révèle que 52 % des Français se disent pessimistes quant à l'avenir de l'Union européenne, ce qui fait de notre pays le seul des Vingt-Sept où le défaitisme est majoritaire selon un récent Eurobaromètre. Dans un long format vidéo, L'Express revient sur cette méfiance historique et ses raisons. À retrouver dès maintenant sur notre site, et sur nos réseaux sociaux.



Les Français déclarent que le changement climatique sera un impact majeur de la mondialisation.



Les Français déclarent que la science peut jouer un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique.



Les Français interrogés pensent que les entreprises doivent faire davantage pour promouvoir l'utilisation de matériaux durables.

SOURCE : EUROBAROMÈTRE ANNÉE DU GROUPE SIMON L'ÉCLAIRÉ DE LA SCIENCE

MR MARVIS



Avec dix styles différents, de décontracté à sportif, MR MARVIS propose des shorts parfaits avec une coupe idéale pour chaque occasion. Nos shorts sont faits à la main au Portugal avec des tissus de haute qualité, notamment du coton stretch, du piqué aéré, du lin léger, du velours côtelé et du tissu éponge doux. Parfait à combiner avec nos Chemises, T-shirts et Polos élégants. Découvrez la collection complète sur mrmarvis.fr





Paris, cible de la colère russe

Le volontarisme français sur le dossier ukrainien provoque de vives réactions à Moscou.

Ces dernières semaines, les annonces d'Emmanuel Macron ont été remarquées à l'est de l'Europe : des instructeurs militaires occidentaux pourraient être déployés en Ukraine, Kiev dispose maintenant de la possibilité de frapper des cibles sur le territoire russe à l'aide d'armes occidentales et la délégation russe s'est vu retirer son invitation aux cérémonies du 80^e anniversaire du débarquement en Normandie. Chaque fois, l'initiative a été prise par la diplomatie

hexagonale. « Le président français efface une à une les lignes rouges que les Occidentaux s'étaient fixées depuis deux ans sur l'Ukraine », commente le jour-

nal d'investigation indépendant *Novaïa Gazeta*.

Les médias proches du Kremlin, où l'activisme français passe mal, ciblent le locataire de l'Élysée. « Emmanuel Jean-Michel Frédéric Macron [NDLR : son nom complet] est désormais perçu comme le principal opposant à la Fédération de Russie, un personnage particulièrement nuisible, souligne le journal économique *Kommersant*. Il n'a jamais été un allié, mais, jusqu'à présent nous pouvions le traiter avec simple condescendance. Maintenant, il a complètement basculé du mauvais côté : il provoque, il menace et ne défend que ses propres intérêts. » Selon ce journal, l'annulation de l'invitation aux commémorations du D-Day constitue un affront singulier pour la diplomatie russe : « La Seconde Guerre mondiale restait un lien entre nous, mais, apparemment, les Français ont décidé de tourner la page. Après tout, l'Histoire a toujours été prise en otage par la politique... »

À la télévision d'Etat, le discours antifrançais a aussi passé un cap. Le 30 mai, le présentateur Vladimir Soloviev (*photo, à dr.*) a assuré sur Rossiya 1 que « Paris devrait se méfier, en particulier avec les Jeux olympiques qui approchent ». Il a poursuivi : « Si on frappe, il n'y aura plus de Jeux olympiques... Les sponsors ne seront pas contents. Ou alors je propose de frapper la France, puis on organise les JO chez nous. » Des divagations inquiétantes, surtout de la part d'un animateur qui murmure à l'oreille de Poutine. ✱ **CORENTIN PENNARGUEAR**

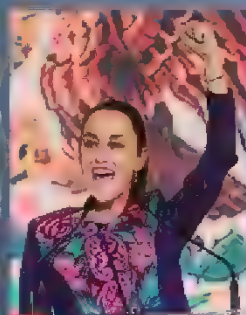


1

ESPAGNE

Une amnistie au goût amer

Sept ans après le référendum d'autodétermination organisé de manière illégale en Catalogne, le Parlement espagnol tente de refermer ce dossier au forceps. Une loi d'amnistie pour les séparatistes a été votée le 30 mai, à 177 voix contre 172. Pedro Sánchez, le Premier ministre socialiste, a absolument besoin du soutien des indépendantistes pour gouverner.



6

MEXIQUE

Claudia Sheinbaum, une présidente au pays des féminicides

A 61 ans, Claudia Sheinbaum (*photo*) a remporté triomphalement la présidentielle du 2 juin au Mexique. Avec près de 60 % des voix, l'ancienne maire de Mexico, scientifique de formation, devient la première femme présidente de ce pays ravagé par les féminicides : en moyenne, 10 femmes sont assassinées chaque jour et 70 % des Mexicaines ont déjà été victimes de violences. L'élection de la candidate de gauche ne porte toutefois pas un vent de changement : la nouvelle présidente s'est empressée d'assurer qu'elle resterait dans la droite ligne du chef de l'Etat sortant, Andrés Manuel López Obrador, dont elle était le bras droit.

C. SANTIAGO/EVEP/ANRPHOTO/AFP

2

MALDIVES

Les Israéliens privés d'un archipel paradisiaque

La sanction tient du symbole, mais, après huit mois de guerre dans la bande de Gaza, elle accentue l'isolement progressif d'Israël sur la scène internationale. En soutien aux Palestiniens, les Maldives, archipel de 500 000 âmes composé d'un millier d'îlots dans l'océan Indien, vont fermer leurs portes aux touristes israéliens. C'est le président de ce petit pays à majorité musulmane, Mohamed Muizzu, qui l'a annoncé le 2 juin. Les Maldives n'entretiennent plus de relations diplomatiques avec Israël depuis 2012, mais continuaient d'accueillir chaque année plus de 11 000 touristes de l'Etat hébreu.

3

UKRAINE

La Russie n'est plus à l'abri

Un petit pas pour l'Amérique, une avancée décisive pour l'Ukraine ? Le 30 mai, Joe Biden a autorisé l'armée ukrainienne à utiliser des missiles fournis par les Etats-Unis pour frapper des cibles militaires sur le territoire russe. Cette autorisation – très encadrée – fait suite à des décisions similaires de plusieurs pays européens, dont la France, alors que la deuxième ville ukrainienne, Kharkiv, se trouve sous le feu de l'armée russe et peine à résister à ses missiles.

Missiles russes interceptés par l'Ukraine



SOURCE : ARMÉE DE L'AIR UKRAÏENNE

LE 6 JUIN 2024

ÉTATS UNIS

Donald Trump, proche de la case prison

Un jury new-yorkais a livré son verdict, implacable, contre Donald Trump : le milliardaire a été reconnu coupable des 34 chefs d'accusation retenus contre lui pour avoir falsifié des documents visant à cacher son paiement de 130 000 dollars à une ancienne actrice de films X. Premier ancien président américain condamné au pénal, Trump ne connaîtra sa sentence que le 11 juillet. Sur Fox News, le candidat républicain a affirmé qu'il serait « OK » avec une peine de prison ou d'assignation à résidence, mais qu'une telle décision serait « difficile à accepter pour le public » et qu'il pourrait s'agir d'un « point de rupture » pour ses partisans. Un avertissement, trois ans après l'invasion du Capitole.

4

INDE

Narendra Modi réélu, son parti recule

Les élections indiennes ont pris fin dans un climat étouffant, le 1^{er} juin : il faisait plus de 45 °C dans la plupart des centres urbains et des dizaines d'agents électoraux sont morts en raison des fortes chaleurs. Sur fond de participation en baisse, les 968 millions d'électeurs n'ont donné qu'une courte majorité au Premier ministre sortant, Narendra Modi, a priori reconduit pour un troisième mandat. Lors de la campagne, son parti nationaliste hindou a multiplié les propos antimusulmans sans répondre aux inquiétudes de la population sur la persistance du chômage et de l'inflation.

DRÔLE DE GUERRE

Ingérences étrangères : l'Europe assiégée

De plus en plus d'Etats mènent sur le Vieux Continent un conflit qui ne dit pas son nom. La Russie, notamment, multiplie désinformation et actes de sabotage.

COORDONNÉ PAR CHARLES HAQUET, AVEC ÉRIC CHOL, CLÉMENT DANIEZ, ISABELLE ORY (BRUXELLES), CHARLOTTE LALANNE, LOUISE MARTIN, HAMDAM MOSTAFAVI ET ALEXANDRA SAVIANA

Des milliers de fausses alertes à la bombe sèment la panique dans les écoles lituaniennes ; un mystérieux incendie dévaste l'un des plus grands centres commerciaux de Pologne ; l'ancre d'un porte-conteneurs met à l'arrêt un pipeline reliant l'Estonie à la Finlande ; à Strasbourg, une eurodéputée lettonne entretient une correspondance avec le FSB, tandis qu'à Paris, trois individus déposent en plein jour des faux cercueils au pied de la tour Eiffel, couverts d'une banderole « Soldats français de l'Ukraine ».

Bienvenue en Europe, cible de toutes les ingérences étrangères. « J'ai longtemps tenu la liste de toutes ces manœuvres, qui vont de la désinformation classique au sabotage en règle. Mais aujourd'hui il y en a trop, je n'arrive plus à les recenser ! » se désespère Nathalie Loiseau, présidente (Renew) de la sous-commission sécurité et défense au Parlement européen.

Russie, Chine, Iran, Qatar, Turquie, Azerbaïdjan... De plus en plus d'Etats mènent sur le Vieux Continent un conflit qui ne dit pas son nom. « Nous sommes

dans une drôle de guerre, où l'attribution de tous ces actes est quasiment impossible », constate Franck DeCloquement, expert en intelligence stratégique. Derrière ces attaques, le même dessein : affaiblir l'Europe démocratique que ces Etats autoritaires abhorrent et cherchent, par tous les moyens, à déstabiliser.

Et quel meilleur moment que les élections européennes ? Du 6 au 9 juin, 50 millions de citoyens choisiront les 720 prochains eurodéputés. De Vilnius à Paris, les services secrets sont sur les dents. « On

redoute une offensive d'ampleur pendant le scrutin, glisse une source gouvernementale française. Personne n'a oublié les législatives slovaques, fin 2023... » Juste avant l'ouverture des bureaux de vote, un pseudo-enregistrement du candidat centriste, Michal Simecka, fuite sur les réseaux sociaux. Il y raconte comment il va manipuler les votes pour gagner. Un « fake » publié en pleine période de réserve. Impossible, donc, de le démentir. Au lendemain du scrutin, remporté par le populiste prussien Robert Fico, la Commissaire européenne à la transparence, Vera Jourova, évoque une « vague de désinformation sans précédent [...] de l'extrême droite, mais aussi de sources pro-Kremlin ».

Depuis la guerre en Ukraine, « on note clairement une hausse d'intensité de ces agressions, s'inquiète la députée Constance Le Grip (Renaissance), à l'origine d'une loi sur les ingérences étrangères, en cours d'adoption. Les attaques sont de plus en plus sophistiquées, elles attisent les tensions sociales et les fractures nationales. » En évoquant par exemple le passé colonial français pour nous discréditer. Ou en montant des opérations dans le « monde



GETTY IMAGES / STOCK



physique » avant de les amplifier sur les réseaux sociaux, telles les mains rouges taguées sur le mur des Justes du Mémorial de la Shoah, le 14 mai.

La fermeture, en Europe, des médias d'Etat RT et Sputnik et l'expulsion de centaines d'espions n'a pas eu l'effet espéré. « Au contraire, ces mesures ont incité le Kremlin à innover dans sa manière de collecter des informations sur nos sociétés », observe Elisabeth Braw, chercheuse associée à l'Atlantic Council. Comme cette méthode de recrutement repérée par Vilmantas Vitkauskas, patron du Centre national de gestion de crise, en Lituanie : « Sur Telegram, les services russes ciblent des groupes de discussion où s'exprime une certaine méfiance à l'égard des gouvernements locaux et proposent de l'argent contre des actions ciblées, comme des incendies. Des actes payés en crypto-monnaies entre 20 euros et 50 000 euros. Pour nos services, il est compliqué d'intervenir car il s'agit souvent de profils insoupçonnables, sans antécédent judiciaire. »

Face à ces offensives tous azimuts, l'Europe n'est pas à la hauteur. « Nous avons demandé la création, à Bruxelles,

d'une direction du contre-espionnage, en vain », regrette Nathalie Loiseau, pour qui le problème vient aussi « de la difficulté à coordonner 27 services de renseignement, dont certains présentent de vraies failles de sécurité ». Selon nos informations, la création d'un poste de commissaire chargé des questions de sécurité serait en discussion à Bruxelles... mais pas avant l'arrivée de la prochaine Commission, fin 2024 !

D'ici là, les termites russes, chinois ou qataris auront sapé un peu plus la maison Europe. Et pas seulement ses fondements politiques et sociétaux, mais aussi le socle de sa puissance, l'économie. Là encore, les Européens peinent à prendre la mesure de la menace. « Vol de propriété intellectuelle, prise de contrôle de secteurs stratégiques... Les puissances étrangères accentuent leur pression, alerte Jérémie Gallon, avocat et spécialiste des questions européennes. Leur but est clair : dépecer l'Europe, dégrader sa capacité d'innovation pour l'empêcher de devenir un acteur économique majeur. En face, nous restons dans le déni, incapables de nous coordonner. Il est urgent de se doter, à Bruxelles, d'une agence consacrée à notre sécurité économique. »

Bref, l'heure est grave. « Organisons la riposte ! s'exclame Constance Le Grip. A la différence des pays Baltes, qui ont développé un "fighting spirit" collectif, la prise de conscience de la population est, chez nous, trop faible. Il faut, à côté de l'Etat, créer un front citoyen, d'autant que le risque va s'accroître, avec des attaques de plus en plus sophistiquées, à grand renfort d'intelligence artificielle. » Au Quai d'Orsay, le sujet est dans toutes les têtes. A peine nommé, Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de l'Europe, a appelé le 20 février à la création d'un « bouclier démocratique » européen, formule reprise depuis par la cheffe de la Commission, Ursula von der Leyen. Il n'est jamais trop tard. * E. C., C. H., I. O. ET C. L.

Bruxelles, nid d'espions

Le chiffre est vertigineux. En mai, 9 000 collaborateurs ont été victimes d'une fuite massive de données personnelles, à l'occasion d'une attaque sur People, le service de ressources humaines du Parlement européen. Des cartes d'identité, des certificats de naissance, des diplômes, mais aussi des dossiers médicaux sont concernés. « Toutes les données personnelles ont été aspirées », confirme la députée Nathalie Loiseau (Renew), dont 2 collaboratrices sur 3 ont été touchées par ce vol. Trois ans plus tôt, cette élue avait – déjà – été victime d'espionnage : son portable avait été infecté par le logiciel de surveillance Pegasus.

Les signaux d'alarme se font de plus en plus insistants à Bruxelles. Réunissant des milliers de diplomates, de collaborateurs et de lobbyistes, l'épicentre de l'Union européenne est un théâtre propice à l'espionnage et aux ingérences étrangères. Le Qatargate, scandale de corruption impliquant le Qatar et le Maroc au Parlement, révélé en 2022, a montré les failles des institutions européennes. « Le Parlement est traversé par des vulnérabilités structurelles, confirme Arnaud Danjean, député (PPE). Il est exposé à des ingérences et les réponses ne sont pas à la hauteur. » Des réformes ont pourtant été mises en place pour répondre à l'urgence, comme l'interdiction des groupes d'amitié entre les parlementaires et les pays tiers, ou la publication obligatoire pour tous les élus de leurs réunions avec des lobbys. « C'est un pas vers la transparence, concède Nicholas ►

► Aiossa, directeur Europe de l'ONG Transparency International. Mais sans les ressources nécessaires pour vérifier ces registres, comment s'assurer du respect des règles ? » La question est d'autant plus lancinante qu'elle touche à la sécurité européenne. « Les tentatives d'ingérences existent, convient l'eurodéputé Philippe Lamberts (Alliance libre européenne). Celles qui crèvent le plus les yeux viennent des Russes. » En janvier, une enquête menée par le site indépendant russe The Insider révélait ainsi que l'eurodéputée lettone Tatjana Zdanoka aurait travaillé des années pour le FSB, le service de renseignement russe.

Bruxelles pensait sans doute avoir fait le ménage. Au lendemain de l'invasion russe en Ukraine, une quarantaine d'officiers de renseignement russes sous couverture diplomatique avaient été expulsés de l'UE. Mais combien en reste-t-il ? En 2019, une enquête du journal allemand *Welt am Sonntag* dénombrait « environ 250 espions chinois et 200 espions russes dans la capitale européenne ». Un nombre colossal, à prendre cependant avec distance. « Vous pouvez difficilement chiffrer leur nombre, souligne une source proche de la VSSR, le service civil de renseignement belge. Est-ce que vous comptez ceux dans les ambassades ? Les sources qui fournissent des informations sans être employées par un service étranger ? » Tentaculaire, l'espionnage s'infiltre dans chaque strate de la capitale.

Mais les tentatives les plus récurrentes se trouvent souvent dans l'entourage proche des parlementaires. En avril, Jian Guo, assistant de l'eurodéputé du parti d'extrême droite allemand Afd Maximilian Krah, était arrêté et suspendu pour des soupçons d'espionnage en faveur de la Chine. Un mois plus tard, le parquet fédéral belge annonçait que des perquisitions avaient été menées au domicile et dans les bureaux bruxellois de Guillaume Pradoura. Le collaborateur parlementaire, lui aussi ancien assistant de l'eurodéputé Krah, est ciblé dans le cadre de l'enquête sur les soupçons d'ingérence russe et de corruption autour du site d'informations financé par Moscou, Voice of Europe.

« La constante des dernières affaires d'ingérences au sein de l'UE est l'implication d'assistants parlementaires, observe notre source proche des services de renseignement. A chaque fois qu'une

puissance étrangère veut influencer les élus, leurs collaborateurs sont utilisés comme porte d'entrée. » Ils risquent de toute évidence peu de choses. « Il y a une culture de l'impunité au Parlement, reprend Nicholas Aiossa. Si un parlementaire viole le code de conduite, la pire sanction à laquelle ils s'exposent est une retenue de trente jours sur son indemnité journalière ! » Soupçonnée d'espionnage, Tatjana Zdanoka a finalement été sanctionnée d'une amende de cinq jours sur son indemnité journalière et d'une interdiction d'exercer certaines fonctions de représentation du Parlement. La Lettone, qui doit terminer son mandat en juillet, n'a pas fait appel. ✱ A. S.

Une désinformation russe toujours plus sophistiquée

Début janvier, la vidéo d'un artiste ukrainien réfugié en France en train de scier la tour Eiffel apparaît sur les réseaux sociaux. Dans son sillage, des hordes de faux comptes créés par des bots (logiciels qui exécutent des tâches automatiques), attirent l'attention des médias français sur ce pseudo-artiste, afin de les convaincre qu'il est dangereux d'accueillir des Ukrainiens. Débusquée par le collectif Antibot4Navalny, groupe anonyme d'analystes qui traque les opérations d'influence russes sur le réseau X, cette fake news s'inscrivait dans une nouvelle campagne anti-Ukraine orchestrée par Moscou, nommée « opération Matriochkas ». Un exemple des nouvelles méthodes de désinformation du Kremlin, destinées à saper le soutien européen à Kiev via les réseaux sociaux.

Cette nouvelle arme numérique vient renforcer la palette de médias alternatifs prorusses, comme Voice of Europe ou Euromore, créés après que l'UE a interdit à RT ou Sputnik d'émettre sur le sol européen, en 2022. Selon les analystes, les bots de cette opération sont les mêmes que ceux utilisés pour la vaste offensive Doppelgänger, révélée en 2022, qui consiste à cloner et usurper des sites Web de médias et de gouvernements pour y diffuser l'idéologie du Kremlin, relayée ensuite sur les réseaux sociaux. Ces comptes ont aussi été utilisés pour l'opération Portal Kombat, une nébuleuse de faux médias s'adressant au public européen, identifiée par Viginum, le service français de lutte contre les ingérences numériques étrangères.

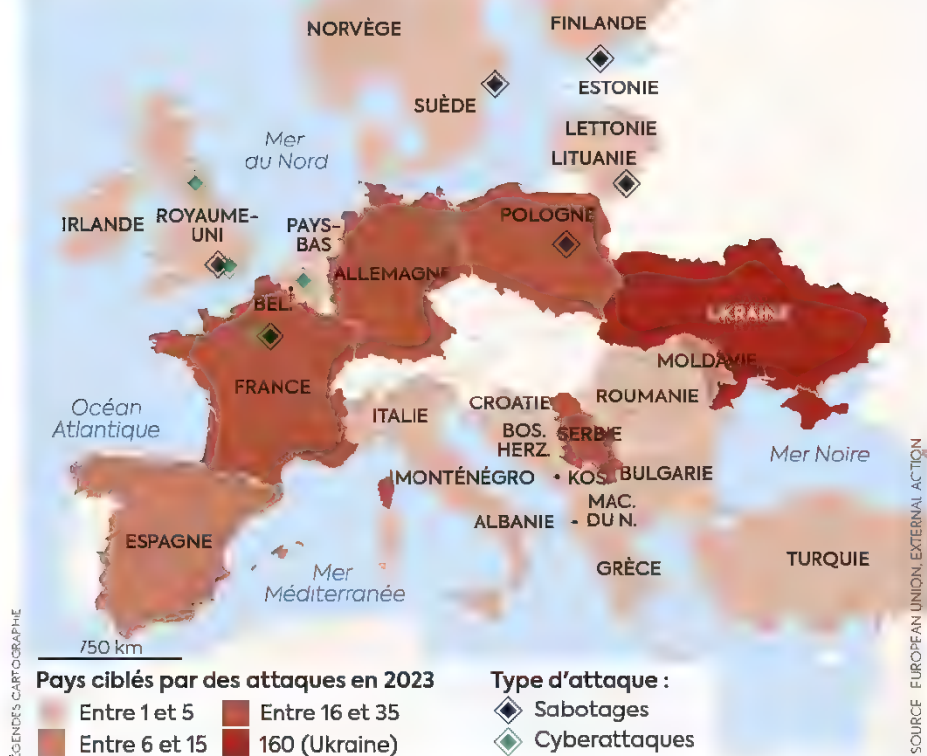
Ce large éventail de moyens déployé par la Russie au service de la désinformation inquiète l'Occident. « Le vrai risque, c'est la répétition et le caractère systémique de ces manœuvres, nous confie un expert de la lutte contre ce "poison numérique". D'autant que l'on assiste à une évolution qualitative. Avec l'utilisation de l'IA, les bots automatiques deviennent plus sophistiqués. »

De fait, les méthodes utilisées par la Russie parviennent souvent à contourner les mécanismes de protection. « Il y a toujours des opérations Doppelgänger, explique Roman Osadchuk, chercheur au laboratoire de recherche en criminalistique numérique de l'Atlantic Council. Mais aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de copies de sites Web connus : d'autres techniques sont mises en œuvre. » Exemple, la publication de photos de personnalités, comme Leonardo DiCaprio, Rihanna ou Vincent Cassel, assorties d'une prise de position (fictive) anti-Ukraine. But : toucher le public le plus large possible.

La Russie a même récemment publié une vidéo à moitié générée par l'IA, qui reprenait de nombreux éléments de propagande anti-Biden et anti-Ukraine. Le court-métrage, d'à peine trois minutes, montre le président américain sénile et prêt à frauder les élections américaines pour empêcher Donald Trump de gagner, le tout sous la forme d'un faux clip musical imitant ceux du célèbre groupe de musique russe Little Big. Au total, le clip a été relayé par 3,8 millions de tweets de bots par jour, par 12 300 faux comptes en 13 langues différentes, selon Antibot4Navalny. Soit une ampleur « presque dix fois plus vaste que tout ce qui a été évalué auparavant ».

Dans la réalisation de cette parodie, un homme s'est personnellement impliqué : Ilya Gambashidze, obscur homme politique russe, fondateur des sociétés Social Design Agency et Struktura aux côtés de Nikolai Toupikine. Sanctionnés par le gouvernement américain et l'Union européenne, ces deux hommes ont repris les méthodes d'Evgueni Prigojine, le sulfureux homme d'affaires mort en août 2023, dont les « fermes à trolls » inondaient les réseaux sociaux de fausses informations et de rumeurs. Dans toutes ces opérations de désinformation, quelle que soit leur forme, la finalité reste la même : accentuer les fractures internes des sociétés

Des ingérences sur tout le continent européen



européennes, mettre en valeur le camp prorusse et dégrader l'image du président Zelensky et des Ukrainiens. * L. M.

Sabotages, la sale guerre de Poutine

Il est presque minuit, ce 20 mars, lorsqu'une voiture s'arrête devant l'entrepôt du nord de Londres appartenant à l'entreprise de transport Meest, qui a envoyé une cinquantaine de camions d'aide à l'Ukraine depuis 2022. Sous l'œil d'une caméra de vidéosurveillance, deux hommes en sortent pour arroser d'essence des volets roulants, avant d'y mettre le feu. Scotland Yard identifie et incarcère rapidement cinq participants présumés, dont un Anglais de 20 ans, suspecté d'avoir été rémunéré par Moscou. Pour le parquet, aucun doute : cet incendie « visait à envoyer le message que si vous aidez l'Ukraine, il y aura une punition ». Dix jours plus tard, Meest subissait un autre incendie dans ses locaux en banlieue de Madrid...

Résolue à faire payer à l'Europe son soutien à l'Ukraine, la Russie intensifie, ces derniers mois, actions malveillantes et sabotages. L'objectif ? « Nous immerger dans un bain psychologique de peur et de

menaces permanentes, pour rendre les Occidentaux moins aptes à prendre les bonnes décisions, estime Mathieu Boulégue, chercheur associé au groupe de réflexion Chatham House. Ce n'est pas seulement une guerre conventionnelle, mais une forme de conflit ouvert, permanent, de basse intensité. »

En Pologne, neuf personnes, de nationalités ukrainienne, biélorusse et polonaise, « directement impliquées au nom des services russes dans des actes de sabotages » ont été arrêtées, selon le Premier ministre Donald Tusk. Certaines projetaient un incendie, d'autres un attentat contre le président ukrainien Zelensky, un dernier serait le commanditaire de l'agression au marteau, en Lituanie, de l'opposant russe Leonid Volkov. Les autorités de Finlande et d'Estonie estiment que Moscou serait aussi derrière le sabotage du gazoduc reliant les deux pays, en octobre, par l'ancre d'un navire de commerce avec un équipage russe.

Les autorités allemandes voient aussi la main du Kremlin derrière la sectionnement de câbles ayant interrompu le trafic ferroviaire dans le nord du pays, en octobre 2022. Le réseau ferré européen est une cible privilégiée : des tentatives de

sabotage en République tchèque ont, depuis, été signalées. Le trafic aérien, une autre : des brouilleurs près de la frontière estonienne et à Kaliningrad perturbent régulièrement les systèmes de guidage des avions civils en zone baltique. « Le risque d'actes de sabotages commandités par l'Etat russe s'est considérablement accru », s'inquiète Thomas Haldenwang, chef du renseignement intérieur allemand, précisant que Moscou était prêt à mener des opérations avec « un potentiel élevé de dommages ». Deux citoyens russo-allemands ont ainsi été arrêtés en Bavière. En contact avec une « personne liée aux services secrets russes », selon le parquet allemand, l'un d'eux avait accepté de commettre des sabotages « sur des sites industriels et militaires ». Derrière l'incendie des locaux londoniens de Meest, il s'agit, là encore, d'intermédiaires dont les autorités supposent, pour quatre d'entre eux, qu'ils ignoraient agir pour la Russie.

L'heure ne semble plus être aux opérations réalisées par des agents envoyés sur place. L'expulsion de centaines de faux diplomates partout en Europe, à la suite de l'invasion de février 2022, a conduit les services russes à privilégier la sous-traitance. Après le massacre du 7 octobre, des étoiles de David taguées sur des bâtiments parisiens ont été relayées sur les réseaux sociaux comme l'expression d'une haine antisémite. Les auteurs, originaires de Moldavie, avaient été payés par un homme d'affaires moldave prorusse. Mi-mai, des mains rouges ont été peintes devant le mémorial de la Shoah, cette fois par des ressortissants bulgares. Dans les deux cas, les espions de Moscou n'ont eu qu'à s'inspirer des méthodes de leurs aînés. En 1959, des croix gammées avaient été peintes sur la synagogue de Cologne. Ce vandalisme avait suscité de fortes réactions et mené à une manifestation géante, à Berlin-Ouest, pour dénoncer le retour de l'antisémitisme nazi. En réalité, il s'agissait de « mesures actives » pilotées depuis l'URSS pour semer la discorde, comme l'ont révélé plus tard des transfuges du KGB.

Si les tensions devaient s'accroître avec l'Occident, la Russie prévoit déjà ses prochains sabotages. En 2023, ses navires espions ont inspecté des zones sensibles en mer Baltique et en mer du Nord, dont des parcs éoliens offshore. De quoi repérer leurs points faibles, tester la vigilance des Occidentaux et frapper, au jour J. * C. D.

Sous les radars

Un enjeu diplomatique... et politique

Le fléau des ingérences étrangères, que les autorités françaises voudraient éloigner du tumulte médiatique, irrigue le débat public hexagonal.

Ce simple détail a fait tiquer la délégation française. Le 27 mai, Emmanuel Macron prononce à Dresde un grand discours à l'occasion d'une visite d'Etat outre Rhin. Place du Neumarkt, le président livre un réquisitoire contre l'extrême droite et la « fascination pour les régimes autoritaires ». Dans la foule flotte un drapeau bleu, rouge et vert. Celui du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), mouvement indépendantiste calédonien. Que fait cet emblème à plus de 15 000 kilomètres de l'archipel ? Qui le brandit, en pleine crise ? L'exécutif s'interroge. Y décèle la main d'une puissance étrangère. Deux mois plus tôt, les services français avaient repéré la présence d'un agent des services azerbaïdjanais au côté de membres du FLNKS à l'occasion d'une réunion du Comité spécial de la décolonisation des Nations unies, à Caracas, au Venezuela.

La France n'a pas attendu l'explosion de la crise calédonienne pour identifier les ingérences étrangères sur le Caillou. Outre le régime de Bakou, on guette les signaux faibles en provenance de Russie ou de Chine. Mais l'Elysée fait passer la consigne : prière de ne pas évoquer le sujet publiquement. « Discours fermes sur l'Azerbaïdjan, mais pas de publicité », glisse un membre du gouvernement. « Cela donnerait l'impression de faire de la politique. Il ne faut pas en faire un argumentaire », ajoute un ministre de premier plan. Et donner le sentiment que l'existence même d'ingérences jette l'opprobre sur des revendications locales. Alors, quand, le 16 mai, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, accuse l'Azerbaïdjan d'ingérence, certains tiquent. « Moi, je suis discipliné », lâche un collègue investi sur ces sujets.

Eloigner le fléau des ingérences étrangères du tumulte médiatique. Le confiner à la diplomatie, loin du débat politique. Un vœu pieux, tant le sujet irrigue le débat public. En 2017, les Macronleaks, piratage des courriers des équipes d'En marche ! soupçonné d'avoir été orchestré en Russie, ont vampirisé la fin de campagne présidentielle d'Emmanuel Macron.

Le Parlement se saisit du sujet. En février 2024, les sénateurs socialistes ont créé une commission d'enquête sur les ingérences étrangères. Lors de son audition, le 28 mai, Gérald Darmanin a égrené des tentatives de déstabilisation récentes, comme ces tags de mains rouges apposés sur le mémorial de la Shoah ou

**Consigne de l'Elysée :
prière de ne pas évoquer
publiquement les liens
du FLNKS avec Bakou**

ces étoiles de David bleues découvertes, fin octobre 2023, sur des murs de la capitale, « œuvres » de Bulgares et de Moldaves.

A l'Assemblée, le Rassemblement national a pris les devants. Il a lancé sa propre commission d'enquête dès 2022 pour se laver des accusations d'accoïtance avec la Russie de Poutine. Las, en s'arrogeant la présidence de l'instance, la formation d'extrême droite a laissé le

soin à la députée Renaissance Constance Le Grip, rapporteure, d'écrire un rapport au vitriol contre le RN. Les dénégations frontistes n'y changent rien. L'ombre du parti de Marine Le Pen plane sur chaque tentative hexagonale de lutter contre les ingérences étrangères. Le député Renaissance Sacha Houlié a porté au printemps une proposition de loi visant à « prévenir » ce phénomène. Le texte impose aux représentants d'intérêts étrangers qui font du lobbying en France de s'inscrire sur un registre national public et prévoit la possibilité de geler des avoirs financiers de personnes ou d'entités se livrant à des activités d'ingérence.

Autre innovation : l'élargissement d'un dispositif de surveillance algorithmique, aujourd'hui circonscrit à la lutte antiterroriste. La majorité se réjouissait que l'examen du texte percute la campagne des européennes et affaiblisse le RN. Marine Le Pen a elle-même demandé en février à la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, de saisir le Conseil d'Etat pour qu'il rende un avis sur le texte. Et ainsi retarder son examen au Parlement. Cette dernière n'avait pas donné suite. Mais l'adoption de la loi est passée sous les radars. « L'espace médiatique est saturée par d'autres choses, constate un cadre Renaissance. Et ce sujet des ingérences glisse sur les plumes des électeurs RN. » Comme si le souverainisme du parti servait de rempart à toute suspicion de dépendance envers l'étranger. *

PAUL CHAULET ET ÉRIC MANDONNET



La main du Kremlin serait derrière les tags peints le 13 mai sur le mur des Justes, à Paris.



Fractures

Laurent Cordonier : « La post vérité est le scénario le plus effrayant »

Biais cognitifs, mécanismes de résistance... L'impact de la désinformation sur une population est plus subtil qu'il n'y paraît.

Comment les citoyens européens réagissent-ils aux fausses informations ? Sont-ils influencés ? Comment s'en protéger ? Les réponses de Laurent Cordonier, sociologue et directeur de la recherche à la Fondation Descartes.

Quel impact la désinformation a-t-elle sur une population ?

Laurent Cordonier

Ce n'est pas parce que l'on est exposé à une fausse information que l'on va mécaniquement y croire. Les recherches montrent que plus on voit passer une information, plus on a tendance à la juger vraie. Ceci est lié à un mécanisme cognitif : l'information est traitée de façon plus fluide dès la deuxième fois qu'on la reçoit. Nous savons aussi qu'il y a des mécanismes de résistance. Des études montrent que dans une démocratie, un « citoyen moyen » distingue assez bien le bon grain de l'ivraie informationnelle. Nous avons tendance à accepter plus facilement une information cohérente avec nos connaissances acquises et nos propres croyances. De ce fait, les fake news ont peu de chances d'avoir un effet sur des populations bien éduquées, bien informées. Néanmoins, lorsqu'il s'agit de sujets sur



A. BEVELIER

lesquels nous avons peu de connaissances préalables, nous sommes davantage susceptibles de croire à des fausses informations. La grande inconnue, c'est la pénétration des narratifs poussés par l'étranger. Nous avons lancé une étude à ce sujet car l'impact que ces récits ont sur la population française n'a pas encore été évalué.

Les campagnes de désinformation se sophistiquent-elles ?

Les fake news du Moyen Âge, telles ces vieilles images antisémites du juif au nez crochu qui empoisonne le puits, fonctionnent hélas toujours. Mais les techniques de mise en circulation gagnent en raffinement. Dans les usines à trolls, des gens créent des faux comptes pour « liker » et repartager en masse de fausses informations, de manière très coordonnée. L'IA permet de construire des bots qui imitent le comportement d'un humain sur les réseaux sociaux, ce qui rend plus difficile leur détection.

Quels facteurs incitent les internautes à partager ces fausses informations ?

Certains les relaient par idéologie, d'autres, pour gagner en notoriété. Des études ont montré que ceux qui partagent des fausses informations ont parfois un degré d'altruisme élevé. Ceux-là le font donc avec les meilleures intentions

du monde, en pensant prévenir leurs proches, ou le monde entier, de choses graves et importantes.

Pour certains experts, le risque de la désinformation n'est pas tant que les citoyens croient des fake news mais qu'ils finissent par douter de tout, même du vrai, ce qui profite finalement aux désinformateurs. Ce que l'on appelle le « dividende du menteur ». Doit-on craindre ce phénomène ?

Oui, c'est le régime de la post-vérité que Donald Trump a incarné. La post-vérité, ce n'est pas seulement mentir, c'est être indifférent à la vérité. C'est le scénario le plus effrayant. Le risque n'est pas que les gens se mettent à croire massivement des choses folles, mais qu'ils entrent dans un relativisme dangereux pour la démocratie. Si l'on se met à considérer que tout se vaut, que les propos d'un climatologue du Giec peuvent être mis sur un pied d'égalité avec ceux de Bolsonaro sur le climat, on aura un vrai problème. Un rapport publié par Michel Dubois [NDLR : directeur de recherche au CNRS] montre que le niveau de confiance des Français dans les sciences est encore élevé. Collectivement, nous ne sommes donc pas dans la post-vérité. Mais il faut rester vigilant, car il y a un danger.

Que sait-on de l'impact de la désinformation dans des pays comme la Russie ou la Chine, où elle est omniprésente ?

Le problème, dans ces pays, est davantage l'absence d'informations de qualité que la désinformation en tant que telle. Lorsque les populations ont à leur disposition des sources fiables et indépendantes, elles ont tendance à se tourner vers elles. Nous venons de publier une étude réalisée dans

► 26 pays qui montre que le facteur qui explique le mieux les différences d'attitude vis-à-vis des théories du complot est le niveau de corruption du secteur public. Plus il est élevé, plus sa population croit aux théories du complot. Notre interprétation, c'est que lorsque vous vivez dans un pays où vous voyez les fonctionnaires se faire acheter, où vous devez vous-même glisser un billet pour avoir accès à un médecin ou un policier, votre niveau de confiance sociale est nécessairement au plus bas.

Que peut faire l'Union européenne pour se protéger de cette désinformation ?

Le Digital Services Act va dans le bon sens. Il impose aux réseaux sociaux de rendre des comptes sur leur stratégie de lutte contre la désinformation. L'idée n'est pas qu'ils censurent davantage, mais plutôt qu'ils cassent les phénomènes de viralité artificielle. Il faut avancer sur ces questions avec beaucoup de prudence, pour ne pas engager d'actions trop liberticides. Lutter contre les ingérences, c'est défendre la démocratie. Si, en la défendant, on l'abîme en attaquant trop la liberté d'expression, on rate l'objectif. Cela peut générer de la défiance au sein de la population. L'important, selon moi, est de prendre des mesures adaptées à l'état de la menace. Et la menace, ce n'est pas l'intensité avec laquelle les fake news circulent, mais à quel point notre population en est affectée.

Quel rôle la sphère éducative doit-elle jouer ?

Un rôle essentiel. C'est notre stock de connaissances qui nous aide à détecter les fausses informations. Le second point important est la formation à l'esprit critique. J'en défends une conception précise. D'abord, il faut comprendre que chaque être humain est en état de dépendance épistémique. Tout ce que l'on sait, on le sait par le biais d'autrui. Si l'on sait qu'un pays a été envahi, c'est parce qu'un journaliste nous l'a dit. Par mes propres sens et expériences, je ne sais rien du monde. La question de la connaissance, c'est donc celle de la confiance. Le premier pilier de l'esprit critique, c'est d'attribuer sa confiance épistémique sur des bases rationnelles. Pourquoi je décide ou non de croire à ce post Facebook, ce média, cette source Web ? Quels sont mes critères ?

Le deuxième pilier, c'est d'être au fait du fonctionnement de notre propre

système cognitif. Souvent, lorsque l'on commet une erreur, on s'est en réalité soi-même leurré. Des exercices peuvent nous aider à toucher du doigt nos propres biais cognitifs. Les biais n'ont rien d'idiot statistiquement. Ils peuvent même nous être utiles. Le biais qui nous pousse à croire ce que croient nos amis a une vraie raison d'être sur le plan évolutif : si vous voyez vos proches courir dans une direction, mieux vaut courir avec eux et réfléchir après ! Mais dans le monde informationnel, cela peut nous jouer des tours. *

PROPOS RECUEILLIS
PAR ANNE CAGAN

Intelligence artificielle

La désinformation plus que jamais facilitée

L'IA générative réduit la quantité d'interventions humaines nécessaires pour concevoir des manipulations sophistiquées.

De Floride à Moscou, John Mark Dougan a opéré une bien étrange reconversion. Cet ancien shérif américain, aujourd'hui sous la protection du Kremlin, est devenu le coordinateur d'un tentaculaire réseau de désinformation prorusse, comme l'a révélé NewsGuard, start-up spécialisée dans la détection de sites peu fiables. DCWeekly, Chicago Chronicle... 167 sites se faisant passer pour des médias en Europe et aux États-Unis afin de polariser leurs citoyens, délégitimer leurs élections et justifier l'invasion russe présentent des signes de connexion très forts au réseau de Dougan, malgré ses dénégations. Un cas révélateur de l'impact explosif de l'IA générative dans cette bataille. « Il fallait auparavant des dizaines ou des centaines de personnes pour bâtir de tels dispositifs. Avec l'IA, un seul individu peut le faire », met en garde Chine Labbé, vice-présidente de NewsGuard.

De tels cas se multiplient. Fin 2022, Meta a détecté un vaste réseau de désinformation russe, Doppelgänger, utilisant des sites « clones » imitant de vrais médias. Plus récemment, des enregistrements audio truqués, enfantins à produire avec

l'IA, se sont invités en politique. En Slovaquie, un de ces montages laissait croire que le candidat démocrate Michal Simecka voulait truquer l'élection et... augmenter le prix de la bière. Impossible d'évaluer l'impact que ces *deep fakes* ont eu, mais à l'issue d'un scrutin serré, Simecka a perdu l'élection. Des électeurs américains du New Hampshire ont, eux, eu la surprise de recevoir « de faux messages imitant la voix de Joe Biden et leur conseillant de ne pas voter aux primaires », pointe Camille Grenier, directeur exécutif du Forum sur l'information et la démocratie.

Les fake news ne sont qu'une part du problème. La viralité artificielle donnée à certains récits en est une autre facette préoccupante, car elle donne une vision tordue de l'opinion publique et de la société. Depuis des années, les désinformateurs s'appuient sur des programmes informatiques appelés bots pour gérer des armées de faux comptes et faire gonfler à l'envi tendances ou polémiques. L'IA générative risque de compliquer la tâche des plateformes qui tentent de traquer et de fermer ces comptes au comportement peu naturel : en leur permettant de publier des contenus « inédits » et variés, l'IA rend en effet l'activité des bots plus proche de celle des humains authentiques.

En Europe, la plupart des opérations de désinformation viennent de Russie et la France est l'une des principales cibles. Il reste néanmoins possible de protéger les Européens, surtout en période d'élections. Président de Make.org et coauteur d'un rapport sur le sujet, Axel Dauchez recommande une forme de « période de réserve sur les réseaux sociaux », la création d'un détecteur de contenus IA dont pourraient se servir les médias ou l'élaboration d'un code de conduite relatif aux « contenus artificiels » pour les partis, les médias et « les influenceurs ayant beaucoup d'abonnés ». La sensibilisation des Européens est cruciale. D'abord, en les informant davantage sur les opérations en cours – Vignum le fait de plus en plus. Ensuite, en recourant au *prebunking*, prône l'historien David Colon, auteur de *La Guerre de l'information* (Tallandier) : « L'idée est d'exposer aux citoyens les techniques de manipulation dont ils pourraient faire l'objet avant qu'ils n'y soient confrontés, cela renforce la résilience psychologique. » Depuis un an, les démocraties de l'UE se réveillent. Il était temps. * A. C.



DU BON CÔTÉ DE L'INFORMATION

Le Sept

La **lettre d'information** pour tout savoir
avant de démarrer la journée



Chaque matin à 7h, réveillez-vous avec la sélection d'articles de la rédaction pour faire le point sur ce qui s'est passé pendant que vous dormiez. Retrouvez les 7 infos à connaître, expliquées et analysées dans une lettre d'information gratuite.



Inscrivez-vous à cette lettre d'information
en flashant ce QR code.

L'après-Mélenchon ?
Le chantier est ouvert.



ZIZANIE

A gauche, le débarquement du 9 juin

Comment faire sans Mélenchon ? Comment refaire l'union ? PS, écologistes, communistes et Insoumis mijotent déjà l'après européennes.

PAR MATTIAS CORRASCO ET OLIVIER PÉROU

Une rumeur. Et si Jean-Luc Mélenchon s'annonçait candidat au soir du 9 juin ? Elle court, elle court, et refroidit le reste de la gauche. Les écolos dépriment, les socialistes se lamentent. Ah ! S'il leur vole leur moment, alors que Raphaël Glucksmann plastronne en tête, jetant le tout petitscore de la présidentielle aux oubliettes. Et lui, Glucksmann, que va-t-il faire ? Nouvelle rumeur. Il est tenté de prendre la parole et de court Olivier Faure et les appareils politiques pour « pousser le rassemblement ». Candidat lui aussi ? Mélenchon versus Glucksmann. Politique-fiction. Le deuxième ne regarde pas vers l'Élysée.

Une nouvelle étape s'ouvre à gauche. « Ça va être la guerre entre eux et nous », résume un cadre socialiste. Ou encore Patrick Kanner, sénateur PS, convaincu : « Glucksmann, c'est le premier coup d'arrêt à Mélenchon. » On dit le leader de LFI fragilisé par ses frondeurs, Clémentine Autain, Raquel Garrido, Alexis Corbière, Danielle Simonnet – ou Eric Coquerel, à plus petite voix – et concurrencé par François Ruffin. L'Insoumis de la Somme compte prendre la parole juste après le scrutin européen, une nouvelle brique à son édifice de candidat pour 2027. Un proche murmure : « Seule certitude : il n'ira pas contre Mélenchon. Il ne veut pas être Brutus. » Autain, elle, s'avancera un peu plus avec L'Emancipation, son nouveau mouvement. Deux candidats à LFI, trois si l'on compte l'envie débordante de Mélenchon, un luxe pour le parti autant qu'un piège pour le patriarche Insoumis. Autour du fondateur, on serre les rangs. A l'Assemblée nationale, un nouveau règlement intérieur a été entériné, qui muscle les pouvoirs du « bureau », instance composée quasi uniquement de fidèles du chef. Ace bureau d'ailleurs l'examen des sanctions. Chez les députés LFI, on craint que le sort de Raquel Garrido, l'une des plus critiques de Mélenchon, ne soit scellé : exclusion du groupe à venir, sinon pis.

Et les autres ? Les communistes cherchent la lumière, la candidature de Fabien Roussel, dicit un des ses lieutenants, « se déclencherait à la minute où Jean-Luc Mélenchon s'annonce ». Il s'agit de ne pas courir après la tortue Mélenchon, mais de

préparer l'avenir, tout de même. Alors on consulte à gauche, et on fait de nouvelles rencontres. Avec Guillaume Lacroix, le président du PRG, un 29 février entre les murs de l'Assemblée nationale, à qui Roussel propose de « bosser sur le fond du programme ». Car, en conclusion de la réunion, rapporte un témoin, « il pourrait bien y avoir deux candidatures à gauche ». Les écologistes, eux, pensent déjà les plaies d'une impossible campagne. On s'accorde pourtant à dire que Marie Toussaint, leur candidate, a fait au mieux ; les couteaux s'aiguisent surtout en direction de Marine Tondelier, la secrétaire nationale, et déjà certains brandissent la menace d'un congrès extraordinaire convoqué fin 2024. « Si on fait 6 %, on fait tomber Tondelier, tacle un cadre. Mais je suis incapable de donner un nom pour la remplacer. » En interne, la sénatrice Mélanie Vogel, tête de pont de la constitutionnalisation de l'IVG au Sénat en février, a les faveurs d'une partie des militants et des caciques. Un hic : les statuts du parti ne permettent pas à un élu national de diriger le mouvement. Impossible n'est pas écolo...

Primaire, confédération, mouvement commun... Les idées ne manquent pas, mais les conditions sont, de l'avis d'un député PS, loin d'être réunies. Comment provoquer l'union ? Des dizaines de notes circulent, dont l'une s'intitule « Viser la lune » et a été rédigée par l'ancienne tête pensante de Yannick Jadot, Alexis Braud. Le tube d'Amel Bent que chantait à tue-tête Cécile Duflot dans sa voiture en 2012. Autre époque, autres gauches. Puisque la Nupes n'est plus, il faut imaginer un autre format de coalition. L'auteur appelle les caciques à s'inspirer de feu l'UDF. Un son de cloche que partage Patrick Kanner. « Il faut réfléchir à une dynamique confédérale. C'est le premier stade qui peut mener vers un grand parti social, démocrate et écologiste, un grand mouvement avec des structures libres qui acceptent de regarder ensemble vers un horizon nouveau. C'est plus que la Nupes, et moins que le parti unique. Ça suppose du compromis et un projet politique qui n'aurait été obtenu avec le couteau sous la gorge en quinze jours. »

D'autres encore concoctent un scénario avec « la gauche hors les murs », rassemblant ONG, auteurs, syndicalistes, etc. Plusieurs signatures pourraient apparaître, et non des moindres, comme l'a

révélé *Libération* : Erik Orsenna, Benoît Hamon, Camille Etienne, Pierre Rosanvallon, Marylise Léon, Sophie Binet ou encore Annie Ernaux, hier soutien de Jean-Luc Mélenchon. Laurent Berger et Philippe Martinez, les deux visages de la dernière union syndicale contre la réforme des retraites, pourraient parapher. Le texte appellera au rassemblement, réclamera un processus de désignation, et dira sans le dire que l'homme de la situation ne saurait être Jean-Luc Mélenchon. Dans la foulée, des socialistes, communistes, écologistes et Insoumis « unitaires » répondraient d'une même voix. Début juillet, dans le cloître du Festival des idées à la Charité-sur-Loire, se tiendront aussi quelques huis clos stratégiques sur l'avenir.

Un canevas fragile tant les municipales seront le terreau de nouvelles divisions entre les partis. Les écologistes lorgnent deux bastions socialistes, Lille et Paris, et hésitent à s'acoquiner avec les Insoumis dans le premier pour récupérer le trône de Martine Aubry. Chacun s'accorde à dire que les appareils politiques, aussi faibles soient-ils, ankylosent les conditions du rassemblement. « Regardez ce que le

dernier congrès du PS a provoqué dans la Nupes, alors que leur candidat n'était qu'à 1,7 %... » soupire un Insoumis. Le prochain, qui promet d'être aussi tendu, doit se tenir fin 2024, mais Olivier Faure préfère mars 2025. Fragilisé en interne, y compris dans sa majorité, le premier secrétaire pourrait passer la main. Le nom de Boris Vallaud semble faire l'unanimité autant chez les soutiens de Faure que chez ses opposants. « Boris a les qualités d'un chef. Il n'y aura pas d'affrontement entre lui et Olivier Faure », affirme un soutien du député des Landes. Sans oublier François Hollande, toujours en embuscade. Il a récemment petit-déjeuné avec le député Arthur Delaporte, l'une des figures du PS d'aujourd'hui. La nouvelle génération à la table de celle d'hier. Au menu de la conversation, la Nouvelle-Calédonie surtout, mais on a aussi parlé « du reste », doux euphémisme pour la politique. L'ancien président considère qu'il faut réaffirmer la force du socialisme dans le cadre des municipales, prérequis à tout rassemblement des gauches. Mais que l'on ne s'inquiète pas de son retour éventuel : il n'est là que pour aider. ★

Risqué ?

Le retour du ticket présidentiel

Depuis que Marine Le Pen a annoncé sa volonté de nommer Jordan Bardella à Matignon, d'autres prétendants à l'Elysée songeraient à un tandem.

Ils se sont autoneutralisés. » Le constat froid de Michel Rocard (dans son livre d'entretiens avec Georges-Marc Bénéamou, *Si la gauche savait*) sur le ticket constitué par Gaston Defferre et Pierre Mendès France et leurs 5,01 % à la présidentielle de 1969 passerait à n'importe quel candidat l'envie de réitérer l'expérience. Tellement contraire à l'esprit de la V^e République... La France n'est pas les Etats-Unis, le Premier ministre n'est pas un vice-président ! Alors, le tandem Marine Le Pen-Jordan Bardella, d'ores et déjà annoncé par la candidate du Rassemblement national, risibles amours ou union prometteuse de changement ?

Il en est un, au moins, auquel n'a pas échappé ce que ce ticket avait de singulier. En bon fana de « poloché », Edouard Philippe observe. Ne dit-on pas qu'en

politique, souvent, de la maîtrise du temps dépend le succès ? Marine Le Pen et Jordan Bardella, c'est d'abord un moment. Désigner son Premier ministre plus de trois ans avant l'élection présidentielle, du jamais-vu. « Jusqu'à présent on gardait cette nouvelle pour plus tard et pour élargir son camp, pour rassembler ; ça montre la force tranquille du RN, qui peut l'annoncer sans que ça provoque le moindre remous en interne », observe Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et secrétaire général d'Horizons. Aussitôt tempéré par l'eurodéputé et ami du Havrais Gilles Boyer : « La situation de Marine Le Pen est différente de la nôtre car on lui a souvent fait le procès de ne pas avoir d'équipe, de ne pas savoir avec qui gouverner... Donc si quelqu'un a besoin de présenter un ticket, c'est bien elle. »

► Une femme-un homme, Le Pen-Bardella, c'est aussi une complémentarité. Et deux générations rassemblées ; la première, 55 ans, partage avec les militants sa joie d'être nouvelle grand-mère, tandis que le second, 28 ans, philosophe, dans une vidéo TikTok, sur le bienfait des bonbons pour son organisme (la vidéo a été vue près de 3,6 millions de fois). Deux électorats, donc. Audacieux, songe l'ancien chef du gouvernement. Alors, « il touille », selon un camarade de jeu. Jusqu'à surprendre ses interlocuteurs ces dernières semaines en déclarant qu'à deux, peut-être, on est plus forts pour affronter 2027 et ses chausse-trappes.

Edouard Philippe jette des coups d'œil à droite. Cajole Valérie Pécresse et sourit à Gérard Larcher. Edouard Philippe jette des coups d'œil à gauche. Préférerait-il les roses ? Dès son arrivée à Matignon, il prend soin de photographier la belle rose-raie voulue par Mitterrand à Souzy-la-Briche, lieu de villégiature essonnien pour hôte de Matignon fatigué, et d'adresser le cliché par SMS à son restaurateur. Félicitations pour les couleurs des fleurs, ce rose pâle... et ce blanc si pur. Le fier destinataire ? Bernard Cazeneuve, un socialiste avec lequel il se trouve tant de points communs. Un sens du sérieux et un sens de l'humour, mais aussi des visions de la société et des valeurs pas si éloignées. La droite, ou ce qu'il en restera après les élections européennes, sera en partie acquise à la cause philippienne, croit-on dans l'entourage du fondateur d'Horizons. Sa marge de progression se situe à gauche, chez cette gauche raisonnable, en quête de liberté autant que d'autorité, qui n'a pas renié la valeur travail et que Cazeneuve entend incarner. Un jour de la fin 2023, entendant ce dernier vanter les mérites d'Edouard Philippe, L'Express avait posé à l'ancien maire de Cherbourg la question de son ralliement. « Et pourquoi ne serait-ce pas Edouard qui se rangerait



Edouard Philippe se trouverait des atomes crochus avec Bernard Cazeneuve.

derrière moi ? » avait-il répliqué, à peine courroucé.

Fin 2023, les deux hommes partagent l'affiche, pas électorale mais médiatique. Les voici en Une de *La Tribune Dimanche*, ensemble, pour un texte écrit à quatre mains, un appel au calme et à l'unité « en ces temps obscurs ». « Un jour de mai 2017, dans la cour de Matignon, côte à côte, nous avons dit que nous étions un homme de droite pour l'un et un homme de gauche pour l'autre, écrivent-ils. Ce clivage était un repère dans l'alternance et il le demeure. »

Ce clivage peut-il justifier qu'à présent ils se réunissent ? Après tout, Edouard Philippe affirme vouloir fédérer « de la droite conservatrice à la gauche mitterrandienne ». Autant tenter l'aventure avec un représentant de la gauche qu'il apprécie. L'idée, a compris l'un de ses visiteurs, ne lui est pas étrangère. Pire, « elle lui plaît », confirme un autre. Immédiatement, Gilles Boyer modère : « Quand on constitue un ticket, on fait 15 déçus, il faut aussi penser à ça. Le choix d'un Premier ministre, ce n'est pas les prémices d'une campagne, c'est la résultante d'une élection. A chaque scrutin sa vérité... » En attendant, aucun scrutin n'effacera les faits : les deux hommes, avant de construire un avenir commun, ont surtout un passé identique. Tous deux ont endossé les responsabilités de Premier ministre : baroqué d'imaginer que l'un puisse accepter de seconder l'autre, baroque d'imaginer que l'un

puisse accepter de retrouver des fonctions déjà occupées. Et quand on sait, parole d'Edouard Philippe, que « tout ne remonte pas à Matignon, non, juste les emmerdes »...

Mais en politique comme en architecture, la liberté des formes a ses partisans. Ainsi François Hollande ne s'interdit-il plus de songer, à son tour, qu'« une candidature solitaire, comme c'était le cas jusqu'à présent, n'est plus de mise aujourd'hui », explicite-t-on dans son entourage. Voilà que l'ancien président de la République, qui a écrit et claironné que la fonction de Premier ministre mériterait d'être supprimée afin que « le président de la République soit le seul chef de l'exécutif », regarde aussi avec intérêt la possibilité d'un duo. Il jouerait même déjà avec l'idée de proposer un tandem à... Raphaël Glucksmann, tenant d'une gauche anti-mélenchoniste, capable de séduire un électorat qui lui a tourné le dos. C'est sans doute faire fi un peu vite des ambitions de la tête de liste aux européennes en cas de score honorable le 9 juin.

Quel que soit l'attelage, si ticket il y a, que devient la liberté du chef de l'Etat de changer le locataire de Matignon au gré des crises et de son quinquennat ? Modifier l'une des deux têtes pour lesquelles les Français auraient voté ? Promesses non tenues, contrat rompu ! crieraient sans doute ces derniers. Soudain, l'illégitimité guette. *

LAURELINE DUPONT

**François Hollande
jouerait avec l'idée de
proposer un tandem à...
Raphaël Glucksmann**

Le hors-série de référence



EN VENTE ACTUELLEMENT

Ici et là, les lieux ont gardé trace de leur ancienne vocation. Les minuscules carreaux tachetés du rez-de-chaussée, les boiseries de la salle des mariages à l'étage, la façade de pierre. Mais depuis 2021, la mairie du IV^e arrondissement de Paris s'est transformée en « Académie du climat ». Désormais, on y avale un parmentier veggie à 10 euros en discutant cinéma engagé ou pièce de théâtre sur les sorcières, on y boit de la chicorée parce que « le thé et le café, ça vient de loin et c'est moins bien », on y assiste à une conférence sur « les JO et le climat ». Anne Hidalgo ambitionne d'y sensibiliser les Parisiens aux enjeux climatiques et environnementaux. Ses adversaires n'y voient, eux, qu'un objet politique destiné à soigner une part très militante de sa majorité. Le flou sur la gouvernance et les finances, la programmation aux allures de grand fourre-tout alimentent les critiques sur ce tiers-lieu, directement piloté par l'Hôtel de ville.

L'histoire démarre en 2020 lorsque les quatre premiers arrondissements de Paris fusionnent. Il n'y a plus suffisamment d'habitants pour justifier d'un découpage hérité du XIX^e siècle. Mais que faire des bâtiments inutilisés ? Une Maison de la jeunesse, dans le I^{er}, une « Fabrique de la Solidarité », sise – ça ne s'invente pas – rue de la Banque dans le II^e. Pour l'ancienne mairie du IV^e, le débat est plus vif. Les habitants plaident pour des services de

proximité, un conservatoire peut-être, ou un lieu dédié à la vie culturelle et associative. Mais la présidentielle se profile. En mai 2021, Anne Hidalgo, Serge Orru, un de ses conseillers, et Patrick Bloche, son adjoint à l'Éducation, participent à la Marche des jeunes pour le climat. Ils tranchent : le bâtiment sera « un lieu de débat et de mobilisation pour les jeunes » dédié « aux enjeux de biodiversité et de climat ».

**Une offre disparate,
qui mêle ateliers
bon enfant et débats
à visée politique**

L'Académie, inaugurée en septembre 2021, a très vite ses détracteurs. Aurélien Véron, conseiller LR et porte-parole du groupe Changer Paris, dirigé alors par Rachida Dati, s'en fait le porte-voix. Il aimerait que l'on parle différemment du climat, plus « éolienne, énergie solaire, captation de CO₂ » que « réparation de vélo et recyclage de vêtements », que l'on fasse de « la sensibilisation et non de la propagande ». « Anne Hidalgo veut rester comme la première femme à avoir transformé la ville et pour cela, il lui fallait

un lieu pour l'incarner », résume-t-il. Régulièrement au Conseil de Paris, il pose des questions, interpelle, demande des explications. De son côté, un collectif de riverains s'agace du bruit des soirées organisées aux beaux jours dans la cour. Ils se chamaillent avec la ville à coups d'expertises gardées secrètes, de médiations refusées, de rendez-vous ratés.

Du côté de la mairie, on balaie d'un revers de la main cette coalition de râleurs d'opposition et de privilégiés soucieux, selon elle, de défendre leur patrimoine immobilier. On vante la vitalité du lieu et sa capacité à fédérer. « On a créé un nouveau service public sur le modèle des universités populaires », défend Sarah Alby, la responsable qui fut auparavant la directrice de cabinet de l'élus parisien Christophe Girard. Le bilan chiffré avancé pour la seule année 2023 est impressionnant : 3 500 événements proposés, 380 000 visiteurs accueillis, 23 000 enfants parisiens et 400 éco délégués accompagnés. Seul problème : derrière ces chiffres globaux se cache une offre disparate, mélange d'ateliers bon enfant, esprit centre de loisirs, de très sérieuses conférences et de débats à visée politique.

La ville met volontiers en avant les activités les plus consensuelles qui concernent les jeunes et les scolaires. Des appels d'offres ont été passés avec une douzaine d'associations qui proposent des modules de deux heures trente à trois heures pour les élèves à partir de 9 ans, sur l'alimentation, la prise de parole... Celui organisé par l'Ecole comestible, entre jeu de sensibilisation, connaissance théorique et mise en pratique avec la préparation d'une « bolo champignons-lentilles » ou d'une pizza veggie est le plus demandé. Ceux de la compagnie artistique La Relève bariolée, qui forme à la prise de parole et à la création d'un collectif autour d'un projet comme la végétalisation d'un espace, se déploient aussi plusieurs fois par mois. Enfin, l'école Tumo, qui forme aux outils numériques appliqués aux enjeux climatiques, atteint des publics de décrocheurs, via des associations spécialisées. Tous prennent soin de ne pas se faire militants. « Nous ouvrons une fenêtre sur d'autres manières de cuisiner, mais on ne rentre pas dans les oppositions viande/végétal, nous ne sommes pas une association vegan »,



L'Académie est installée dans l'ancienne mairie du IV^e arrondissement parisien.

précise Adrien, intervenant pour l'Ecole comestible.

Pour le reste, la programmation manque de lisibilité. Dans l'agenda, se mêlent un « premier festival autour des arts du fil » organisé par Les Effilochés, un atelier *Do it yourself* (faites-le vous-même) pour apprendre à réparer un grille-pain, mais est-il précisé, « sans apporter d'appareil, ce n'est pas un atelier de réparation » et une conférence de Fatima Ouassak, la controversée cofondatrice de Front de mères et de la Maison de l'écologie populaire à Bagnolet (93). Ici, on peut jouer à des jeux de société en accès libre à la buvette, dont ce « Kapital », coïncé entre un Roi Lion et un Winnie L'Ourson, inspiré des travaux des sociologues Pinçon-Charlot qui permet « de comprendre, d'appréhender et même d'expérimenter les

mécanismes sociologiques de la domination » et dont l'objectif est de « tenter de gagner... la guerre des classes ». Ou applaudir des jeunes qui s'essaient au stand-up sur le thème de l'écologie même si leurs sketches sur « le humour que leurs potes ne trouvent pas assez viril » ou l'antispécisme sont à drôlerie variable.

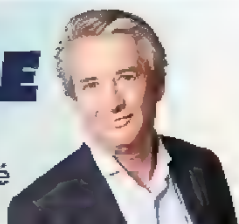
Les choix sont parfois plus (d)étonnants. Si les fresques (du climat, de la rénovation, des océans...) sont désormais des classiques, que penser de cette « conférence gesticulée » intitulée « Désenvoûtement ou le néolibéralisme va-t-il mourir et comment faire pour que ça aille plus vite ? » et de son intitulé : « Dans cet atelier donné par l'association Allumeuses.bzz (...), on explore en petits groupes les facteurs d'épuisement, qui mènent parfois à des burn-out militants

ou des traumas par ricochet (ou vicariants) avec des outils d'éducation populaire (dont la roue du burn-out) » ? Quelques jours plus tard, un atelier de trois heures « d'initiation au travail qui relie » est proposé, « une dynamique en groupe pour prendre conscience, expérimenter des temps de reliance, verbaliser nos émotions et se mettre en action. Elle est particulièrement adaptée pour prendre en charge notre éco-anxiété (...) afin de la transformer en une énergie d'action singulière individuelle et collective ».

A l'Académie du climat, royaume du point médian et de l'inclusif, le militantisme n'est jamais loin. L'organisation bicéphale de la structure en favorise l'implantation. D'un côté, l'équipe permanente a deux missions : développer les activités à destination des scolaires et des professionnels ; répondre aux demandes d'espaces pour des événements comme ces 31 mai et 1^{er} juin le Forum international de la météo et du climat, sur la base de critères mêlant sérieux scientifique, recherche de solutions et financements transparents. De l'autre, les associations de jeunes ont totale liberté d'organisation. Dès la création du lieu, la mairie de Paris a voulu leur donner un accès privilégié : « Elles sont cofondatrices du projet, s'autogèrent, l'Académie du climat leur donne un lieu, un cadre, de la stabilité », résume Patrick Bloche.

Mais il n'y a pas de liste permanente, référencée, de ces associations qui concentrent le plus de critiques. Parmi elles, des structures comme Extinction Rebellion ou Riposte alimentaire, ce collectif qui a arrosé de soupe *La Joconde* à Paris et un tableau de Monet à Lyon. Discrètement, sans toujours apparaître dans le programme officiel, elles organisent ici les premiers contacts avec les Parisiens qui veulent les rejoindre. Une présence qui n'est pas du goût de tous, y compris parmi des élus de la majorité municipale : « A l'Académie du climat, 95 % de la promesse est tenue. Mais ça me ▶

LE MONDE
de Poincaré
avec Nicolas Poincaré



TOUS LES LUNDIS
DE 14H À 15H
**LE DÉCRYPTAGE DE
L'ACTUALITÉ
INTERNATIONALE**

**BFM
BUSINESS**

en partenariat
avec

L'EXPRESS



L'Académie du climat a accueilli 3 500 événements en 2023.

► gêne d'avoir des gens qui organisent des actions qui entraînent un préjudice d'image pour la ville et des dégradations de l'espace public. Ce n'est pas le deal, je veux un lieu ouvert aux gens qui jouent le jeu », regrette l'un d'eux.

Dans l'entourage d'Anne Hidalgo, on défend l'idée qu'il faut bien que jeunesse s'exprime et qu'il vaut mieux qu'elle le fasse là plutôt que dans des ailleurs hors de contrôle. « Ces jeunes ont leur mode d'action propre. Face à un sentiment d'injustice, la désobéissance civile leur apparaît comme un passage obligé pour défendre leur cause. Mais on n'accueille pas d'association interdite, nous avons été vigilants au moment des débats autour des Soulèvements de la Terre », appuie Patrick Bloche. En novembre 2023, Anne Hidalgo avait elle-même répondu à la critique après un reportage filmé en caméra cachée diffusé sur France 2 : « Paris sera toujours le haut lieu de l'accompagnement de cette expression, dans le respect des règles, mais je n'admettrai pas qu'on vienne faire de mauvais procès parce que ça arrangerait ceux qui voudraient que la rente des énergies fossiles continue peu importe l'avenir de l'humanité » ; avant d'ajouter : « Nous sommes à un moment où nos démocraties sont en grand danger. Nous, on a été élevés aux grands récits de la Résistance, en ce qui me concerne au *No Pasaran*, autant vous dire qu'on va continuer. »

Les critiques contre le lieu se nourrissent aussi du fait qu'il n'aurait d'académie que le nom. Sarah Alby, la directrice, met en avant les nombreuses institutions publiques et parapubliques qui viennent se former place Baudoyer, les universités qui y présentent leur programme ou la sollicitent, les organismes qui y organisent des événements, mais le lieu ne dispose pas de direction scientifique à proprement parler. Il est fréquemment question d'un conseil d'orientation que présiderait Serge Orru, proche de la première édile socialiste. Mais ce conseil n'a servi qu'au lancement de l'Académie, lorsqu'il a fallu mener une mission de préfiguration. Il n'a plus d'existence et personne d'autre que l'ancien directeur général du WWF ne s'en déclare membre.

Difficile également de savoir combien coûte le lieu à la ville. Un temps envisagé sous forme d'association, il a finalement pris la forme d'une régie municipale, ce qui éparpille les dépenses dans plusieurs

Les dépenses étant éparpillées, difficile de savoir combien coûte le lieu

documents et exonère de l'obligation de rendre public un rapport d'activité. Le budget de fonctionnement a été de 1,1 million d'euros en 2023, intégralement pris en charge par les finances municipales, puisque les activités proposées sont gratuites, de même que les prêts de salles. A cette somme s'ajoute le financement des ateliers dédiés aux scolaires, soit 459 707 euros répartis entre les 12 prestataires, et les 140 000 euros versés à Tumo, l'école numérique. Autre inconnue : le montant de la masse salariale des 40 agents détachés à l'Académie, non détaillée puisque fondue dans celle de la ville. Ou le coût du soutien accordé au collectif Yes we camp, chargé de la buvette et de l'animation. Le contrat de concession prévoit une subvention de 26 000 euros par an, contre une redevance à la ville de 6 000 euros par an. Mais en 2022, une subvention de 90 000 euros a été accordée à cette même association « pour la pérennisation de la gestion du tiers-lieu Académie du climat ». Bien malin qui pourra s'y retrouver. Et loin d'être anodin : des commerçants locaux ou des structures plus éloignées se plaignent de cette concurrence déloyale. Dans le nord de Paris, La Recyclerie, tiers-lieu au concept proche mais non subventionné, a vu sa fréquentation baisser après l'ouverture de l'Académie du climat et a dû se réorienter vers la location aux professionnels.

Dernière incongruité, la présence dans les locaux de la Fondation Edgar Morin, sur laquelle la ville préfère rester discrète. Certes, une convention temporaire d'occupation a été conclue, moyennant une redevance annuelle de 2 300 euros pour 130 mètres carrés, mais le sociologue en a bénéficié, de l'aveu même de Patrick Bloche, en raison de sa proximité avec la maire de Paris, aucune autre association n'y a de locaux permanents.

A l'Hôtel de ville, on défend bec et ongles l'Académie du climat, tellement dans l'air du temps et si bien perçue des plus jeunes. Tant pis pour les grincheux. Tant pis, aussi, pour les Parisiens plus âgés ou moins militants qui ne se reconnaissent pas dans un lieu qui se prétend pourtant familial. On veut croire que, quoi qu'il se passe lors des élections municipales de 2026, il perdurera. « Fermer l'Académie du climat, à notre époque, ce serait un drôle de message, non ? » feint de s'interroger Patrick Bloche. ★

NOUVELLE JEEP AVENGER e-HYBRID

EXISTE AUSSI EN 100% ÉLECTRIQUE OU ESSENCE

A PARTIR DE **199** €/MOIS

(1) D'après le tarif de location longue durée (LLD) sur 49 mois et 40 000 km maximum, soit 48 loyers mensuels de 199 € après un premier loyer de 5 000 € TTC. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable jusqu'au 30/06/2024, dans le réseau Jeep, participant. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par CREDIPAR, loueur et SA au capital de 138 517 008 €, RCS Versailles n° 317 425 981, ORIAS n° 07004921 (www.orias.fr), n° ADEME : FR231747 03GHJZ, 2-10 boulevard de l'Europe 78300 Poissy. Modèle présenté : Avenger Summit 1.2 Turbo T3 100 ch BVR6 e-Hybrid avec options, à 299 €/mois aux mêmes conditions. Gamme Avenger électrique MY24 : consommation d'énergie électrique (kWh/100 km) : 16,0-15,4 ; émissions de CO₂ (g/km) : 0 ; autonomie électrique (km) : 400-385 ; autonomie électrique en ville (km) : 601-562. Gamme e-Hybrid et essence MY24 : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 5,8-4,9 ; émissions de CO₂ (g/km) : 131-111. Freedom days = Les journées Liberté.

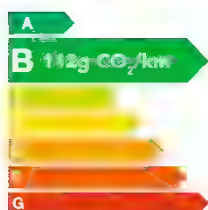
#FREEDOMFOLLOWERS

Jeep®

THERE'S ONLY ONE



Le 6 Juin 1944, lors du D-Day, les premières Jeep® foulait le sol français ! Ce jour-là, avec leurs Jeep® Willys, les Alliés menaient une grande offensive qui s'est révélée décisive. Pour marquer cette présence en France, les Freedom Days, organisés du 1^{er} au 30 juin dans le réseau, permettront de célébrer Jeep®, moteur de Liberté depuis 80 ans.



(1) Jeep® Avenger MY24 Longitude 1.2 Turbo T3 100 ch BVR6 e-Hybrid neuve, sans option au tarif du 03/05/2024, en location longue durée (LLD) sur 49 mois et 40 000 km maximum, soit 48 loyers mensuels de 199 € après un premier loyer de 5 000 € TTC. Offre non cumulable, réservée aux particuliers, valable jusqu'au 30/06/2024, dans le réseau Jeep, participant. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par CREDIPAR, loueur et SA au capital de 138 517 008 €, RCS Versailles n° 317 425 981, ORIAS n° 07004921 (www.orias.fr), n° ADEME : FR231747 03GHJZ, 2-10 boulevard de l'Europe 78300 Poissy. Modèle présenté : Avenger Summit 1.2 Turbo T3 100 ch BVR6 e-Hybrid avec options, à 299 €/mois aux mêmes conditions. Gamme Avenger électrique MY24 : consommation d'énergie électrique (kWh/100 km) : 16,0-15,4 ; émissions de CO₂ (g/km) : 0 ; autonomie électrique (km) : 400-385 ; autonomie électrique en ville (km) : 601-562. Gamme e-Hybrid et essence MY24 : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 5,8-4,9 ; émissions de CO₂ (g/km) : 131-111. Freedom days = Les journées Liberté. There's only one = Seul Jeep® est unique.

www.jeep.fr

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer

Seconde Guerre mondiale

L'étonnant rôle du guide Michelin dans le débarquement des Alliés

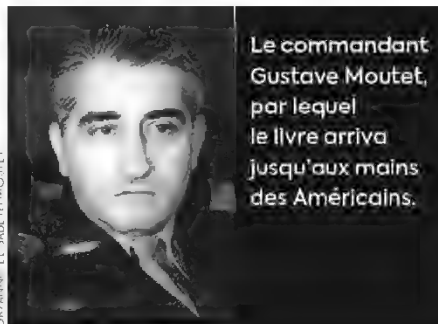
Une version militaire du guide de 1939 fut remise aux officiers américains qui participèrent au Débarquement. Voici son histoire.

Entre initiés, on l'appelle le guide « américain ». Ou « le war ». Une version rarissime du Michelin que tout mordu du livre rouge aux étoiles se doit de posséder... s'il en a les moyens. Le 6 juin, à l'hôtel des ventes de Clermont-Ferrand, fief du pneumaticien, un exemplaire en bon état d'usage sera mis aux enchères à l'occasion du 80^e anniversaire du Débarquement. Estimation : entre 5 000 et 7 000 euros. « C'est le Graal de tout passionné », confie M^e Bernard Vassy. Depuis ses premières ventes d'objets estampillés Michelin, il y a vingt-cinq ans, ce commissaire-priseur n'en a adjudgé que... sept.

Claude de Bruycker, une sommité dans le petit club des collectionneurs, en possède, lui, « quelques-uns ». Discret sur le nombre exact de ses trésors, ce Belge vivant à Gand est en revanche intarissable sur leur rareté. « Le premier guide Michelin, daté de 1900, qui est très recherché lui aussi, a été édité à 30 000 exemplaires. Mais "l'américain" n'est vraiment pas courant. D'après moi, il n'a été fabriqué qu'à quelques milliers d'unités. Dont l'immense majorité a très certainement disparu. Je suis fier de l'avoir : dans ma bibliothèque, je le montre de face, et non sur la tranche. »

À l'Aventure Michelin, le musée du groupe, installé dans le nord de la capitale auvergnate, un spécimen trône lui aussi en vitrine. Marie-Claire Demain-Frackowiak nous accueille dans les réserves. C'est ici, dans une salle ignifugée où sont rangés des milliers de cartes et de guides, qu'est conservé, dans une boîte à archives, l'autre original en possession de l'entreprise. « Vous pouvez le manipuler... avec précaution », glisse la responsable du patrimoine historique de Michelin, en sortant la relique, emballée dans du papier de soie.

Cabourg, Cabrerets, Cadenet, Cadeuil... Au fil des 1 100 pages jaunies, les villes et villages français défilent par ordre



Le commandant Gustave Moutet, par lequel le livre arriva jusqu'aux mains des Américains.

alphabétique, avec leurs restaurants et leurs hôtels dûment commentés, dans le style fleuri de l'époque : « Certaines régions favorisées – le Lyonnais, par exemple – sont traditionnellement des régions de bonne chère. N'importe où l'automobiliste s'arrête, il est à peu près sûr de faire un bon repas. Les étoiles lui indiquent alors "ce qu'il y a de mieux parmi les bons". D'autres régions sont moins bien pourvues : un repas pris au petit bonheur risque d'être médiocre. »

« Il n'a été fabriqué qu'à quelques milliers d'unités, dont l'immense majorité a disparu »

La copie conforme d'un Michelin classique. À une différence près : la couverture, couleur sable et non rouge, où figurent les deux mentions qui lui donnent tant de valeur. « *For official use only* » et « *Reproduced by Military Intelligence Division, War Department, Washington D. C.* ». Un morceau d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, entre la poire et le fromage.

Le guide « américain » est entré dans la légende au matin du 6 juin 1944, quand les hommes du général Bradley, le

commandant en chef de la 1^{re} armée US, posèrent le pied sur les plages normandes. Avant le déclenchement de l'opération Overlord, chaque officier américain s'était vu remettre un fac-similé de la dernière version à jour du Michelin, celle de 1939 – sa fabrication, boulevard Pereire, à Paris, ayant cessé en 1940, du fait de l'occupation nazie. L'objectif, on s'en doute, n'était pas d'ordre gastronomique mais... cartographique. Riche de 500 plans de villes, détaillés rue par rue, et d'une foule d'indications sur les routes, voies ferrées, ponts et autres stations essence de France, ce pavé de 700 grammes et 7 centimètres d'épaisseur devait permettre aux chefs des bataillons de Rangers et des divisions d'infanterie de se repérer en terre inconnue. Un GPS avant l'heure, simple, précis, à la nomenclature parfaitement adaptée aux non-francophones, et d'autant plus utile que les panneaux de signalisation, détruits ou escamotés par les Allemands, manquaient alors dans le pays. Quatre-vingts ans plus tard, voilà à peu près tout ce que l'on sait sur ce guide unique en son genre.

Les soldats s'en sont-ils servis ? Le dernier exemplaire vendu aux enchères à Clermont-Ferrand le laisse à penser : il est corné et déformé dans la longueur, signe que son détenteur le gardait à portée de main, dans la poche de son treillis. En outre, certains spécimens encore en circulation portent le nom manuscrit de leurs propriétaires. Qui semblaient donc y tenir. Et sinon ? Marie-Claire Demain-Frackowiak avoue sa frustration : « Chaque fois que je regarde un documentaire sur l'offensive des Alliés, je scrute la moindre image pour essayer d'en repérer un... Je n'en ai jamais vu. » Rien non plus dans les récits de vétérans. Ni dans les livres d'histoire. « J'ai montré il y a quelque temps la reproduction de ce guide à Olivier Wieviorka, le grand spécialiste de la période. Il ne le connaissait pas », soupire l'experte de Michelin.

Deuxième énigme : qu'en ont fait les GI à l'issue de la guerre ? « Entre l'eau, la boue et la poussière, le papier des guides a été mis à rude épreuve. À mon avis, beaucoup d'entre eux s'en sont débarrassés », juge Claude de Bruycker. Moins catégorique, M^e Bernard Vassy pense que « certains officiers ont dû rentrer avec aux États-Unis. C'était l'un des rares souvenirs civils de leur engagement pour la liberté. »



Riche de 500 plans de ville, ce précis cartographique devait permettre aux soldats américains de s'orienter en terre inconnue.

Un autre mystère entourait jusqu'ici « l'américain » : sa genèse. Comment le guide de 1939 est-il parvenu au renseignement militaire de l'autre côté de l'Atlantique ? Par des voies clandestines depuis la manufacture auvergnate ? Ou par un touriste venu avant la guerre visiter la France, et qui l'aurait rapporté dans ses valises ? Personne, pas même chez Michelin, n'en a jamais rien su. Auteur de nombreux ouvrages sur les produits dérivés Bibendum, Pierre-Gabriel Gonzalez s'est perdu lui aussi en conjectures pendant des années. Jusqu'à ce que son téléphone vibre... Il y a trois semaines. « Un collectionneur m'a envoyé la photo d'une vieille coupure de presse anglaise : c'est un scoop incroyable ! » s'enthousiasme cet ancien journaliste de *La Montagne*, devenu consultant pour les ventes aux enchères organisées à Clermont-Ferrand.

« *Gourmet guide that paved way to victory* [le guide gastronomique qui a mené à la victoire] ». Sur deux colonnes, l'article

en question raconte avec force détails comment le commandant Gustave Moutet, trouvant le guide Michelin de 1939 bien plus pointu que ses cartes d'état-major, s'appuie sur lui pour faciliter, en mai 1940, l'évacuation des troupes britanniques et canadiennes encerclées par les panzers allemands lors de la bataille de Dunkerque. Parvenu jusqu'à Brest, cet officier français, fils de l'ancien ministre socialiste Marius Moutet – un des 80 parlementaires qui refusèrent les pleins pouvoirs à Pétain –, prend ensuite le bateau pour Londres, le 17 juin, et rejoint les Forces françaises libres. Introduit dans les cénacles militaires autour du général de Gaulle, il confie en 1943 son guide rouge au commandement américain, qui décide alors de le réimprimer.

Quatre semaines après le D-Day, Gustave Moutet retourne en France, comme officier de liaison du général Patton. Il embrassera, après la Libération, une carrière de haut fonctionnaire, dans le sillage de son père, redevenu ministre

de l'Outre-Mer. Sa photo en noir et blanc, ainsi que celle du guide américain, accompagne l'article. « Grandes routes, bonnes tables, *for the US troops* », indique la légende. « Un récit pareil, ça ne s'invente pas », veut croire Pierre-Gabriel Gonzalez.

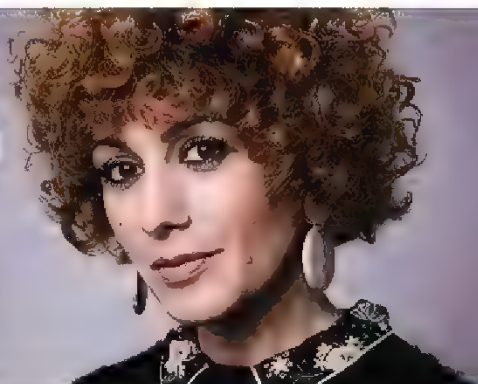
L'auteur de l'article, la propre fille du commandant, Anne-Elisabeth Moutet, le confirme à *L'Express* : « Mon père avait acheté le guide Michelin de 1939 en prévision de ses vacances dans le sud de la France. Il aimait beaucoup conduire et se balader. Quand il a été mobilisé, il est parti au front avec son exemplaire sous le bras. Il m'a raconté toute l'histoire par la suite. En 1984, j'étais correspondante à Paris pour le *Sunday Times*. J'ai proposé ce sujet à mes chefs, à l'occasion du 40^e anniversaire du Débarquement. Je ne pensais pas qu'il réapparaîtrait quarante ans plus tard ! En tout cas, j'ai toujours à la maison le guide américain avec lequel mon père est revenu en France. » Une saga familiale qui révèle enfin le dessous des cartes. *

ARNAUD BOUILLIN

De Niro ne veut surtout pas de Trump. On le comprend, mais ça ne sert à rien

UNE CHRONIQUE D'ABNOUSSE SHALMAN

Des acteurs s'engagent une nouvelle fois du côté des démocrates. Mais les prescriptions de Hollywood ne peuvent dissuader les électeurs de Trump



Robert De Niro est en colère. Il est entouré de deux agents de police présents lors de l'invasion du Capitole le 6 janvier 2021, « de vrais héros » dixit l'acteur devant le tribunal de New York où Donald Trump est en procès depuis plusieurs semaines. L'acteur culte des *Affranchis* ou de *Taxi Driver* n'a jamais caché sa détestation de l'ex et peut-être futur président, ce qui lui avait valu un colis piégé reçu à domicile. Et il est là, De Niro, 80 ans : « Donald Trump ne veut pas seulement détruire cette ville, mais aussi le pays, et, en fin de compte, il pourrait détruire le monde. » C'est un meeting hollywoodien, on ne peut pas lui en vouloir, organisé par l'équipe de campagne de Joe Biden : « Quand Trump s'est présenté en 2016, c'était comme une blague, un bouffon candidat à la présidentielle. Mais nous avons oublié les leçons de l'Histoire, qui nous montrent que d'autres clowns n'ont pas été pris au sérieux jusqu'à ce qu'ils deviennent de féroces dictateurs. » Et il est vrai que le Trump 2024 n'est pas celui de 2016, il est le candidat qui veut « se venger », faire payer tous ceux qui lui ont « volé » l'élection de 2020 – oui, il « fout les jetons », dans un pays où les armes à feu sont plus nombreuses que les habitants. Et, à voir les séquences d'insultes, voire de bastons, face au tribunal de New York, on peut légitimement craindre le pire. D'accord. Mais.

Les complotistes pro-Trump voient dans cette entente la preuve de la collusion des élites

Ce n'est pas la première fois que des acteurs s'engagent du côté des démocrates ; en 2016 déjà, pour soutenir Hillary Clinton, Robert Downey Jr., Scarlett Johansson, James Franco, Don Cheadle, Stanley Tucci, Mark Ruffalo, Martin Sheen, Julianne Moore avaient participé à une vidéo pour pousser les Américains à s'inscrire sur les listes électorales, et surtout à ne pas voter Trump, sans prononcer son nom – l'effet « Voldemort », celui dont on ne prononce pas le nom. Nos acteurs avaient aussi sacrifié à l'humour : les intervenants assuraient alors que si les Américains s'inscrivaient en masse sur les listes électorales, l'acteur Mark Ruffalo jouerait une scène nu dans son prochain film. On lutte comme on peut avec les armes qu'on a. D'accord. Mais.

Dès que j'ai entendu De Niro, j'ai instantanément pensé à Romain Gary. Dans *Chien blanc*, un des chefs-d'œuvre parmi tant d'autres, il raconte une séquence de levée de fonds pour soutenir la cause (légitime) des droits civiques dans la maison d'un producteur à Bel-Air où tout Hollywood était réuni : « Des personnalités qui ont accédé parfois aux sommets de la réussite cachent fréquemment un obscur sentiment d'infériorité parce que rien ne leur suffit ; les égomaniacs ne reçoivent jamais assez de marques extérieures de respect ou d'adoration. »

Et ce besoin compulsif d'être adorées des stars hollywoodiennes qui lavent leur conscience en soutenant la bonne cause et en s'engageant dans le combat contre le danger (réel) qu'est Trump donne du grain à moudre aux complotistes pro-Trump, qui voient dans l'entente entre Washington et Hollywood la preuve de la collusion des élites, qui snobent et méprisent les électeurs de la « ceinture de rouille » dont ils sont, ceux qui écoutent de la country et

C'est ce qui manque le plus aux politiques : un langage en commun avec leurs électeurs

croient encore ou voudraient encore croire au rêve américain.

Justement, la country et le Tennessee, c'est de là que vient Taylor Swift, devenue la star incontestée de la pop. Et, à constater la haine des républicains et l'espérance des démocrates de l'entendre se déclarer en faveur de Joe Biden, on se dit que oui, elle pourrait influencer à elle seule 18 % des voix – comme l'estime un sondage de *Newsweek*. Avec ses 283 millions d'abonnés d'Instagram et 100 millions d'auditeurs mensuels sur Spotify, l'artiste la plus riche du monde musical est devenue une influenceuse politique en racontant ses chagrins d'amour en paillettes et show hollywoodien tout en paraissant pourtant sincère et authentique.

Et peut-être que c'est ce qui manque le plus aux politiques aujourd'hui : une authenticité, une proximité, un langage en commun avec leurs électeurs. Et aussi difficile que ce soit à entendre et à accepter, c'est là que Donald Trump marque des points : le millionnaire new-yorkais star de télé-réalité, donc au sommet de la pyramide de l'artificialité, est parvenu à sonner vrai et à parler le langage commun à des millions d'Américains qui se sentent loin, si loin, de Hollywood. ✱

Abnousse Shalman, engagée contre l'obsession identitaire, est écrivain et journaliste.

L'EXPRESS

OFFRE SPÉCIALE

139€ POUR **1 AN**
AU LIEU DE ~~358,80€*~~ !

+

EN CADEAU
AVEC VOTRE ABONNEMENT



Prix de vente : 19,90€

70 ans d'histoire, d'engagement et d'analyse
résumés dans un numéro exceptionnel

- Le récit passionnant d'un magazine unique
- Les grandes figures qui ont marqué L'Express
- Des interviews exclusives pour éclairer le futur

BULLETIN D'ABONNEMENT

À remplir et à retourner sous enveloppe non affranchie à
L'EXPRESS Libre réponse 18783 - 59789 Lille cedex

EXBM2410

OUI, je profite de cette offre pour m'abonner à L'Express Papier + Digital 1 an (52 n°s) au tarif de 139€ au lieu de 358,80€*.

J'ai bien noté que je recevrai **en cadeau** l'ouvrage "70 ans Le grand récit". Offre réservée à un premier abonnement.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Téléphone : _____

Ville : _____

Ci-joint mon règlement par chèque à l'ordre de Groupe L'Express

Si je souhaite découvrir d'autres offres d'abonnement et **régler par carte bancaire**, je me connecte sur **abonnement.lexpress.fr**

Pour bénéficier de mes avantages digitaux et recevoir les informations liées à mon abonnement, j'indique mon adresse email (en majuscules) :

Adresse mail : _____ @ _____

J'accepte de recevoir les offres des partenaires de L'EXPRESS ☐ oui ☐ non

* Prix vente en kiosque.

Offre valable jusqu'au 31/08/2024 uniquement en France métropolitaine, et ne comprenant pas les éventuels suppléments occasionnels. Prix normal de vente de L'Express : 6,90 €. Dès la réception de l'ouvrage "70 ans Le grand récit" 2 à 4 semaines après enregistrement de votre règlement. Conformément à l'article L221-18 du code de la consommation, vous bénéficiez d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de la réception du premier numéro de l'abonnement. Pour faire jouer ce droit, vous pouvez télécharger le formulaire sur support.lexpress.fr, rubrique « mon abonnement », et nous l'envoyer à : L'Express - Service Abonnements - CS 90006 59718 Lille cedex 9. Les informations requises sont nécessaires à L'Express pour la mise en place et la gestion de votre abonnement. Elles pourront être cédées à des Partenaires commerciaux pour une finalité de prospection commerciale sauf si vous cochez la case ci-contre ☐ Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition et de suppression des données que vous avez transmises en adressant un courrier à L'Express.

GRUPE L'EXPRESS, AU CAPITAL DE 37 040,01 € - SIEGE SOCIAL: 112 AVENUE KLEBER 75116 PARIS - RCS 552 018 681 PARIS

Environ 300 000 soldats ukrainiens seraient déployés directement sur le champ de bataille, contre 500 000 pour l'armée russe.



UKRAINE Kiev au défi de la mobilisation

Le pays cherche
la relève mais
craint d'envoyer
au front ses jeunes
hommes, moins
nombreux que
leurs aînés et cruciaux
pour l'économie.

PAR CLARA MARCHAUD (KIEV)

A 29 ans, Mengli(*) porte déjà dans sa chair l'épuisement de la vieillesse. De sa vingtaine, « qui aurait dû être la meilleure décennie de sa vie », ce jeune Ukrainien ne garde que de la douleur. Dix ans en exil, loin de sa Crimée natale occupée par la Russie depuis 2014. Deux ans à la guerre dans les tranchées de Kiev – sa ville d'adoption – puis du Donbass. Plusieurs commotions cérébrales, rupture des ligaments croisés, cartilages des genoux usés jusqu'à la corde, traumatisme à l'épaule à force de se jeter par terre pour éviter les obus, perte de presque 80 % de l'audition pour une oreille, acouphènes constants dans l'autre. Mais au moins, relativise-t-il, les tympanes de ce soldat spécialisé dans le

manipement des lance-grenades n'ont pas été déchirés, contrairement à certains de ses compagnons.

Comme de nombreuses recrues ukrainiennes, Mengli est à bout de souffle. En treillis, dans un café situé dans un quartier-dortoir de Kiev, ce soldat de la défense territoriale de la capitale raconte d'une traite sa nouvelle vie. Il faut faire vite. Il n'a que trois jours de permission pour se faire soigner dans la capitale. Dans deux heures, il repartira dans la forêt de Serebriansky dont il ne reste que des troncs calcinés, un bois au cœur des batailles du Donbass, où il se bat quasiment sans interruption depuis deux ans. En alternance : deux jours sur la ligne de front pour tenir les positions ; deux jours quelques kilomètres à l'arrière pour dormir, manger, se laver, respirer. Ces derniers temps, c'est « un peu

plus » aux avant-postes, faute de relève. « On a besoin de plus de soldats... On meurt, on nous tue... Il faut que l'on soit remplacés, mais l'Ukraine n'a pas assez de soldats, pas assez d'armes pour les équiper », souffle ce Tatar, qui se bat depuis le 24 février 2022.

Alors que la Russie reprend l'initiative sur le champ de bataille, sur fond de pénurie criante d'armement du côté des forces

**Le sujet demeure
un secret d'Etat mais
les blessés et les pertes
s'accumulent**

de Kiev, le Parlement ukrainien vient d'adopter une nouvelle loi sur la mobilisation, votée en avril, en partie vidée de sa substance après des mois de débats et 4 000 amendements. Le projet, débattu et longuement bloqué, a été adopté dans l'urgence, au moment où l'Ukraine, en difficulté sur le front, doit consolider ses défenses. La mesure phare, qui abaisse l'âge minimum légal des recrues de 27 à 25 ans, a finalement été passée par décret, faute d'accord. Au dernier moment, la mesure prévoyant la démobilisation des soldats au bout de trente-six mois a été supprimée, provoquant la colère et l'amertume des combattants et de leurs familles.

Le gouvernement espère mobiliser jusqu'à 300 000 hommes, avec ce texte aussi délicat pour le pouvoir politique que nécessaire sur le front. Même si le sujet demeure un secret d'Etat, les blessés et les pertes s'accumulent. Fin février, Volodymyr Zelensky avait indiqué que 31 000 militaires ukrainiens avaient perdu la vie depuis le 24 février 2022, une première annonce publique, sous-estimée au moins de moitié selon les experts militaires.

En 2023, Kiev disposait d'environ 1 million de soldats selon le ministre de la Défense (en comptant certaines unités de police, les gardes-frontières et le renseignement). Près de 300 000 seraient déployés directement sur le champ de bataille. La Russie, quant à elle, en compte 1,2 million, dont 500 000 engagés sur le front ukrainien, d'après l'Institut international d'études stratégiques.

« Le problème, aujourd'hui, c'est qu'un soldat ne peut se reposer que quand il est blessé ou malade », constate Serhiy Kouzan, expert militaire du Centre ukrainien de sécurité et de coopération, un think tank qui conseille le ministère de la Défense. Mais pour lui, « démobiliser ne serait-ce que 30 000 combattants expérimentés » revient à de « l'autosabotage ». Les nouveaux conscrits mobilisés ont déjà commencé à être envoyés sur les positions depuis quelques mois, nous confirment plusieurs experts militaires, « mais ces derniers ne sont pas aussi efficaces que ceux qui, comme moi, ont deux ans d'expérience du combat, précise Mengli. Résultat, il faut plus de combattants pour tenir la même ligne. »

A partir du 18 mai, chaque homme ukrainien entre 18 et 60 ans a soixante jours pour s'enregistrer sur le registre militaire. Sinon, il s'expose à des sanctions administratives, voire à des poursuites. Il peut être appelé à remplir cette obligation à travers une convocation distribuée dans la rue ou au porte-à-porte par des recruteurs. Le document tant redouté conduit très souvent à passer une commission médicale, puis à l'enrôlement. Reste que les listes militaires ne sont pas à jour et les sanctions pour ceux qui ne s'enregistrent pas ou qui ignorent les convocations sont peu appliquées.

Si, selon les sondages, le soutien à l'armée demeure extrêmement élevé parmi les Ukrainiens, rares sont ceux qui se portent encore volontaires, comme en février 2022. Et certains continuent à vouloir éviter de se battre. Comme Bohdan, 23 ans, un informaticien originaire de Kiev, qui ne s'est pas inscrit sur les listes, malgré l'obligation. Celui dont le père s'est engagé dans l'armée depuis le début de l'invasion

« Aujourd'hui, on ne sait pas ce qu'il va se passer et personne n'a envie de mourir »

sent toutefois l'étau se resserrer. « Je pense que j'irai si je suis mobilisé mais en même temps, j'ai l'impression d'être plus utile hors de l'armée. Même s'il y a des ingénieurs dans l'armée », réfléchit-il à voix haute, illustrant le dilemme qui déchire nombre d'Ukrainiens. Et le jeune homme d'expliquer ses doutes : « L'an dernier à la même époque, il y avait un grand espoir que la guerre se finisse en six mois, on pensait avoir les moyens de gagner, c'était plus motivant. Mais aujourd'hui, on ne sait pas ce qu'il va se passer et personne n'a envie de mourir. » Bohdan peut encore compter sur un an et demi de vie civile garantie sans mobilisation et espère continuer à travailler ou reprendre des études en attendant ses 25 ans.

Qui mobiliser, et à quel âge ? Le problème est quasiment insoluble en Ukraine, selon les spécialistes. « Si la guerre dure

longtemps, nous ne pouvons pas nous permettre de mobiliser tout le monde parce que l'économie s'effondrerait, insiste Serhiy Kouzan, le consultant pour le ministère de la Défense. On ne peut pas non plus enrôler trop de jeunes car sur le plan démographique, cela menacerait notre survie en tant que nation dans dix ans. »

Pour ne rien arranger, les hommes en bonne santé de moins de 30 ans, qui constituent l'épine dorsale de la plupart des armées, constituent la génération la moins nombreuse de l'Ukraine. « Dans les années 1990 et au début des années 2000, avec la crise économique, le taux de natalité était extrêmement bas et ce phénomène a des répercussions, car ce sont ces jeunes hommes de 20 ans qui nous manquent aujourd'hui », analyse la démographe ukrainienne Ella Libanova. Les garçons nés à cette époque ont entre 18 et 27 ans, l'âge le plus recherché par l'armée. Mais il y a deux fois plus d'hommes de 40 ans que d'hommes de 20 ans en Ukraine. Résultat, l'âge moyen dans l'armée ukrainienne est de 42 ans.

« Les Russes ont le même problème démographique mais ils ont pris une voie différente. Ils mobilisent des personnes issues des régions les plus pauvres, éloignées et les minorités ethniques. Et bien sûr, ils sont plus nombreux », poursuit la chercheuse. L'Ukraine compte environ 37 millions de personnes, dont 6 à 5 millions qui vivaient dans les 17 % du territoire désormais occupés, contre 144 millions d'habitants en Russie.

L'Ukraine est au pied du mur. « Le problème n'est pas de trouver des hommes, mais de trouver des hommes motivés », juge Ella Libanova. « Bien sûr, je comprends ceux qui ne veulent pas se battre. C'est effrayant là-bas, souffle Mengli. Mais si l'on ne se bat pas, c'est fini. Les Russes nous extermineront tous. » Le jeune fantassin le sait, mobiliser plus d'hommes n'est pas la solution miracle. « Même si aujourd'hui, on mobilise 1 million, un demi-million de personnes, ces conscrits doivent être entraînés, habillés, équipés, armés. Nous n'avons déjà pas assez d'armes, soupire-t-il. Nous avons besoin d'artillerie, d'aviation, de drones. Nous, les simples soldats, nous tenons les lignes, mais cette guerre ne sera pas gagnée par les hommes, elle le sera par les armes. » ★

(*) Le prénom a été modifié.

Macron et Scholz, deux vents contraires réunis par la guerre

UNE CHRONIQUE DE MARION VAN RENTERGHEM

Le président et le chancelier ont acté leurs divergences en matière de défense, mais aussi leurs objectifs communs. Signaux faibles d'un déblocage.



Si la guerre en Ukraine a illustré comme jamais les divergences entre la France et l'Allemagne, la même guerre contraint aussi les deux pays à réfléchir comme jamais à leur obligation de se rapprocher sur les thèmes qui les divisent le plus, en particulier la défense. Les rares et subtiles modulations du visage d'Olaf Scholz, surnommé « Scholzomat » (« l'automate ») tant il paraît dépourvu d'affect, peuvent servir de thermomètre d'ambiance.

Le 26 février à l'Élysée, à l'issue de la conférence de Paris où Emmanuel Macron avait annoncé sans concertation que l'envoi de « troupes au sol » occidentales en Ukraine n'était pas à exclure, la froideur cinglante de Scholzomat semblait avoir atteint un point de non-retour. Le 28 mai, en Allemagne, en amont du conseil des ministres franco-allemand de Meseberg, c'était le contraire. Olaf regardait Emmanuel en souriant. Il paraissait presque enthousiaste.

Pourtant le président franchissait alors une étape importante en déclarant que les armes livrées par la France à l'Ukraine pourraient frapper des sites militaires sur le territoire russe. Le chancelier allemand est resté prudent, mais il a approuvé, sans même attendre l'annonce qu'a faite Joe Biden d'une décision similaire, trois jours plus tard. S'il s'oppose toujours à la livraison de missiles Taurus à l'Ukraine, il a laissé ouverte la possibilité que des

armes moins puissantes puissent cibler des sites en Russie. « Il faut le dire clairement : [l'Ukraine] est attaquée et peut se défendre », a déclaré Olaf Scholz, invoquant le « droit international ». La France, cette fois, avait pris des pincettes pour le rassurer : « Il ne s'agit pas d'un changement de stratégie, mais d'une adaptation au mode d'agression russe », indique une source élyséenne. Si le chancelier refuse d'envoyer des militaires en Ukraine, il ne s'est pas opposé à ce que des instructeurs y soient dépêchés dans le cadre d'une coalition de pays menée par la France, qui y a déjà officieusement des forces spéciales.

Ce moment de la visite d'Emmanuel Macron en Allemagne marque une avancée de plus, non seulement dans l'aide à l'Ukraine, mais aussi dans l'apaisement d'un tandem franco-allemand dont la guerre a révélé les incompatibilités. La visite d'État qui a précédé le conseil des ministres de Meseberg, la première d'un président français en Allemagne depuis celle de Jacques Chirac en 2000, a remis de l'huile dans les rouages. Le président Frank-Walter Steinmeier a clairement joué l'anti-Scholz pour compenser l'image d'une Allemagne réticente à embrayer vers « l'autonomie stratégique » européenne chère au chef de l'État français. Il a même remercié Emmanuel Macron pour ses « idées visionnaires », celles qui ont le don d'exaspérer une Allemagne pacifiste où l'industrie prime sur la géopolitique : « Tu essaies de nous faire sortir de notre réserve. »

En matière de culture stratégique et de défense, principal enjeu du moment, les sujets de discorde et d'irritation restent profonds autour de trois axes : le budget commun, toujours, mais aussi la relation à l'Otan et la bataille du leadership pour la

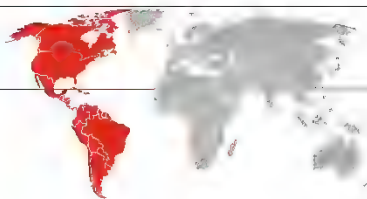
**Le président Steinmeier
a même remercié
Emmanuel Macron pour
ses « idées visionnaires »**

sécurité européenne. L'Allemagne d'après guerre, qui doit aux États-Unis son identité démocratique, sa réunification et sa défense, se méfie d'une « autonomie stratégique européenne » si elle minore l'Alliance atlantique. Sur cette divergence fondamentale se greffe une bataille de leadership, alors que l'Allemagne investit massivement dans une défense jadis inexistante, et que la France est devenue, depuis le Brexit, la seule puissance de l'Union européenne à disposer de la dissuasion nucléaire et d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Emmanuel Macron suggère d'étendre la dissuasion française à l'Europe, Olaf Scholz ne peut s'y fier et souhaite réfléchir à un leadership partagé.

Sur le socle de ce clivage fondamental, et de surcroît quand les dirigeants français et allemand ne s'entendent pas, la diplomatie ne peut marcher qu'à tout petits pas. Le manque d'avancées historiques, les irritations persistantes et les pannes à répétition du moteur franco-allemand n'excluent pas les étapes franchies, mesurées à coups de symboles, de signaux faibles, et avec un double objectif, lui, clairement partagé : la défense commune européenne et le soutien à l'Ukraine « aussi longtemps que nécessaire ». Bien peu, bien tard. ✱

Marion Van Renterghem est grand reporter, lauréate du prix Albert-Londres et auteure du *Piège Nord Stream* (Les Arènes).

**Une Allemagne
réticente à embrayer
vers l'autonomie
stratégique européenne**



ÉTATS-UNIS

L'antiaméricanisme, une passion française

De Stendhal à De Gaulle, de Céline à Sartre, l'animosité à l'égard du cousin américain a traversé plus de deux siècles d'histoire française.

PAR EMMANUEL HECHT

Demandez à de vieux Normands quels sont leurs plus terribles souvenirs de la Seconde Guerre mondiale, ils répondront, unanimes : les bombardements américains de 1944. Environ 20 000 civils périssent entre le 6 juin et le 12 septembre, jour de la libération de la place forte du Havre, auxquels il faut ajouter 300 000 sinistrés. Le 31 décembre 1945, un article de *Life* s'alarme que les GI, « loin d'être acclamés comme des libérateurs », sont considérés par les Havrais comme « des émissaires malveillants » distribuant « la nourriture et des friandises aux seules femmes affamées qui pouvaient les payer en retour » et traitant la population locale comme « des êtres inférieurs ». Le spectacle de la débauche d'engins mécaniques, l'organisation et la vitesse d'exécution de l'US Army accablent un peu plus les Français, qui constatent en miroir leur sous-développement.

Au côté de cet antiaméricanisme de circonstance, la propagande de Vichy, et plus encore la presse de la collaboration, ne cessent de stigmatiser « l'Amérique juive » et « la plus affligeante médiocrité spirituelle » de cette nation, reprenant à son compte des poncifs qui plongent leurs racines cent cinquante ans plus tôt, dans un mélange de fascination et de répulsion. Car l'antiaméricanisme est une « tradition

française », observe Philippe Roger dans *L'Ennemi américain* (2002).

La monarchie a eu beau déléguer ses meilleurs officiers, La Fayette et Rochambeau en tête, lors de la guerre d'indépendance des États-Unis, l'aristocratie n'a que mépris pour les habitants de « cet infini marigot » (Buffon). « Pour avoir de l'élégance dans le goût, il en faut d'abord dans les mœurs », se navre Gustave de Beaumont, le compagnon de voyage de Tocqueville. Qu'est-ce que ce peuple « sans opéra », s'indigne Stendhal ? De la rusticité à la vulgarité, de la grossièreté à l'inculture, il n'y a qu'un pas, vite franchi.

L'aristocratie n'a que mépris pour les habitants de cet « infini marigot »

Le futur auteur de *La Démocratie en Amérique* (1835) est l'un des rares à éviter les clichés. Il nourrit de l'empathie pour cette société de la simplicité et de l'égalité, où tout semble possible quand, à l'inverse, la France est corsetée dans une société d'ordres et de cour. Plutôt que du mépris, c'est une angoisse que ressent Tocqueville. Et si l'Amérique était une anticipation du

futur visage de la France, dans ses pires aspects : le culte de l'argent, l'utilitarisme, l'uniformisation et, pour finir, l'ennui ?

Ce mélange de mépris et d'effroi ne va cesser de nourrir l'antiaméricanisme de l'entre-deux-guerres. Deux ouvrages illustrent cet état d'esprit. En 1927, André Siegfried, l'un des « pères » de la science politique française, publie *Les États-Unis aujourd'hui*. Ebloui par cette société qui invente « la consommation courante » et le confort, il est troublé par cette « théocratie du rendement » qui risque d'annihiler l'individu au nom de la « standardisation ». A son tour, le futur académicien Georges Duhamel publie *Scènes de la vie future* (1930), qui dénonce pêle-mêle le jazz des « nègres monocordes », le cinéma, « loisir bon pour les ignares ». Ce best-seller devient la bible de l'antiaméricanisme. Elle inspire Hergé pour son *Tintin en Amérique* (1931), puis Céline pour *Voyage au bout de la nuit* (1932).

L'animosité à l'égard de l'ex-colonie britannique prend un nouveau tour à mesure que celle-ci devient un acteur majeur sur la scène internationale : dès 1898, après sa victoire à Cuba contre l'Espagne, une puissance européenne, puis à partir de 1917, lorsque les troupes du général Pershing débarquent sur le Vieux Continent et que, bientôt, le président Wilson a la prétention de régimenter l'ordre international. Mais c'est à la fin du second conflit mondial que les États-Unis deviennent pleinement une cible de choix. Jusqu'ici, il leur avait été reproché d'intervenir tardivement, constatait à l'époque l'historien Jean-Baptiste Duroselle. Désormais, il va l'être de le faire trop souvent.

À partir de 1945, en pleine guerre froide, l'antiaméricanisme se couvre d'oripeaux politiques. Les communistes sont en première ligne. Usant d'un subterfuge habile, ils prétendent mener le combat du pacifisme, censé être représenté par l'URSS, et relayé en Europe par les « idiots utiles » de l'appel de Stockholm et du Mouvement de la paix, contre les « bellicistes » d'un Occident « pourri ». En 1952, le PCF organise une manifestation monstre contre « Ridgway la peste », le général américain accusé à tort d'utiliser des armes bactériologiques lors de la guerre de Corée.

À partir des années 1960, la rhétorique anti-impérialiste se nourrit des interventions des États-Unis au Vietnam et en



Affiche du Parti communiste français en 1952, dénonçant le plan Marshall.

► Amérique latine (Guatemala, Cuba, Saint-Domingue, Chili, Argentine), mais aussi de la lutte contre le pillage des ressources du tiers-monde. L'extrême gauche reprend ces thèmes. Elle va bientôt y ajouter celui de la « collusion » Etats-Unis-Israël, au fur et à mesure que la question palestinienne et la haine des « sionistes » devient la cause ultime.

Les intellectuels prennent le train en marche. En 1953, Jean-Paul Sartre lance un avertissement : « Attention, l'Amérique a la rage ». Il dénonce le « lynchage légal » des époux Rosenberg, accusés d'espionnage atomique – ce dont ils ont été depuis reconnus formellement coupables. L'extrémisme de la « chasse aux sorcières »

lancée par le sénateur McCarthy facilite la tâche de l'auteur des *Mains sales*, tout comme les exactions de l'armée américaine dans la péninsule indochinoise l'inciteront à accepter la présidence du tribunal Russel en 1967 pour juger les « crimes de guerre » américains. Pourtant, Sartre avoue son admiration pour le cinéma américain et des écrivains comme Dos Passos et Faulkner.

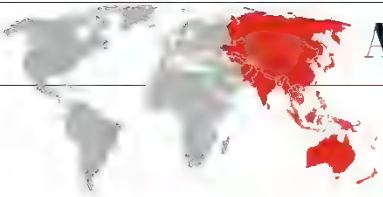
Ce n'est pas le cas de tous ses pairs, jusqu'au ministre socialiste de la Culture Jack Lang qui défendra « une exception culturelle française », tous vent debout contre la « culture de masse » américaine. L'extrême droite intellectuelle est au diapason. Entre la « peste communiste » et le

C'est à la fin du second conflit mondial que le pays devient une cible de choix

« choléra yankee », Alain de Benoist choisit la première, car « l'ennemi principal », c'est « le libéralisme bourgeois et l'Occident atlantico-américain, dont la social-démocratie n'est que l'un des plus dangereux succédanés ». « Ayant déjà réduit les Noirs en esclavage, génocidé les Indiens, atomisé les Japonais et napalmé les Vietnamiens, poursuit le directeur de la revue *Éléments*, il était évidemment logique que les Etats-Unis veuillent un jour ou l'autre s'occuper des Arabes. » L'extrême droite politique n'est pas en reste, mais elle polarise sa détestation sur le soutien de l'Amérique au nationalisme algérien, contre la cause coloniale, afin de mieux exercer sa puissance en Méditerranée.

L'antiaméricanisme politique en action se réduit finalement à celui du général de Gaulle. C'est le moins idéologique et le moins passionnel. Appuyé sur le refus du condominium des « superpuissances » russe et américaine, il se traduit sur le plan militaire par la politique d'indépendance stratégique fondée sur l'arme nucléaire française, puis le retrait du commandement intégré de l'Otan (1966). En politique étrangère, il encourage le dialogue avec Moscou et le tiers-monde et dénonce à la fois l'intervention au Vietnam et l'hégémonie du dollar dans le système monétaire. Outre-Atlantique, les déclarations du Général sont jugées inamicales, mais Washington sait compter sur la loyauté de Paris à chaque crise, qu'il s'agisse de la seconde crise de Berlin, en 1961, ou de celle des fusées, à Cuba, en 1962.

Tour à tour incarnation du nationalisme contre l'impérialisme, du socialisme contre le capitalisme, du pacifisme contre le bellicisme, de la revendication identitaire contre l'homogénéisation, l'anti-américanisme troque les masques, remarque Philippe Roger. C'est dans cette étonnante plasticité que cette passion triste puise sa pérennité. *



CORÉE DU NORD

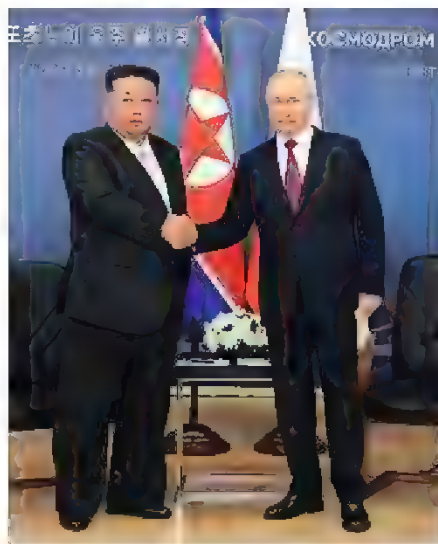
La guerre en Ukraine, aubaine pour Kim Jong un

En échange de la livraison d'obus à Moscou, Pyongyang reçoit un soutien diplomatique, économique et probablement technologique.

PAR PHILIPPE MESMER (TOKYO)

Le malheur des uns fait le bonheur des autres. A la faveur de la guerre en Ukraine, Kim Jong-un a agrandi le cercle de ses amis dictateurs : il s'apprête à accueillir en fanfare Vladimir Poutine dans les prochaines semaines. Le « royaume ermite » est en effervescence : la visite du président russe, la première depuis juillet 2000, est hautement symbolique pour un pays paria que l'épidémie de Covid-19 avait encore plus isolé sur la scène internationale. Et qui était devenu très dépendant du soutien de la Chine, son premier partenaire commercial.

Kim et Poutine, qui se sont rencontrés en Russie en septembre 2023, semblent vivre une véritable *bromance*. Rapprochés par leur détestation des Etats-Unis, les deux autocrates multiplient les échanges de bons procédés. Ainsi, en mars, au Conseil de sécurité de l'ONU, Moscou a mis son veto à la prolongation de la commission d'experts chargée de veiller au respect des sanctions imposées à la Corée du Nord (en raison du développement de son programme nucléaire). Pyongyang va donc pouvoir continuer à livrer à la Russie des missiles balistiques et des obus – des millions jusqu'à présent, selon certaines estimations –, une aide décisive face à l'Ukraine. Le vote russe laisse par ailleurs un peu plus les mains libres au « leader suprême » pour développer ses missiles et



Le leader coréen et Vladimir Poutine le 13 septembre 2023, sur le sol russe.

son arsenal nucléaire, mais aussi relancer ses trafics en tous genres.

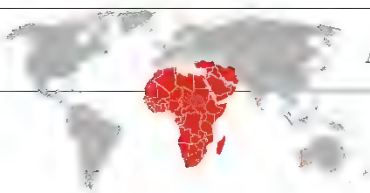
Les deux voisins se serrent les coudes depuis le début de l'offensive russe en Ukraine. L'héritier de la dynastie communiste a approuvé toutes les annexions du Kremlin, et ne manque aucune occasion de témoigner sa « solidarité ». En avril, il a même envoyé 150 ouvriers sur les chantiers de reconstruction des provinces ukrainiennes envahies par Moscou. En échange, Poutine fournit du pétrole à Pyongyang. Il partagerait aussi son savoir-faire technologique, selon les renseignements

américains. Le succès, en novembre, de la mise en orbite du satellite « espion » Malligyong-1 aurait été facilité par un coup de pouce russe. Toujours selon Washington, Moscou aiderait aussi Pyongyang à mettre au point un sous-marin à propulsion nucléaire, la grande ambition de Kim.

Pour la Corée du Nord, sortie exsangue de la crise sanitaire, l'intérêt du rapprochement est aussi économique. Les voyages de touristes russes ont redémarré, de même que le trafic ferroviaire entre la ville russe de Vladivostok et Rason, un centre logistique du Nord-Est nord-coréen. Résultat, « grâce à son activité fondée sur la fourniture d'obus à la Russie, la Corée du Nord va de mieux en mieux », constate Cheong Seong-chang, de l'institut Sejong, à Séoul. Profitant également de la reprise de ses échanges avec la Chine, elle s'approvisionne plus facilement en produits alimentaires et matières premières.

En réalité, « l'amitié » entre Russes et Nord-Coréens a des racines anciennes. Libérée en 1945 du joug japonais, la péninsule Coréenne a été divisée en deux, le Nord passant sous la coupe d'un régime communiste mis en place par Staline et dirigé par le grand-père de Kim Jong-un. Si les liens ont pu se distendre, ils ne se sont jamais rompus. Le 75^e anniversaire du traité bilatéral de coopération a été célébré en grande pompe en mars à Pyongyang. La troupe du théâtre Mariinsky y a donné deux ballets, en présence du vice-ministre russe de la Culture.

Obsédée par la stabilité de son environnement, Pékin n'apprécie guère de voir la Corée du Nord développer ses capacités nucléaires et se montrer agressive, mais l'épaule dès qu'il s'agit de fustiger Washington. La Chine, qui est restée neutre lors du vote de l'ONU sur la commission d'experts, s'est dite en mars « gravement préoccupée » par les exercices militaires conjoints organisés entre les Etats-Unis et la Corée du Sud. Et, récemment, à Moscou, le président chinois Xi Jinping s'est joint à Vladimir Poutine pour dénoncer « l'intimidation militaire » des Etats-Unis à l'égard de Pyongyang. « Du fait du renforcement des liens entre ces trois pays, il est devenu quasi impossible de dissuader la Corée du Nord de poursuivre son développement nucléaire », déplore le quotidien sud-coréen *The Korea Times*. *



ISRAËL-HAMAS

Une guerre des chiffres et des récits

L'effrayant bilan humain à Gaza a des conséquences diplomatiques majeures et fait l'objet d'une bataille d'influence en coulisses.

PAR CORENTIN PENNARGUEAR

« **L**a mort d'un homme est une tragédie. La mort de 1 million d'hommes est une statistique. » L'auteur de cette phrase, Joseph Staline, connaissait bien le sujet, à la tête d'une URSS habituée aux guerres, aux famines et aux purges. Si le conflit israélo-palestinien reste loin de ces ordres de grandeur, son quotidien déborde de tragédies individuelles depuis le 7 octobre, menant à des statistiques déchirantes.

Après l'effroyable massacre commis en Israël par le Hamas, qui a tué quelque 1 200 personnes en une journée et capturé plus de 250 otages, la réponse armée israélienne fait chaque jour plus de morts, provoquant un débat à la fois morbide et crucial. Dans une bande de Gaza coupée du monde, seul le ministère de la Santé de Gaza, un organe gouvernemental du Hamas, peut donner une estimation locale du nombre de décès causés par cette guerre. A ce jour, les autorités palestiniennes, l'ONU et diverses ONG évaluent ce bilan humain à environ 36 000 morts.

Côté israélien, le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a évoqué, lui, 30 000 morts lors d'une interview donnée le 12 mai. « Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un chiffre énorme, tranche Peter Lintl, spécialiste du conflit israélo-palestinien à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité. Mais, selon la manière dont vous l'analysez, vous pouvez changer

le récit de la guerre. Il y a un aspect moral mais aussi juridique au coût de cette opération militaire, qui peut être justifiée en fonction de son objectif – se débarrasser du Hamas – et des moyens mis en œuvre pour l'atteindre. »

Le nombre de morts palestiniens en lui-même fait peu débat, malgré des tentatives de confusion sur le sujet. Dernier exemple en date, le 10 mai, lorsqu'une rumeur s'est répandue sur les réseaux sociaux et dans certains médias israéliens : l'ONU aurait revu à la baisse ses estimations du nombre de Palestiniens tués. En réalité, le bureau des affaires humanitaires des Nations unies a uniquement précisé dans ses statistiques le nombre de morts identifiés par les autorités gazaouies, qui s'élève à 24 686, et continue d'estimer que plus de 10 000 personnes sont décédées sans que leur identité n'ait pu être encore confirmée.

L'autre polémique – et le véritable enjeu derrière cette bataille de chiffres – concerne le ratio entre le nombre de combattants du Hamas et le nombre de civils tués. Netanyahu répète, comme il a l'a fait sur LCI le 30 mai, que l'armée israélienne aurait éliminé 14 000 membres de l'organisation terroriste et tué 16 000 civils. Des chiffres qui lui permettent de mettre en avant la précision de son armée, en regard d'autres guerres menées par les Occidentaux. « Ce ratio, presque 1 combattant tué pour 1 civil, serait vraiment bas comparé à d'autres conflits urbains, comme à Raqqa ou à



Mossoul [où une coalition internationale a vaincu l'organisation Etat islamique], souligne Peter Lintl. Si Israël apportait des preuves de la réalité de ce ratio – et ce n'est pas le cas aujourd'hui –, alors, clairement, les accusations de génocide ne tiendraient pas. Dans un procès devant la Cour pénale internationale, ce pourrait être un élément central, car, pour prouver un génocide, il est nécessaire de prouver l'intention de le commettre. Avec un tel ratio de combattants tués, ce serait difficile à établir. »

Pour la justice internationale, les conséquences de cette bataille vont bien au-delà de la simple communication. Le procureur général de la Cour pénale internationale, Karim Khan, a demandé un mandat d'arrêt contre les principaux

« Israël tente de sauver la face alors qu'il affronte des accusations de génocide »



Environ 36 000 Palestiniens auraient été tués depuis le début de l'offensive israélienne (ici, une fosse commune à Rafah, le 27 mars).

nombre de morts données par Israël étaient, à la fin, très proches de celles fournies par les autorités gazaouies. Avant le 7 octobre, même l'administration américaine se reposait sur les informations du ministère de la Santé de Gaza. »

Malgré les polémiques, l'ONU maintient sa confiance à cet organe gouvernemental de la bande de Gaza, donc en lien direct avec le Hamas. « Mais le ministère de la Santé de Gaza est géré par des médecins et par des technocrates, rappelle Tahani Mustafa. Ils travaillent en étroite collaboration avec l'Autorité palestinienne [en Cisjordanie] pour établir les certificats de décès et de naissance, ainsi que tous les papiers d'identité, qui sont édités à Ramallah et non à Gaza. Ces fonctionnaires gazaouis sont d'ailleurs payés par l'Autorité palestinienne et ne doivent donc pas être vus seulement comme les membres d'un organe du Hamas. » Par ailleurs, les compétences des autorités médicales et le maillage hospitalier très fiable de Gaza sont reconnus à l'international. En 2014, par exemple, 99 % des naissances dans l'enclave palestinienne ont eu lieu en présence de personnel médical professionnel, contre 80 % en moyenne dans le monde.

Néanmoins, le décompte des morts reste particulièrement complexe dans un environnement de guerre, où 62 % des logements ont été détruits d'après un rapport conjoint de la Banque mondiale et de l'Union européenne. « De nombreux collègues me disent que le réseau médical de Gaza s'effondre, et donc que les données [sur le nombre de morts] doivent être de moins bonne qualité aujourd'hui que lors des premiers mois de la guerre », indique Leslie Roberts. Ces données moins fiables peuvent tout autant entraîner une sous-évaluation du nombre de morts qu'un gonflement des statistiques. Chaque camp peut donc continuer d'avancer son récit. Sans oublier, comme le rappelle Peter Lintl, que « le nombre de morts n'est qu'une partie de cette guerre et de la catastrophe humanitaire en train de se jouer, notamment avec le risque de famine de plus en plus important ». Là aussi, le brouillard de la guerre ne doit pas faire oublier l'essentiel. ✱

responsables du Hamas et contre deux dirigeants israéliens, Netanyahu et son ministre de la Défense. « Le procureur vise au plus haut niveau pour le Hamas et doit faire de même pour Israël, estime l'avocat Philippe Sands, spécialiste du droit international. Des crimes ont été commis par le Hamas depuis le 7 octobre : prises d'otages, crimes sexuels, tueries... Mais il est évident que des crimes ont aussi eu lieu à Gaza : crimes de guerre et très certainement crimes contre l'humanité. »

Pour avancer leur ratio de « 1 civil tué pour 1 combattant tué », les autorités israéliennes s'appuient aussi sur un décompte de l'ONU publié début mai, qui indique que 52 % des morts identifiés à Gaza sont des femmes et des enfants. Selon Leslie Roberts, professeur à l'université Columbia, à New York, ce pourcentage, qui pourrait être sous-estimé, ne dit absolument rien du nombre réel de victimes civiles de cette guerre. « Evidemment, les individus blessés par balles sont amenés à l'hôpital et, s'ils meurent, ils peuvent être identifiés et comptabilisés facilement. Et ceux-là sont en grande majorité des hommes adultes, explique ce spécialiste

du décompte des morts dans les crises. La plupart des femmes et des enfants sont tués par des bombes, et sont donc bien plus souvent enterrés sans même passer par un hôpital ou une morgue, donc non identifiés. Mais les chiffres des premiers mois étaient très clairs et indiquaient que plus de 13 000 femmes et enfants avaient été tués dès la fin du mois de décembre ! »

Comme les journalistes étrangers et les instances indépendantes restent interdits d'entrée dans la bande de Gaza, chaque camp profite du brouillard de la guerre pour avancer son propre récit : le Hamas, en dénonçant un génocide contre les Palestiniens ; l'armée israélienne, en assurant protéger au maximum les civils dans sa lutte contre le terrorisme. « Israël tente de sauver la face alors qu'il doit affronter des accusations de génocide, mais aussi de prouver qu'il n'agit pas de manière disproportionnée, ne viole pas les lois de la guerre, qu'il ne devient pas un Etat paria, n'est pas la force déstabilisatrice du Moyen-Orient, pointe Tahani Mustafa, spécialiste du conflit israélo-palestinien à l'International Crisis Group de Londres. Lors des précédentes attaques, les statistiques sur le

DÉSENDETTEMENT

Antoine Foucher : « Faire sauter le tabou de la désindexation des retraites »

A quelques jours des élections européennes,
l'Elysée ne veut pas en entendre parler.
Une position difficilement tenable.

PROPOS RECUEILLIS PAR MURIEL BREIMAN



« Mieux vaudrait solliciter principalement les retraités les plus aisés. »

A contre-courant de l'avis général, Emmanuel Macron s'entête, pour l'instant, à maintenir l'indexation des pensions de retraite sur l'inflation. Al'heure où Bercy cherche partout les sources d'économies pour réduire le déficit public, la désindexation apparaît pourtant comme une piste raisonnable. Politique, ce sujet encore tabou à l'Elysée pourrait revenir sur la table une fois passées les élections européennes du 9 juin.

Antoine Foucher, le président du cabinet de conseil Quintet et ancien directeur de cabinet de la ministre du Travail Muriel Pénicaud, plaide pour une mesure ciblée sur les plus aisés.

La piste d'une désindexation des retraites est-elle à privilégier dans l'optique de réduire le déficit public ?

Antoine Foucher Oui, absolument. Nous n'avons plus le choix, notre endettement est tel que la charge des intérêts de la dette dépassera dans deux ou trois ans le

budget de l'Education nationale : 60 milliards d'euros par an. Cet endettement nous empêche donc d'investir dans l'éducation, dans la transition énergétique, dans la réindustrialisation, c'est-à-dire dans notre avenir. Les revalorisations de pension en début d'année ont représenté 20 milliards d'euros de dépenses supplémentaires, qui s'ajoutent aux 350 milliards déjà consacrés aux retraites. Dans le même temps, l'Etat a réduit le dispositif MaPrimeRénov', le financement de l'apprentissage ou encore le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche... L'exact contraire de ce qu'il faut faire pour l'avenir du pays.

Comment faudrait-il s'y prendre ?

D'abord, cette désindexation ne doit pas être ponctuelle, façon coup de rabot. Il est important de donner de la visibilité sur l'évolution des prestations sociales, et notamment des pensions de retraite, sur plusieurs années. Ensuite, il faut faire connaître la réalité, et se donner un objectif. Le niveau de vie moyen des retraités est supérieur à celui des actifs, ce qui est inédit dans l'Histoire. La situation est d'autant plus problématique que les travailleurs actuels constituent la première génération, depuis 1945, qui ne travaille pas moins que ses parents, et n'a plus l'espoir de vivre beaucoup mieux qu'eux. On pourrait donc imaginer de se fixer collectivement une cible raisonnable et juste d'un niveau de vie des retraités de l'ordre de 90 à 95 % de celui des actifs – ce pourcentage est à débattre – et de décider une désindexation, donc sans jamais baisser les pensions en valeur absolue, le temps de l'atteindre.

Cette population pourrait opposer qu'elle a cotisé pour obtenir ce droit à la retraite. A raison ?

Les retraités ne voient pas toujours que leur pension ne correspond pas aux cotisations acquittées durant leur vie professionnelle. Cela s'explique par des raisons démographiques. Dans les années 1960, on comptait 4 actifs pour 1 retraité. Dans les années 1990, le ratio est passé à 3 pour 1. Aujourd'hui, il est de 1,7 pour 1. Dans ces conditions, le poids des cotisations sur les épaules des actifs est plus lourd : 30 % des salaires, contre 15 % au début des années 1980.

Il y a quelques années, l'annonce d'une sous-indexation avait suscité une levée de boucliers...

Oui, la sous-indexation, nous l'avons faite – j'étais à l'époque le directeur de cabinet de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud – en 2018, 2019 et 2020. Comme par hasard, pendant ces trois années, le déficit et l'endettement de la France ont diminué... Nous avons néanmoins commis l'erreur de ne pas faire suffisamment de distinction selon le niveau de pension, et le mouvement des gilets jaunes, à ses débuts, a d'ailleurs impliqué beaucoup de retraités modestes, également échaudés par la hausse de la CSG. Mieux vaudrait donc solliciter principalement les retraités les plus aisés. Reste à déterminer le niveau à partir duquel la pension ne serait plus indexée provisoirement : le smic de 1 400 euros net ? Le salaire médian, de 2 000 euros net ?

Pourquoi l'exécutif apparaît-il si réticent ?

C'est une évidence dans tous les cercles qui discutent de ces sujets, dans tous les partis, sans exception. Mais c'est tabou dans le débat public mené par les leaders politiques. La raison en est simple : les retraités, dont le taux de participation aux élections est de 80 %, représentent 17 millions d'électeurs. Il s'agit donc d'un électoralisme de base, d'autant que les plus aisés sont ceux qui votent le plus. Notons, toutefois, que le gouvernement a procédé en 2024 à la plus forte revalorisation depuis des années, et pour autant, les sondages montrent qu'une partie importante des retraités ne votera pas pour la majorité aux élections européennes du 9 juin. Quand il est trop contraire à l'intérêt général et trop visible, « l'achat » du vote ne marche pas.

Un revirement de l'exécutif sur ce sujet est-il possible dans le cadre du projet de loi de finances 2025 ?

Cela va même se jouer avant. Mi-juin, Mignon envoie traditionnellement à chaque ministère une lettre de cadrage macroéconomique prévoyant les économies à réaliser. Calibrer ce volume suppose de savoir quelles économies sont envisagées par ailleurs dans les dépenses de l'Etat. On saura cet été si l'hypothèse d'une désindexation partielle et ciblée des pensions de retraite est retenue. *



Paris 2024

Alerte budgétaire au Club France

La menace d'un déficit de plusieurs millions d'euros plane sur ce lieu censé réunir les supporters et les athlètes de l'équipe de France.

Une foule de supporters en liesse, drapeaux tricolores à la main. Un immense tapis rouge, sur lequel défilent les premiers médaillés français des Jeux olympiques de Paris 2024. Voilà pour le lancement idéal. Le 27 juillet, le Club France, lieu de rassemblement pour les supporters et les athlètes de l'équipe de France, ouvrira ses portes dans la Grande Halle de la Villette. Une tradition depuis 1988 et les JO de Séoul. Pour la version 2024, à domicile, le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et le Comité paralympique et sportif français ont vu grand. Sur 40 000 mètres carrés, dont 15 000 en intérieur, auront lieu des animations sportives, des performances artistiques et des retransmissions des épreuves. Pas moins de 700 000 personnes sont attendues.

Une fête géante pour promouvoir le sport français, mais à quel prix ? Le 18 mars, au lendemain de la publication d'un article du *Parisien*, le président du CNOSF, David Lappartient, reconnaissait : « L'équilibre financier que nous avons prévu n'est pas encore atteint. » En clair, un déficit – et non des moindres – est redouté. Aujourd'hui, les deux comités assurent que la trajectoire est pour le moment « maîtrisée ». « Je ne suis certainement pas en train de crier victoire, mais nous sommes sur de bonnes avancées », promet à L'Express Arnaud Courtier, directeur exécutif du Club France. Reste que, lors de son assemblée générale du 30 mai, le CNOSF a présenté un budget dans le rouge de 1,3 million d'euros. La facture pourrait se révéler bien plus salée. « C'est un projet pharaonique qui a été décidé bien trop tardivement. Il pourrait occasionner de 6 à 10 millions d'euros de déficit », prévient le président d'une fédération sportive au fait du dossier. A titre de comparaison, à Londres en 2012 et à Rio de Janeiro en 2016, le Club France avait affiché des découverts respectifs de 3,5 et 4,4 millions d'euros. « Pour pouvoir assumer les dépenses sans danger pour les finances, il



Le Club doit ouvrir ses portes le 27 juillet dans la Grande Halle de la Villette.

faut provisionner 1 million d'euros par an à chaque assemblée générale », indique Denis Masseglia, président du CNOSF de 2009 à 2021. Or les réserves du comité sont déjà à sec. « Aujourd'hui, le budget du Club France a consommé les quelque 5 millions d'euros mis de côté. Cela me désole », regrette un ancien cadre de l'association.

Pour espérer parvenir à l'équilibre, les dirigeants du Club France comptent d'abord sur les spectateurs avec un ticket d'entrée à 5 euros pour les JO. De ce côté, pas de problème : « Le public va répondre en masse, cela va être un très gros succès populaire », assure un bon connaisseur. Le point de vigilance porte plutôt sur les « hospitalités » [NDLR : espaces privés pour accueillir des clients] vendues aux entreprises, qui ne se bousculent pas au portillon. « C'est un sujet que nous surveillons de près au vu des conséquences financières potentielles pour le CNOSF », admet une source gouvernementale. A cela s'ajoutent des contraintes sécuritaires, déjà élevées, et qui pourraient s'alourdir. Les deux comités comptent sur la dynamique enclenchée par la flamme olympique pour convaincre les derniers récalcitrants. A ce stade, cela reste un pari. *

THIBAUT MAROTTE

Héritage : alléger l'impôt sur les successions ne relève pas de l'égoïsme

UNE CHRONIQUE DE NICOLAS BOUZOU

Ce débat qui fracture l'échiquier politique mérite d'être posé sereinement
à l'heure des effets immédiats sur l'économie du pays par son directeur de cabinet.



Dans une tribune publiée par *Le Figaro*, François-Xavier Bellamy et Eric Ciotti ont relancé de façon très étayée le débat relatif à la fiscalité sur les successions et les donations. Les deux responsables des Républicains proposent un allègement radical de l'impôt sur les successions et une suppression des droits de donation en ligne directe, ce qui n'est pas étonnant tant ce débat est clivé. La gauche considère que l'héritage est injuste, générateur d'inégalités et qu'il doit être taxé au maximum. La droite estime qu'il s'agit d'un « impôt sur la mort » qui frappe la transmission familiale : elle souhaite donc son extinction. Pendant la dernière campagne présidentielle, Emmanuel Macron avait évoqué un allègement fiscal de l'ordre de 3 à 5 milliards d'euros, parfaitement oublié depuis en raison de la trajectoire dégradée de nos finances publiques mais aussi d'une majorité centriste par construction divisée sur le sujet.

Les évolutions patrimoniales ne sont pas là pour apaiser le débat : dans les années 1970, le patrimoine hérité représentait 35 % du patrimoine global. Ce chiffre est monté, depuis, à près de 60 %, très en deçà néanmoins des ratios du début du ^{xx}e siècle avant l'instauration de l'impôt sur le revenu en 1914. Un tiers des Français a déjà reçu un héritage ou une

donation au cours de sa vie et les deux tiers pensent transmettre un jour. Accumuler un patrimoine et le transmettre à ses enfants fait partie du rêve social français et ce rêve, quand il se réalise, a des conséquences de plus en plus tangibles, notamment en raison de l'augmentation des prix de l'immobilier sur le long terme.

Comment trancher cette controverse ? Pour la simplifier, on pourrait dire que l'économie est du côté de la gauche et que la politique est du côté de la droite. La plupart des modèles économiques expliquent que l'optimum social est obtenu quand l'héritage est taxé à 100 % et que son produit est redistribué dans l'enseignement et la formation. Cette mesure extrême efface une rente économiquement inefficace et socialement injuste. Peu sensibles à cet argument théorique et désincarné, près de 90 % des Français sont favorables, au contraire, à un recul de la fiscalité sur les successions. Malgré l'état d'esprit révolutionnaire qui colore encore nos débats, et en dépit de la dénonciation opiniâtre des inégalités et des injustices par les uns et les autres, l'héritage ne semble pas collectivement considéré comme étant indu. Sa connotation dans l'esprit des Français est même positive.

Ces derniers seraient-ils donc malades d'un égoïsme étroit et, avec eux, Eric Ciotti et François-Xavier Bellamy ? Non, car l'allègement de la fiscalité qui pèse sur le patrimoine transmis repose sur trois solides arguments. Le premier, c'est que cette ponction fiscale est relativement lourde en France et qu'elle nous pénalise par effet de comparaison. Les recettes tirées des impôts sur la succession représentent dans notre pays 1,4 % des recettes fiscales totales, soit plus du double de la moyenne des pays de l'OCDE.

Les parents ont des droits. Celui de léguer un patrimoine à leurs enfants en fait partie

L'Allemagne, par exemple, est à 0,5 %. En outre, ce patrimoine est frappé après avoir déjà subi une avalanche d'impôts et de prélèvements sociaux « au cours de la vie ». Or ce type de fiscalité a un impact sur l'attractivité d'un pays. Du point de vue utilitariste, son allègement serait donc une bonne chose.

Le deuxième argument, c'est que la transmission des entreprises est un atout pour l'économie d'un pays. En France, cette transmission est correctement protégée grâce au pacte Dutreil qu'il convient de sanctuariser – il s'en fait à peu près 2000 par an. Les entreprises familiales ont une rentabilité supérieure aux autres, moins d'endettement et un taux de faillite inférieur. Le troisième argument est d'ordre philosophique. Dans une perspective libérale, les parents ont des droits. Celui de léguer un patrimoine à leurs enfants pour les aider dans la vie en fait partie. John Locke, Milton Friedman ou Ayn Rand ont montré que l'héritage est un droit légitime découlant de la propriété privée, du travail et de l'épargne. Point d'égoïsme ou d'esprit borné dans ce raisonnement, mais une analyse économique et philosophique à discuter. *

Nicolas Bouzou, économiste et essayiste, est directeur du cabinet de conseil Asterès.

L'économie est du côté de la gauche et la politique est du côté de la droite



À la Matmut, quels que soient vos moyens et vos projets, vous pouvez accéder à un plan épargne retraite pour moins de 2€ par jour, soit 50€ par mois.
Et ça c'est plus juste pour tous.

maternal

L'épargne salariale, levier le plus efficace

Pour un versement identique de 1 000 euros, l'employeur a tout intérêt à privilégier l'épargne salariale. En effet, le rapport coût pour l'entreprise/gain net pour le salarié est en sa faveur. Il s'élève à 120 %, contre 51 % pour une prime et 70 % pour des dividendes.

Dépenses et recettes occasionnées	Prime ou salaire	Abondement de l'épargne salariale	Dividende
Pour l'entreprise			
Versement	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Charges sociales (taux max.)	42 %	0 %	0 %
Charges sociales (montant)	420 €	0 €	0 €
Economie d'impôt (IS à 25 %)	355 €	250 €	0 €
Coût employeur net d'impôt	1 065 €	750 €	1 000 €
Pour le bénéficiaire			
Avantage brut	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Charges sociales (taux)	23 %	9,7 %	17,2 %
Charges sociales (montant)	230 €	97 €	172 €
Net salarié	770 €	903 €	828 €
Impôt sur le revenu (taux)	30 %	0 €	12,8 %
Impôt sur le revenu (montant)	231 €	0 €	128 €
Net salarié final	539 €	903 €	700 €
TAUX D'EFFICACITÉ	51 %	120 %	70 %

SOURCE : L'EXPRESS

OPPORTUNITÉ

L'épargne salariale profite aussi au dirigeant

Ces dispositifs présentent des avantages fiscaux et sociaux indéniables dont peut bénéficier le chef d'entreprise, au même titre que ses salariés.

PAR AURÉLIE FARDEAU

L'épargne salariale et retraite collective d'entreprise s'installe au fil des ans pour atteindre 188 milliards d'euros à fin 2023, selon l'Association française de la gestion financière (AFG). Ses différents dispositifs – intéressement, participation, abondement – et enveloppes – plan d'épargne entreprise (PEE), plan d'épargne retraite collectif (Percol) – bénéficient ainsi à plus de 12 millions de salariés. Et si les grandes entreprises sont nettement mieux équipées que les petites, l'AFG note une diffusion croissante de l'épargne salariale dans les TPE.

Nombre de dirigeants de ces structures ont compris les atouts de ces dispositifs, tant pour attirer, motiver et fidéliser leurs salariés que pour se bâtir un patrimoine personnel dans des conditions avantageuses. Pour les sociétés de moins de 50 salariés, les retenues sociales et fiscales sont on ne peut plus légères : les sommes versées sont exonérées de forfait social côté entreprise, et elles ne sont soumises qu'à 9,7 % de CSG et CRDS côté bénéficiaire. Si elles sont placées, elles sont aussi exonérées d'impôt sur le revenu. « Elles sont en outre déductibles de l'impôt sur les sociétés, ce qui permet au chef d'entreprise d'améliorer son épargne personnelle, au

même titre que le salarié, tout en réduisant, en plus, le frottement fiscal à titre professionnel », souligne Bruno Lourenço, directeur commercial pour la région Ile-de-France chez Eres.

Le dirigeant est, en effet, éligible aux dispositifs d'épargne salariale et bénéficie des mêmes avantages que ses salariés, même s'il n'a pas de contrat de travail. « La seule condition préalable à respecter, c'est d'avoir au moins un salarié dans l'entreprise en plus de lui s'il bénéficie d'un contrat de travail », précise François Dillemann, directeur commercial épargne de Malakoff Humanis Epsens.

Plusieurs options s'ouvrent alors. Pour commencer, « il faut mettre en place un PEE, un PER, ou les deux, pour profiter à plein des avantages fiscaux et sociaux de l'épargne salariale », recommande Charline Ballot, actuaire spécialisée en protection sociale chez Galea EPS Partenaires. Ensuite, il est possible de conclure un accord de participation ou d'intéressement aux résultats de l'entreprise, ou de prévoir de l'abondement. Dans ce cas, l'entreprise vient compléter le versement volontaire du salarié. « L'abondement peut aller jusqu'à 300 % du versement réalisé, plafonné à 8 % du plafond annuel de la Sécurité sociale par an pour le PEE, et à 16 % de ce même plafond pour le Percol », précise François Dillemann.

Deux écueils sont à éviter. Tout d'abord, « il faut définir le budget maximum qu'il est possible d'allouer afin de poser les garde-fous nécessaires pour ne pas aller au-delà », préconise Charline Ballot. L'abondement est souvent le premier outil mis en place car il impose un effort d'épargne de la part des salariés. « Ces derniers vont verser plus spontanément sur un PEE. On peut donc prévoir un abondement différencié, avec une formule plus généreuse sur le Percol, bloqué jusqu'à la retraite », souligne Bruno Lourenço.

Autre option : instaurer des paliers, avec un abondement plus généreux sur les premiers versements et qui se réduit ensuite. La période dans l'année pendant laquelle ceux-ci se déclenchent peut aussi être limitée à quelques mois, pour maîtriser le budget. « C'est généralement au quatrième trimestre, lorsque la visibilité sur les résultats de l'année commence à être plus forte, précise Bruno Lourenço. Sachant que les règles d'abondement peuvent être

modifiées chaque année tant que rien n'a été versé. »

Un cran au-delà, optez pour un accord d'intéressement, très souple. La formule peut être calibrée au plus proche de l'activité de l'entreprise et prévoir l'atteinte d'objectifs spécifiques. Elle peut aussi être revue tous les ans. « Si vous avez prévu un intéressement modique et que les résultats sont meilleurs qu'espéré, sachez qu'il est possible de verser un supplément d'intéressement », souligne Charline Ballot. Limitée à 20 % maximum de la masse salariale, la prime d'intéressement peut être versée proportionnellement aux salaires, ce qui favorise le dirigeant. ✱

Logement

Financer ses travaux avec une foncière solidaire

Vasco aide les particuliers à payer leurs projets de rénovation énergétique. Les investisseurs peuvent y trouver un intérêt.

Accélérer la rénovation énergétique des bâtiments est une nécessité mais son coût rebute plus d'un propriétaire. Ce constat est à l'origine de Vasco, une jeune société lancée fin 2023 pour aider les Français à financer leurs travaux. « Il y a un gâchis énorme, s'émeut Hervé Degreve, l'un des trois cofondateurs. Beaucoup de projets de rénovation globale – les plus efficaces – ne vont pas jusqu'au bout car les propriétaires n'ont pas assez d'épargne disponible et n'ont pas la capacité d'emprunt pour les financer. Les deux tiers des propriétaires de passoires thermiques ne sont pas finançables par les banques. »

Inspirée d'une pratique américaine, la société apporte les capitaux nécessaires en échange d'une part de propriété du logement à rénover. Le financeur est attentif à l'emplacement du bien et à la dynamique de marché ainsi qu'à la création de valeur apportée par le projet de rénovation. Vasco prend une marge. « Si nous finançons 40 000 euros d'une maison qui en vaut 400 000, nous allons demander à détenir non pas 10 % du bien mais 13 %, soit un

supplément de 30 % », explique Hervé Degreve. L'argent est déposé sur un compte dédié aux travaux pour s'assurer qu'il est bien affecté à ces derniers. Une convention d'indivision est conclue pour dix ans. Trois options s'ouvrent ensuite : le rachat des parts par le propriétaire au prix de marché, le renouvellement de la convention pour dix années de plus avec l'application d'un coefficient de 30 %, ou la vente. « Le client récupère alors 87 % du prix de son bien, avec l'objectif que cela vaille plus que les 100 % de la passoire thermique qu'il détenait », souligne Hervé Degreve. Pour financer ce modèle, Vasco a créé une foncière, qui va détenir les parts des biens et financer les rénovations.

Le capital de cette foncière est ouvert aux investisseurs, à partir de 500 euros. Elle vise un rendement de 8 à 9 % net de frais grâce à l'appréciation du marché immobilier, le coefficient de 30 % sur les biens détenus, la valeur verte du bien rénové ainsi que la défiscalisation permise par l'agrément Esus (Entreprise solidaire d'utilité sociale). Les particuliers bénéficient ainsi d'une réduction d'impôt de 25 % du montant investi, dans la limite de 50 000 euros pour un célibataire, 100 000 euros pour un couple, et sous réserve de conserver ses parts au moins sept ans. Comptez des frais non négligeables de 9 % à l'entrée, puis 0,9 % par an. Vasco espère attirer 5 millions d'euros cette année et quatre fois plus dès 2025. ✱ A. F.



La société, dont le capital est ouvert, vise un rendement de 8 à 9 % net.

PLACEMENTS

Des SCPI débarquent chez Boursobank

La banque mise sur deux nouveaux fonds immobiliers.

Sacré timing ! Alors que Boursobank n'avait encore jamais proposé de fonds immobiliers non cotés en direct, elle choisit une période de marasme pour aborder ce marché. La conjoncture est en effet délicate pour ces supports qui ont souffert de la remontée des taux d'intérêt, laquelle a fait vaciller les prix de l'immobilier professionnel. Selon l'Association française des sociétés de placement immobilier, la collecte nette des SCPI s'est élevée à 764 millions d'euros au premier trimestre 2024, en recul de 68 % sur un an.

Pourtant, investir aujourd'hui n'est pas une mauvaise idée. A condition de sélectionner des produits en adéquation avec le marché. « Il y a une prime à la jeunesse », souligne Xavier Prin, directeur marketing et communication de la banque. L'absence d'historique, et donc de patrimoine, est le marqueur des SCPI sélectionnées par Boursobank, mais avec des gestionnaires expérimentés : Mistral Sélection, de Swiss Life Asset Managers France, et Sofidynamic de Sofidy.

« Notre cahier de charges était très exigeant : des produits au meilleur prix, un parcours de souscription digitalisé, des acteurs de référence et une bonne répartition de la valeur », poursuit Xavier Prin. La première est sans frais d'entrée, la seconde prélève 2 %, remboursés par la banque jusqu'à la fin de l'année. D'autres véhicules pourraient suivre. La banque ambitionne, à plus long terme, d'intégrer l'immobilier dans ses gestions pilotées. A. F.

N°1

Action : la recette magique du discount

L'enseigne préférée des Français a connu, en l'espace de douze ans, un développement phénoménal dans l'Hexagone.

PAR THIBAUT MAROTTE



Le discount a forgé son succès sur deux maîtres mots : prix et standardisation.

Lamême scène s'est jouée pas moins de 74 fois en 2023. Et le constat est toujours le même : les clients accourent. Comme en cette fin décembre, alors qu'Action prévoyait d'inaugurer son deuxième magasin à Paris, dans le XIX^e arrondissement. La commission de sécurité, obligatoire pour l'ouverture d'un établissement recevant du public, est retardée. Après des heures d'attente, l'espace de 1 400 mètres carrés, flambant neuf, reçoit finalement le feu vert. « Personne ne savait à quel moment nous allions ouvrir et pourtant, en moins d'une heure, le magasin était plein », se souvient Robin Roy, directeur des opérations pour Action France. L'entreprise, basée aux Pays-Bas, limite au maximum ses dépenses liées au marketing et n'avait même pas communiqué sur l'événement. En réalité, elle n'en a pas besoin, le bouche à oreille et les réseaux sociaux font le travail à sa place. « Elle bénéficie d'un marketing viral gratuit », souligne Noria Cung, cofondatrice du cabinet expert du retail Pixis Conseil. La folie autour de l'enseigne se mesure aussi dans la rue, où les sacs de course blancs estampillés du logo bleu distinctif pullulent.

Arrivé en France en 2012, Action s'est taillé une place de choix parmi les discounters, aux côtés des historiques Foire'Fouille et Gifi. Alors que l'enseigne ne comptait qu'à peine une soixantaine d'établissements sur le territoire français en 2015, elle a fini 2023 avec 799 magasins et a célébré sa 800^e ouverture, à Aulnay-sous-Bois, en début d'année. La France est ainsi rapidement devenue, de loin, son premier marché, devant les Pays-Bas. Le détail par pays n'est pas divulgué, mais en 2023, l'entreprise a dégagé un chiffre d'affaires de 11,3 milliards d'euros au global, en hausse de 27,8 % par rapport à 2022. Mieux encore, elle trône depuis deux ans la première place du classement des enseignes préférées des Français, devant Decathlon et Leroy Merlin. « Ils ont réussi à se créer une image de marque. Dans les premiers temps, on n'assumait pas trop d'aller chez Action. Cela devient désormais un étendard : comme les consommateurs sont fiers, ils ont envie de le faire savoir », analyse Noria Cung.

Et l'enseigne ne compte pas s'arrêter là. Après avoir été freiné par le Covid,

Action a retrouvé son rythme de croisière de nouvelles inaugurations. « Nous avons une carte de “zones blanches” où nous ne sommes pas encore implantés, mais celle-ci commence à sérieusement se réduire », s’amuse Wouter de Backer, le directeur général belge d’Action en France. Récemment, le groupe a lancé son cinquième centre de distribution près de Marseille, avec l’ambition de multiplier les ouvertures dans cette zone. « Nous devons être en mesure de nous développer assez rapidement car nous ouvrons de nombreux magasins. Et bien entendu, vous ne pouvez pas en inaugurer de nouveau s’il n’y a pas de centre de distribution à proximité », pointe Jens Burgers, le directeur de la chaîne d’approvisionnement, qui estime à 50 le nombre de magasins à partir duquel un centre de distribution devient efficace. Même les concurrents saluent l’exploit. « Je suis impressionné par leur croissance, c’est assez extraordinaire. Ils se développent bien avec seulement cinq entrepôts », confie le dirigeant français d’une enseigne de discount scandinave.

L’expansion doit se poursuivre, affirme Wouter de Backer, mais ne doit pas se faire au détriment du modèle économique de l’enseigne, que l’on peut résumer en deux mots : prix et standardisation. En magasin, invariablement, les clients trouvent 6 000 références réparties dans 14 catégories, allant de la papeterie au bricolage, en passant par la décoration et les jouets. En moyenne, un produit coûte moins de 2 euros. Pour continuer d’attirer sans cesse de la clientèle, 150 nouvelles références débarquent chaque semaine dans les rayons. « Les clients se font plaisir, finissent par craquer tellement les produits sont peu chers. Action surfe sur des catégories où on a toujours besoin de quelque chose, comme la papeterie », décrit Jean-Marc Megnin, analyste indépendant du secteur retail.

Un modèle qui n’est pas sans rappeler celui de la fast-fashion, y compris ses travers. Fortement critiquée pour sa propension à pousser à la consommation, la faible durabilité de ses produits et son impact environnemental, la direction d’Action se défend. Elle promet de travailler avec ses fournisseurs, notamment sur la réduction de l’utilisation du plastique. Mais son modèle est-il vraiment compatible avec les enjeux de transition



Chaque semaine, quelque 150 nouvelles références débarquent dans les rayons.

énergétique ? « Chacun se compare à la concurrence. La mode a commencé à faire sa mue parce que les sociétés du secteur se sont retrouvées en difficulté. Mais tant que les concurrents d’Action seront dans ce ventre mou où aucune stratégie globale n’est mise en place sur le sujet, il conservera ce modèle », estime Noria Cung.

Tous les produits sont actuellement négociés par une centrale d’achat basée aux Pays-Bas, qui commande ensuite les stocks pour les 2 500 magasins du groupe répartis dans 12 pays. « Si les articles sont trop chers, nous les sortons de nos rayons. Contrairement aux supermarchés, nous n’avons pas l’obligation d’offrir tous les produits comme le lait ou le beurre, nos clients le savent », explique Nastasia Nikolic, responsable du développement commercial chez Action. En négociation, l’ogre néerlandais a la dent dure. « A la différence du reste de la grande distribution qui va partir du prix d’achat que les

fournisseurs proposent, nous fonctionnons de façon contraire : nous partons du prix que vaut, selon nous, le produit en magasin », ajoute la commerciale. Six fois par semaine en moyenne, chaque magasin en Europe reçoit une livraison effectuée par un camion à double pont qui lui permet de transporter 60 % de produits en plus qu’une remorque classique. Un moyen supplémentaire de comprimer les coûts au maximum. Chez Action, on trouve tout de même quelques références de produits alimentaires, au meilleur prix promet-on du côté de la direction, qui a ses petites astuces. « Les bouteilles de Coca-Cola ne se trouvent pas dans un frigo. Elles ne seront peut-être pas aussi froides qu’ailleurs, mais elles seront moins chères », affirme Wouter de Backer.

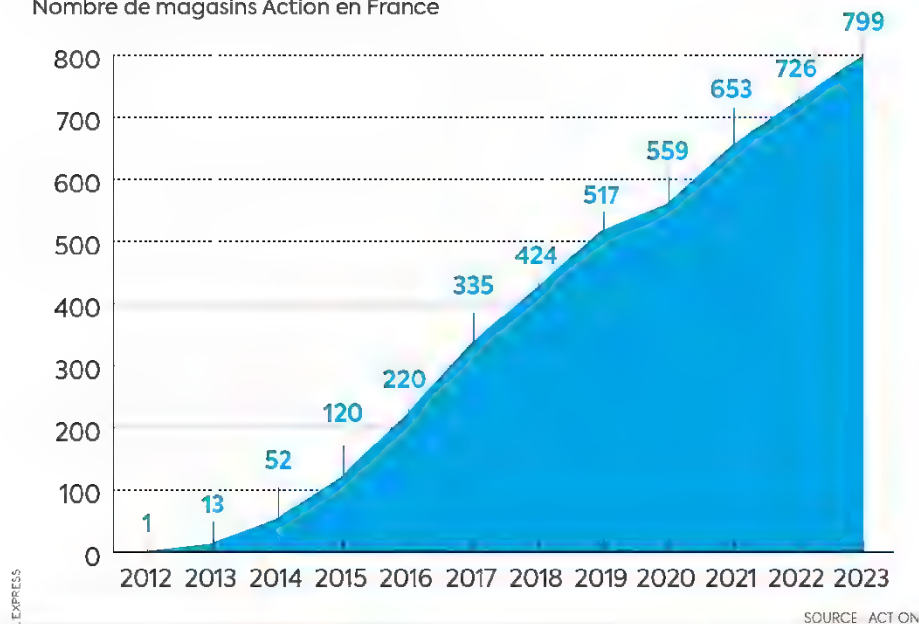
Action travaille avec 650 fournisseurs répartis entre l’Europe et l’Asie. Pour assurer ces prix ultra-attractifs, chaque nouvelle localisation potentielle de magasin est étudiée de manière extrêmement précise, quitte à ne pas se retrouver exactement dans la zone de chalandise la plus prisée. « Nous avons nos paramètres. Nous n’ouvrons jamais de lieu en prenant le risque de devoir le fermer dans deux ans parce qu’il ne va pas faire le job. C’est stupide de payer plus pour être sur la zone A [NDLR : la plus fréquentée], alors qu’un peu plus loin les clients viennent quand même chez nous », soutient Wouter de Backer. Par le passé, l’entreprise ne s’est toutefois pas interdit de déménager un magasin 200 mètres plus loin, comme à Beauvais, pour gagner de l’espace et améliorer le confort des clients. « Le pari a été gagnant », affirme le directeur général. A Drancy et Bobigny, deux magasins situés à seulement 500 mètres de distance figurent même dans le top 50 des établissements maison dégagant le plus de chiffre d’affaires en France. Malgré les difficultés liées au foncier, Action n’a aucun mal à trouver de nouveaux lieux pour poursuivre son développement phénoménal.

« Etre l’enseigne préférée des Français pour la deuxième année consécutive marque les esprits et cela nous ouvre des portes », ajoute-t-il. A Paris, le modèle d’expansion est différent. Le troisième magasin de l’enseigne a récemment ouvert dans le XV^e arrondissement. Si les prix sont les mêmes qu’ailleurs, il faut

Un modèle qui n’est pas sans rappeler celui de la fast-fashion, y compris ses travers

Une expansion fulgurante

Nombre de magasins Action en France



► néanmoins pouvoir s'assurer d'un chiffre d'affaires substantiel pour qu'il soit rentable.

Clermont-Ferrand, Bruxelles, Nuremberg, Rome, Prague... Peu importe le pays ou la région, chaque magasin est agencé de la même manière. « Le client va toujours s'y retrouver. J'ai travaillé chez d'autres distributeurs, il fallait à chaque fois discuter à l'arrière du magasin de l'organisation, cela prend du temps », raconte Wouter de Backer. À l'intérieur, les allées ressemblent à un supermarché classique. Action a néanmoins fait le choix de la sobriété : le gris et le bleu dominant, tandis que les grandes affiches de promotions dont raffolent les Lidl et autres Leclerc ont été laissées au placard. Autre singularité, l'absence de musique dans les rayons... qui évite de payer des droits à la Sacem.

Pour satisfaire au mieux les clients, l'enseigne préfère miser sur une organisation au cordeau. « Elle y met les moyens. Vous faites rarement beaucoup la queue chez Action. Dès qu'il y a un peu d'attente, on ouvre une caisse », note Noria Cung de Pixis Conseil. Chaque matin et soir, après le passage des clients, les produits sont remis en place et les nouveaux stocks viennent garnir les rayons. Le rythme est soutenu, d'autant plus que chaque action est chronométrée. Ce que dénoncent les syndicats. « Notre modèle de productivité

est basé sur la planification des tâches. Oui, nous avons mesuré les temps de chaque activité, mais nous avons seulement retenu les moyennes », justifie Robin Roy, le directeur des opérations. « Il ne faut pas se leurrer, le contrat de travail n'est pas le même que chez Système U. Les vendeurs sont aussi préparateurs, logisticiens... C'est tout juste s'ils ne font pas aussi le ménage le soir », pointe Jean-Marc Megnin.

Conséquence, le turnover des 18 000 employés en France culmine à plus de 50 %. « J'ai récemment visité un magasin en région parisienne, à Bagnole. Une des vendeuses en poste depuis l'ouverture m'a dit que sur 50 au départ, ils ne sont plus que cinq de l'équipe d'implantation », souligne Mélanie Basti-Ghuysen, représentante CGT au comité d'entreprise. La direction assure que la rotation des effectifs est liée à la jeunesse des employés. La syndicaliste pointe également la présence d'une clause de mobilité à 50 kilomètres dans les

contrats. « Elle est activée à mon sens pour punir les gens. Beaucoup sont menacés quand leurs responsables ne sont passatisfaits », affirme l'élue. Les différentes organisations syndicales ne sont toutefois pas unanimes sur la question. Fernando Sebadelha, délégué syndical national à la CFDT, syndicat majoritaire chez Action, reconnaît qu'il existe des épiphénomènes dans certains magasins : « C'est normal qu'Action soit exposé. Quelque 800 magasins, ce n'est pas anodin ». De son côté, la direction, peu loquace sur le sujet, ne nie pas qu'elle doit encore améliorer les conditions de travail. « Il ne faut pas être naïf. Nous devons toujours trouver le juste équilibre entre la satisfaction du client, le bien-être de l'employé et les paramètres économiques. Il peut arriver qu'à un moment donné, il y ait un déséquilibre dans ce triangle », concède Wouter de Backer.

En attendant, Action consolide son modèle et vient marcher sur les plates-bandes de nombreuses enseignes. « Je pense qu'on est concurrent de tout le monde ! » estime le DG. De façon surprenante, cette réussite a été plutôt bien accueillie dans le secteur de la distribution. « L'arrivée d'Action sur le marché français a remis en avant les enseignes à petits prix. Cela a aussi rappelé à nos clients que nous étions positionnés sur ce segment », assure Ivan Rapoport, dirigeant de La Foire'fouille.

Surtout, quand Action s'implante à côté d'une autre enseigne, le chiffre d'affaires de cette dernière a tendance à exploser. A Sainte-Geneviève-des-Bois, dans l'Essonne, Action avait ouvert en 2020 son plus grand établissement de France à côté d'un magasin Foire'Fouille. « Honnêtement, on n'a jamais fait autant de chiffre », reconnaît Ivan Rapoport. Même cas de figure pour le spécialiste de la décoration et du mobilier à petits prix Centrakor. « Lorsqu'on est à côté, cela draine du monde, d'autant que nos offres sont complémentaires », concède son PDG, Olivier Rondolotto. « Nous avons fait des analyses du chiffre d'affaires de nos magasins, quand un Action ouvre près de nous, cela a quasiment tout de suite un effet positif », confirme de son côté Rémy Adrien, fondateur de la chaîne de déstockage Noz. Être plébiscité y compris par ses concurrents, voilà encore une sacrée prouesse. *

Son arrivée sur le marché français a remis en avant les enseignes à petits prix



RÉPONDEZ À CE SOS

SOS
MEDITERRANEE

Votre don est vital
pour sauver des vies.
don.sosmediterranee.org



ENGOUEMENT

Nucléaire : le retour en grâce de Three Mile Island

Eteint il y a cinq ans, le réacteur 1 de la célèbre centrale américaine pourrait reprendre du service. Car les Etats Unis ont besoin d'énergie.

PAR SÉBASTIEN JULIAN

Sur le bord de la route, entre Falmouth et Middletown, en Pennsylvanie, un panneau rappelle le traumatisme survenu il y a quarante-cinq ans : « Le 28 mars 1979, et pendant plusieurs jours, à la suite de dysfonctionnements techniques et d'erreurs humaines, l'unité 2 de la centrale nucléaire de Three Mile Island a été le théâtre du pire accident nucléaire commercial du pays ». Installé en 2009 par les autorités locales, le message réveille la fibre écolo des touristes de passage. Mais, ici, seule une fraction de la population s'oppose encore à l'énergie de l'atome. La plupart des habitants ont tourné la page et sont même favorables à un redémarrage des activités sur place.

« À la fin des années 1970, la centrale de Three Mile Island comptait deux réacteurs, confie Mark Nelson, fondateur et directeur général de Radiant Energy, une société de conseil promouvant l'énergie nucléaire. Celui de l'unité 2 a définitivement fermé après l'accident. L'unité 1, elle, a continué de fonctionner pendant près de quarante ans, après un renforcement de son niveau de sûreté. » Son activité a cessé en 2019 pour des raisons économiques. Mais, aujourd'hui, la question d'une éventuelle remise en service est sur toutes les lèvres.

Redémarrer un réacteur sur un site dont l'histoire fut marquée à jamais par un relâchement de radioactivité et l'évacuation de milliers de personnes, l'initiative

passerait sans doute difficilement en France, où l'atome conserve de nombreux adversaires. En revanche, dans une Amérique pragmatique, prête à saisir les moindres opportunités économiques, l'hypothèse ne soulève guère d'opposition. Three Mile Island n'est même qu'un cas parmi d'autres.

Ces dernières années, les Etats-Unis ont fermé une douzaine de réacteurs pour des motifs financiers. Leur exploitation devenait trop coûteuse en raison de la concurrence des énergies renouvelables et de l'abondance de gaz naturel à prix cassé. Désormais, les médias américains se demandent combien parmi eux reprendront du service, tant les besoins en énergie sont énormes. Une partie des installations semble définitivement perdue. Certaines, comme Indian Point, au nord de New York, ou San Onofre, au sud de Los Angeles, sont déjà en cours de démantèlement. Ailleurs, les propriétaires n'ont pas effectué les travaux de maintenance nécessaires pour maintenir leur installation en assez bon état. Mais, selon diverses sources, au moins cinq réacteurs pourraient être rebranchés à court ou moyen terme.

La pression est forte. « Les centrales nucléaires américaines en exploitation fonctionnent presque à plein régime. Il y a donc peu de marges de manœuvre pour augmenter la production. Parallèlement, les besoins en énergie, liés notamment à la puissance de calcul informatique dans



l'intelligence artificielle, explosent. Une préoccupation majeure pour les entreprises. Nombre d'entre elles passent donc des contrats directs avec les producteurs d'électricité ou investissent dans leurs propres installations énergétiques », indique Mark Nelson. Ainsi, pour alimenter son énorme centre de données baptisé Cumulus, dans le nord-est de la Pennsylvanie, Amazon Web Services a sécurisé par contrat d'énormes quantités d'électricité. Celles-ci viendront directement de la centrale nucléaire de Susquehanna, située à proximité.

Ces arrangements entre le monde de la tech et celui de l'énergie seront bientôt légion, prédisent les économistes. Car les Etats-Unis manquent de sources d'énergie

Un fonds de 6 milliards de dollars a été voté en 2021 pour renflouer les centrales en difficulté



La centrale nucléaire Three Mile Island en 2019, avant sa fermeture.

fiable et décarbonée. Dans ce contexte, le redémarrage des centrales encore en bon état prend tout son sens. Il permet d'accroître la quantité d'énergie disponible sans avoir à payer le coût faramineux d'une installation neuve. Cerise sur le gâteau, les aides financières pleuvent, réduisant encore davantage le coût de l'opération.

La loi sur la réduction de l'inflation (IRA) prévoit d'octroyer jusqu'à 30 milliards de dollars de crédits d'impôt aux producteurs d'énergie nucléaire dans les dix prochaines années. Un autre texte, adopté en 2021, met à disposition un fonds de 6 milliards de dollars pour renflouer les centrales en difficulté. Le département de l'Énergie américain ne cache pas son engouement pour l'atome : selon lui, les États-Unis doivent tripler leur production nucléaire d'ici à 2050 afin d'atteindre leurs objectifs climatiques. Et ce, malgré les progrès accomplis dans l'éolien et le solaire !

Stoppée en 2022, la centrale de Palisades, dans le Michigan, devrait être la première à bénéficier de ces conditions financières exceptionnelles. Son propriétaire, Holtec, a négocié une garantie de prêt de 1,5 milliard de dollars pour la remise en

service de son installation, sa modernisation et son exploitation jusqu'en 2051. Certes, le financement de l'opération reste subordonné à l'obtention des autorisations réglementaires. C'est la première fois qu'une installation nucléaire est réactivée ainsi outre-Atlantique. Il n'existe donc pas de mode d'emploi administratif. Mais les équipes d'Holtec estiment que le projet avance rapidement. Elles tablent sur une production d'électricité dès la fin de l'année 2025. Les élus locaux espèrent déjà en tirer des bénéfices : le redémarrage de la centrale injecterait 363 millions de dollars dans l'économie locale.

« D'autres acteurs disposant d'une centrale nucléaire récemment arrêtée sont prêts à tenter l'aventure », assure Jigar Shah, le directeur du bureau des programmes de prêts du département américain de l'Énergie, interrogé par l'agence Bloomberg. Ce financier courtisé refuse de citer le nom des lieux concernés. « Mais l'un des meilleurs candidats est sans doute Three Mile Island », assure Mark Nelson. Contrairement à Palisades, dont le propriétaire ignore tout de la gestion d'une centrale – son but initial était d'en organiser le

démantèlement –, l'unité 1 appartient à un acteur dont la réputation n'est plus à faire, Constellation Energy, qui gère le parc de réacteurs le plus important du pays. Son directeur général, Joe Dominguez, se dit favorable à quelques réouvertures, sans plus de précision. Les élus et la population locale espèrent une décision rapide, synonyme de plusieurs centaines d'emplois, et de recettes fiscales.

Si ce n'est pas l'unité prévue qui redémarre, ce sera peut-être un nouveau modèle plus petit. Les centrales nucléaires existantes ou en cours de fermeture constituent, en effet, des sites intéressants pour les petits réacteurs modulaires, dont le développement est en pleine effervescence outre-Atlantique. Pour autant, grâce aux aides de l'État, la rentabilité d'une grosse installation semble assurée à court et moyen terme. Ce n'était pas le cas il y a cinq ans. À l'époque, Three Mile Island était la seule des cinq centrales nucléaires de l'État de Pennsylvanie à perdre de l'argent – 57 millions de dollars en 2019.

Aujourd'hui, les crédits pour la production d'énergie nucléaire inclus dans la loi garantissent un coût de production proche de 42 dollars par mégawattheure jusqu'en 2032. Or les entreprises les plus gourmandes en énergie n'hésitent pas à payer le double pour sécuriser leurs approvisionnements. Cette convergence d'intérêt entre producteurs et gros consommateurs d'électricité inspirera-t-elle d'autres réouvertures ailleurs dans le monde ? Pour l'heure, les exemples de réhabilitation de centrales restent rares en dehors des États-Unis. Au Japon, 12 réacteurs sur 33 ont repris un fonctionnement normal depuis l'accident de Fukushima en 2011. Il en faudrait dix de plus pour réduire la facture énergétique du pays, devenu accro aux importations de gaz. Le géant de l'électricité Tepco bataille pour obtenir le feu vert nécessaire au rallumage de plusieurs unités sur son site de Kashiwazaki-Kariwa. Mais cette relance divise le pays.

« En France, le redémarrage est pratiquement impossible une fois que l'arrêt définitif de la centrale nucléaire a été prononcé par l'Autorité de sûreté et acté dans un décret », explique Dominique Grenèche, physicien, membre de

► l'association Défense du patrimoine nucléaire et du climat. De plus, la réglementation française oblige l'exploitant EDF à démarrer les opérations de démantèlement le plus tôt possible. Pour l'expert, le vrai problème est ailleurs. « Les responsables de ces fermetures s'arrangent parfois pour qu'aucun retour en arrière ne soit possible d'un point de vue technique en sabotant volontairement l'installation. Ce genre d'opérations a été menée à deux reprises, pour Superphénix et pour Fessenheim. »

L'Allemagne aura peut-être plus de chance. « Ce pays possède l'une des politiques les plus préservatrices au monde. Bien qu'arrêtés, certains de ses réacteurs sont toujours en très bon état. Ils pourraient donc être théoriquement redémarrés après les élections prévues en 2025 », estime Mark Nelson. Le spécialiste a déjà fait ses calculs. Outre-Rhin, dix réacteurs pourraient être remis en service pour le coût d'un exemplaire neuf. Dans certains cas, l'addition serait conséquente – plusieurs milliards d'euros. Mais dans

d'autres, il « suffirait » de quelques centaines de millions et d'un délai inférieur ou égal à deux ans pour terminer les réparations et les tests nécessaires. « Cela permettrait de fournir de l'électricité à des millions de citoyens allemands », assure Mark Nelson. Encore faut-il le vouloir sur un plan politique. Le site de l'ancienne centrale nucléaire de Kalkar, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, devait accueillir un réacteur surgénérateur à neutrons rapides. Il est devenu un parc d'attractions. Tout un symbole. ✱

DÉFAILLANCES

Panique à la centrale

En mars 1979, Three Mile Island devient le théâtre du premier incident nucléaire civil majeur.

L'accident nucléaire de Three Mile Island démarre le 28 mars 1979 à 4 heures du matin, par une simple panne technique empêchant le refroidissement des générateurs de vapeur, dont le rôle est d'alimenter les turbines pour la production d'électricité. Le dispositif de sécurité automatique se met en place. Mais une succession de défaillances et d'erreurs humaines – vanne bloquée, personnel mal formé... – finit par provoquer l'irréparable : la fonte de près de la moitié du combustible dans le cœur du réacteur et le relâchement de gaz radioactifs dans l'atmosphère. Salariés de la centrale, élus ou même journalistes, personne n'est préparé à vivre ce genre d'accidents. Les cafouillages se multiplient à tous les niveaux.

Quelques heures après les faits, le gouverneur adjoint de Pennsylvanie convoque une conférence de presse. « Tout est maîtrisé. Il n'y a pas eu et il n'y a pas de danger », s'empresse-t-il de dire. Mais la réalité le rattrape lorsque, neuf heures et cinquante minutes après le début de l'accident, une explosion localisée d'environ 320 kilos d'hydrogène ravive les craintes des équipes sur place, qui manquent d'informations sur l'état du cœur. Le 30 mars 1979, le gouverneur et la Nuclear Regulatory Commission (NRC)

font évacuer les femmes enceintes et les très jeunes enfants dans un rayon de 8 kilomètres autour de la centrale, renforçant l'angoisse générale. Au total, 140 000 personnes quittent la région dans la précipitation.

La stabilisation du cœur de la centrale ainsi que la visite du président américain Jimmy Carter et de sa femme deux jours plus tard ramènent un peu de calme. Mais le mal est fait. Même si l'accident ne s'est traduit par aucune victime et qu'il n'a entraîné qu'un relâchement minime de radioactivité, l'image de la filière nucléaire est sérieusement ternie. D'autant que deux

mois avant cette fuite, l'Autorité de sûreté américaine avait identifié dans un rapport une centaine d'imperfections touchant les centrales, dont 17 jugées prioritaires car potentiellement dangereuses pour la population.

« Avec du recul, on peut dire qu'il s'agissait d'un bon accident, glisse un expert de l'atome. La médiatisation a certes été forte, mais les conséquences sont restées minimales, car l'enceinte de confinement a bien joué son rôle. Par ailleurs, l'incident nous a permis d'apprendre de nombreuses choses, sur le facteur humain par exemple, et d'élever ensuite le niveau général de sûreté. » Désormais, la NRC impose une réglementation plus contraignante, augmente le nombre d'inspections de sécurité... Quarante-cinq ans après les événements de Three Mile Island, une partie du grand public considère toujours que le risque nucléaire reste trop élevé. Les professionnels, eux, mettent en avant la sûreté extrêmement poussée des réacteurs. Car, depuis le drame de Fukushima en 2011, la filière a mis en place de nouvelles mesures destinées à renforcer la sécurité des installations. « Nous atteignons la limite de ce que nous pouvons faire, estime un expert. Mais il y aura toujours un risque humain. » ✱ S. J.

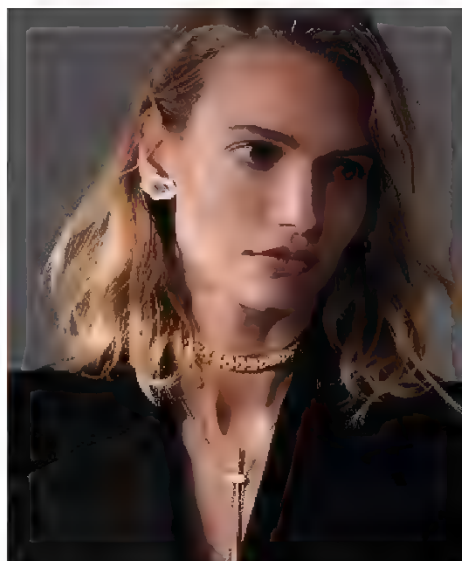


Le personnel de la centrale nettoie le bâtiment contaminé (1979).

J. G. KEMENY ET COLL.



1
2



1 ZENITH, DEFY REVIVAL A 3648

Lancée en 1969, c'était une des montres bracelets en acier avant gardistes et robustes de ZENITH destinées à un usage spécifique. ZENITH présente le remake de l'une de ses montres de plongée vintage les plus recherchées, la DEFY Revival A3648. La A3648 était non seulement l'une des premières montres bracelets DEFY, mais aussi l'une des premières montres de plongée DEFY.

Même d'après les normes actuelles, l'A3648 réalisait des performances incroyables dans une montre qui conjugait harmonieusement le style et la substance.

Prix 8 000 euros

2 NOMIS JEWELRY, UNE UKRAINIENNE À PARIS

NOMIS Jewelry a été fondée en 2020 en Ukraine par Alyona Kiperman. Maître mot de la maison, la versatilité, qui se retrouve dans chacune des pièces pleines d'audace imaginées par la créatrice. Ainsi un collier se transforme en boucles d'oreilles ou un car cuff en ornements pour doigts...

nomisjewelry.com

3 MAH JONG OUTDOOR, DESIGN HANS HOPFER, TISSUS MISSONI

Cet été, le canapé Mah Jong outdoor s'habille de nouveaux tissus Missoni. Les rayures en zigzag, distinctives de la maison de Mode, répondent au nouveau tissu au motif de ruban graphique, rappelant le dessin des bases ajourées du Mah Jong. Le tissu Passiflore, emblématique du canapé est présenté dans une coloration aux tonalités acidulées.

Informations sur [roche bobois.com](http://rochebobois.com)

4 UN COFFRET RHUM SAINT JAMES VSOP POUR LA FÊTE DES PÈRES

Le Rhum Vieux Pure Canne VSOP est un bel exemple du savoir faire de SAINT JAMES. Il a vieilli un minimum de 4 ans dans des petits fûts de chêne tropical. En bouche, ses notes torréfiées se mêlent remarquablement à celles épicées (vanille, cannelle). Un fond de très vieux rhum aux saveurs de fruits confits enrobe l'ensemble. Présenté dans un élégant coffret avec deux verres, il fera le cadeau parfait à offrir lors de la fête des pères !

70 cl - 43% vol.

11,90 euros (coffret avec deux verres)

* Prix Marketing Conseillé

5 NOUVELLE MG3 HYBRID+, LA CITADINE HYBRIDE SANS RECHARGE

La nouvelle MG3 Hybrid, c'est la citadine hybride polyvalente qui va vous emmener plus loin grâce à sa motorisation « Full Hybrid » non rechargeable. Elle propose une conduite électrique jusqu'à 60km/h, une excellente insonorisation et de nombreuses aides à la conduite MG Pilot pour une conduite en toute sérénité.

Rendez-vous sur mgmotor.fr ou dans l'une de nos 160 concessions

NOS ENVIES



3



4
5



LA SÉLECTION DU SERVICE COMMERCIAL DE L'EXPRESS

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

INTERDIRE OU NON

L'Europe à l'épreuve du cas TikTok

L'Union européenne, à l'inverse des Etats Unis, n'entend pas punir le réseau social en raison de ses liens avec la Chine.

PAR ANNE CAGAN ET MAXIME RECOQUILLÉ

« **L'**art de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat », a écrit le stratège militaire Sun Tzu. Cette phrase résonne étrangement à l'heure où TikTok et les Etats-Unis sont à couteaux tirés. Le réseau social originaire de Chine y est considéré comme une arme cognitive, un outil d'espionnage et d'influence dissimulé derrière une cascade de vidéos de passions heureuses et de plaisanteries enfantines. Fin avril, dans un rare mouvement transpartisan, le Congrès a ainsi voté une loi visant à interdire l'application d'ici à un an, si elle ne coupe pas entre-temps ses liens avec l'empire du Milieu. Alors, bye-bye, TikTok ?

Le dossier contre l'application est, en réalité, plus bancal qu'il n'y paraît. Et il y a de bonnes et de mauvaises raisons de se méfier de ce réseau social. Les plus solides relèvent de la santé publique, et sont précisément celles que l'Europe a choisi d'investiguer. TikTok étudie-t-il en profondeur les risques, notamment de « dépendance comportementale », que son outil suscite ? Que fait-il pour les atténuer ? Empêche-t-il suffisamment les mineurs d'accéder à des contenus inappropriés ? A ces questions, TikTok n'a pour le moment pas apporté de réponses satisfaisantes. Raison pour laquelle il fait l'objet de deux enquêtes ouvertes par la Commission européenne.

Les Etats-Unis mettent régulièrement en avant deux autres menaces :

que Pékin se serve de TikTok pour espionner les Occidentaux et pour influencer leurs opinions. Malgré les débats houleux outre-Atlantique, le dossier, à ce niveau, est cependant mince. En 2022, ByteDance Ltd, la maison mère de TikTok, a indiqué que des salariés du groupe avaient utilisé des données de la plateforme pour traquer des journalistes ayant écrit à son propos. Le groupe a affirmé qu'il s'agissait d'une initiative qu'il n'avait en

Le « coût politique » d'une suspension pas suffisamment étayée pourrait être élevé

aucun cas ordonné et qu'il condamnait, avant d'en licencier les auteurs. L'affaire peut toutefois légitimement inquiéter. Quelques mois plus tard, la Commission et le Parlement européens ont d'ailleurs interdit à leur personnel d'utiliser TikTok sur leurs appareils professionnels.

Hormis ce cas, les autorités américaines n'ont guère présenté d'éléments à charge concrets. TikTok a accepté de faire des efforts inédits dans le monde des réseaux sociaux afin d'héberger aux Etats-Unis et en Europe les données des utilisateurs de

ces zones (les projets Texas et Clover). Par ailleurs, « il n'y a pas d'éléments concrets suggérant que l'application censurerait certains narratifs, par exemple ceux n'allant pas dans l'intérêt de la Chine », observe Marc Faddoul, fondateur de l'organisation à but non lucratif AI Forensics, qui enquête sur les algorithmes influents et opaques. Ainsi que le rappelle le chercheur en sciences politiques Pierre Sel, cofondateur du portail français d'information et de recherche sur la Chine EastIsRed : « L'administration du cyberspace chinois a aussi des réalités humaines. Elle ne compte pas 500 000 ingénieurs prêts à décrypter l'ensemble du trafic de TikTok dans le monde. »

Dans le fond, ce que reprochent les Etats-Unis à TikTok, ce sont les liens qu'il a possiblement toujours avec la Chine. Le réseau social clame son indépendance à l'égard de son pays d'origine. « ByteDance Ltd est basée aux îles Caïmans, tout comme beaucoup d'entreprises américaines de l'entertainment », rappelle l'entreprise à L'Express. Une partie de sa direction est aux Etats-Unis ou en Europe et la majorité de ses investisseurs sont étrangers. Néanmoins, pointe le rapport de la commission d'enquête du Sénat français sur TikTok, en 2023, cette structure est probablement une « *variable interest entity* » (VIE), une organisation fréquente pour les entreprises chinoises mondialisées, afin d'avoir plus facilement accès à des capitaux étrangers. Son fondateur, le Chinois Zhang Yiming, conserve 20 % de la société, précise le document. « Et, dans une VIE, le nombre de parts n'est pas proportionnel au pouvoir de décision », rappelle la juriste Isabelle Feng, spécialisée dans la gouvernance des entreprises chinoises. « L'application, comme d'autres, doit ainsi en référer au Parti communiste. TikTok peut s'en défendre, contester certaines demandes, mais jamais s'y opposer totalement. C'est le principe de la dictature », poursuit-elle. La commission d'enquête du Sénat français souligne enfin que TikTok a « besoin des technologies, des brevets et des ingénieurs de la branche de Pékin, véritable cœur de la société ByteDance ».

La bataille dans laquelle les Américains se lancent avec TikTok est avant tout politique. Washington a entamé un bras de fer avec Pékin, qui ne cache pas ses intentions de lui ravir sa couronne de première



puissance mondiale. Cette nouvelle guerre froide est particulièrement visible dans le secteur tech. Le géant des télécoms Huawei a ainsi été banni du sol américain. Les câbles Internet sous-marin chinois n'y sont pas davantage les bienvenus. Et les Etats-Unis restreignent toujours plus l'export vers la Chine des générations de puces les plus sophistiquées, notamment celles dont se servent les spécialistes de l'intelligence artificielle générative. La voie empruntée par les Etats-Unis dans l'affaire TikTok n'est cependant pas sans risque. Le « coût politique » d'une suspension de l'application pourrait être élevé si elle n'est pas dûment étayée, pense Mark Corcoral, doctorant au

Centre de recherches internationales (Ceri) de Sciences Po et spécialiste de la politique de sécurité nationale des Etats-Unis : « L'interdiction de TikTok va permettre à énormément d'Etats et d'acteurs politiques antiaméricains de pointer leur hypocrisie sur la liberté d'expression. »

Le Vieux Continent a des intérêts et des contraintes différents de l'Oncle Sam. Dans le domaine de la transition climatique, par exemple, l'Europe est pour l'heure très dépendante de la Chine, en pointe dans la fabrication à coût compétitif de panneaux solaires, d'éoliennes et de véhicules électriques. Plus globalement, « l'Union européenne, depuis sa création,

est pour l'essentiel structurée autour du marché intérieur. Et, hormis des circonstances exceptionnelles telles que la période Covid, elle a affiché des excédents commerciaux la majeure partie de ces vingt-cinq dernières années. La majorité des pays européens sont donc attachés à protéger le libre-échange », observe Bruno Alomar, auteur de *La Réforme ou l'insignifiance. Dix ans pour sauver l'Union européenne* (Ed. de l'école de guerre). Que l'Europe s'attaque à une entreprise sans motif valable enverrait donc un signal inquiétant.

Même si l'administration de Bruxelles a eu quelques mots durs contre TikTok, elle aborde ce dossier explosif plus habilement que les Etats-Unis. Avec le Digital Services Act (DSA) et le Digital Markets Act (DMA), l'UE s'est dotée d'armes très puissantes pour enquêter sur les plateformes numériques, les réguler et sanctionner leurs abus. Ce cadre, inédit dans le monde, lui permet de traiter TikTok en fonction des problèmes qu'il pose réellement, et non selon la nationalité de ses actionnaires. C'est la bonne méthode. D'abord, car comme Facebook ou X, TikTok est un outil d'exercice d'une liberté fondamentale : la liberté d'expression et de communication. « Celle-ci doit certes se concilier avec d'autres droits de valeur constitutionnelle mais en considérant qu'elle est une condition même de la démocratie », met en garde Marc Mossé, associé du cabinet d'avocats August Debouzy et spécialiste en droit de la régulation des plateformes numériques.

Pour que ce plan fonctionne, toutefois, deux facteurs sont fondamentaux. D'abord, que l'Europe ait la capacité de détecter les abus s'il s'en produit. Une gageure. « Il est difficile de contrôler le fonctionnement d'un algorithme de recommandation de réseau social. Il faut recourir à des contrôles humains et automatisés, utilisant de multiples comptes pour avoir de multiples angles de vue et pouvoir mesurer des tendances sur la durée », confie Jérôme Billois, associé en cybersécurité du cabinet Wavestone. Ensuite, si des problèmes sont constatés chez TikTok, mais s'observent aussi chez ses rivaux américains, l'UE devra les sanctionner à l'identique. C'est la condition sine qua non pour que ses règles du jeu flamboyantes ne soient pas remises en question. *

Rapport de force

Thierry Breton : « Il faut que TikTok respecte ses obligations »

Le commissaire européen analyse les questions soulevées dans l'UE par le réseau social chinois, qu'il souhaite traiter comme ses rivaux américains.

On ne présente plus TikTok, sa cascade infinie de vidéos courtes, souvent joyeuses, parfois entrecoupées de clips moins amusants sur l'état du monde. Ce mélange d'info-divertissement est à l'origine de son immense succès : près de 2 milliards d'utilisateurs à travers le monde, parmi lesquels un tiers des habitants de l'Union européenne (UE), qui y passent souvent plus d'une heure par jour. Parfois trois ou quatre, particulièrement chez les moins de 30 ans, la cible de TikTok. Forcément, l'Europe garde un œil attentif sur ce réseau social. C'est ce que rappelle Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur et porteur des réglementations sur le numérique comme le DSA (Digital Services Act), le DMA (Digital Markets Act) ou encore l'AI Act, dans un entretien donné à L'Express. Ses services ont ouvert une enquête, en février, sur l'application, au regard de la protection des mineurs et de sa dimension addictive. Plus récemment, la version « Lite » de TikTok, consistant à rémunérer en cartes cadeaux ses utilisateurs les plus assidus, a été suspendue sur le continent juste après sa parution.

Au-delà des problèmes posés par son extrême viralité – comparable à celle de Facebook, Instagram, YouTube, X ou Snapchat –, TikTok soulève une autre question liée à son origine, chinoise. Un régime communiste mené d'une main de fer par Xi Jinping, qualifié de « rival systémique » par l'UE et régulièrement pointé du doigt pour ses tentatives d'espionnage et de désinformation à l'encontre des démocraties occidentales. Pour ces motifs, les Etats-Unis, en conflit économique ouvert avec la Chine, ont tranché pour une interdiction sèche au cours de l'année, si ByteDance, le propriétaire de TikTok, ne coupe pas ses liens avec son pays de naissance. L'Europe, alliée des Etats-Unis, pourrait-elle, si cette interdiction se concrétisait, s'engager dans la même voie ?

La Commission européenne a ouvert deux enquêtes visant TikTok. Où en sont-elles ?

Thierry Breton Nous avons ouvert dès février une première enquête sur TikTok. Elle porte sur un design potentiellement addictif de la plateforme et le manque d'un mécanisme efficace de vérification de l'âge. La seconde enquête porte sur TikTok Lite, une nouvelle application introduisant des incitations financières pouvant pousser les jeunes à passer plus de temps sur leur téléphone. Nous craignons que celle-ci n'ait

On veille à ce qu'aucune puissance n'émette des fake news, ne procède à de la désinformation

pas fait l'objet d'une analyse préalable des risques adéquate. Le 22 avril, nous avons donc indiqué à TikTok que l'entreprise disposait de quarante-huit heures pour expliquer comment elle estimait se conformer à la loi – sous peine de voir la fonctionnalité suspendue. La plateforme a préféré retirer d'elle-même cette fonctionnalité pour une durée de soixante jours. L'enquête reste donc ouverte, même si la fonctionnalité s'est éteinte d'elle-même. Nous attendons désormais les conclusions des deux enquêtes, qui, je l'espère, arriveront rapidement. Mais une chose est claire : grâce au DSA, les rapports de force ont changé. Les plateformes l'ont reconnu et prennent désormais nos lois européennes très au sérieux : nous n'avons pas eu besoin d'utiliser pleinement notre arsenal juridique pour les obliger à s'adapter à nos règles.

Les Etats-Unis s'avancent vers une interdiction totale de TikTok sur

leur territoire. Que pensez-vous de ce choix ?

Les Etats-Unis sont dans une situation particulière. Le pays cherche à réguler son espace informationnel, mais n'y arrive pas. Il est très difficile d'y faire voter des lois compte tenu de l'opposition systématique entre les deux chambres du Congrès : le Sénat et la Chambre des représentants. Les Etats-Unis subissent par ailleurs un intense lobbying de la part de leurs propres entreprises, les Gafam. L'Europe aussi, bien sûr, nous ne sommes pas dupes. Mais nous avons su résister, en votant les règlements sur les services et les marchés numériques, le DSA et le DMA.

Les Américains n'ont, eux, que deux instruments. Soit une régulation volontaire venant des grandes plateformes elles-mêmes, mais dont on sait déjà qu'elle ne fonctionne pas. Soit des décrets présidentiels, aux effets limités. Dans tous les cas, quand une action est prise et qu'elle ne s'appuie pas sur un texte de loi avec un corpus de jurisprudence, ces décisions sont contestables et contestées. Débutent alors de longues discussions, des saisines de tribunaux, des appels, avec des armées d'avocats de part et d'autre. La pièce tombe parfois du côté pile, parfois du côté face. Un climat incertain. C'est pour cela que toutes les grandes démocraties ont besoin de se doter de règles de droit claires qui leur permettent de reprendre le contrôle politique sur l'espace informationnel et donner de la sécurité juridique aux acteurs. Ce n'est pas encore le cas aux Etats-Unis.

L'Europe pourrait-elle s'engager sur une voie similaire dans le dossier TikTok ?

Nos règlements permettent de prononcer l'interdiction temporaire d'une plateforme qui ne respecterait pas nos règles. Et cela peut intervenir rapidement. Mais une telle décision reste, en dernier recours et en cas de menaces graves, dans les mains d'un juge, au terme d'un processus très encadré et respectueux des différentes parties prenantes. C'est ce qui nous différencie des autres. Les Etats-Unis, on l'a dit, n'ont pas encore réussi à trouver un consensus démocratique sur cette question. La Chine ou la Russie, quant à elles, reposent sur des systèmes autocratiques, édictant leurs propres règles avec des pratiques de surveillance de masse. La voie européenne est



Thierry Breton estime que les rapports de force ont changé avec les plateformes.

une voie pleinement démocratique. Je l'accorde volontiers : ce n'est pas la plus facile. Mais c'est la meilleure. Et je pense que beaucoup aimeraient s'inspirer de ce qu'on a fait en Europe avec le DSA et le DMA. On oppose souvent régulation et innovation, mais pour avoir des innovations bénéfiques, il faut des règles réfléchies et claires.

En 2022, ByteDance, la maison mère de TikTok, a indiqué que des salariés de son groupe avaient utilisé des données de la plateforme pour traquer des journalistes ayant écrit à son propos. Le groupe assure qu'il s'agit d'une initiative malencontreuse

qu'il condamne. Un tel précédent vous inquiète-t-il ?

Au départ, TikTok était une plateforme à usage récréatif. Aujourd'hui, nous voyons bien que d'autres utilisations peuvent en être faites. L'UE a donc conclu, pour des raisons de cybersécurité, que l'application n'avait pas sa place sur les téléphones des fonctionnaires européens, dans le cadre de leurs responsabilités. L'ensemble des institutions de l'UE ont fait de même, interdisant à tous leurs fonctionnaires et vacataires d'installer cette application sur leurs appareils.

ByteDance est enregistrée aux îles Caïmans, avec un actionnariat jugé

« opaque » par moult observateurs. C'est l'une des principales critiques que lui adressent les Etats-Unis. L'Europe, elle, est-elle satisfaite des informations fournies par le groupe ?

Notre régulation ne s'intéresse pas à l'actionnariat. Il est d'ailleurs souvent fluctuant. Ce qui compte, c'est la manière dont les services sont opérés, leur respect des règles très précises qui sont désormais les nôtres. L'important, c'est que ces plateformes aient un représentant en Europe. Qu'on puisse les identifier, entrer en discussion avec elles et prendre des sanctions si les obligations prévues dans le Digital Services Act et le Digital Markets Act ne sont pas respectées. Cela peut être pécuniaire, jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires mondial pour le DSA, 10 % pour le DMA, voire mener à des interdictions temporaires d'émettre sur le continent, ou encore à les obliger à scinder leurs activités. Le DSA et le DMA ne sont pas les seuls textes

**Je le dis sans menacer
qui que ce soit
en particulier : la loi
sera appliquée**

européens qui régulent les plateformes. Le RGPD, en vigueur depuis 2018, leur impose aussi des obligations strictes en matière de protection des données personnelles. Et le fait que les données des citoyens européens restent sur le continent est un point important pour nous.

On veille enfin à ce qu'aucune puissance ne vienne émettre des fake news, procéder à de la désinformation. Avec une vigilance accrue en période électorale. Des actions malveillantes tombent sous le coup de nos différentes législations européennes. Pour le moment, nous n'avons pas ouvert d'enquête sur TikTok sur ces sujets. En revanche, contre X et Meta, oui, respectivement les 18 décembre et 30 avril derniers.

TikTok utilise des mécaniques similaires à celles d'autres réseaux sociaux. Il soulève néanmoins des questions inédites. L'application est

► **Interdite dans son pays d'origine, la Chine, où subsiste une version locale édulcorée, Douyin. Pékin, du reste, n'autorise pas des plateformes américaines comme Facebook ou Twitter sur son sol. Dans ce contexte, faut-il traiter TikTok comme n'importe quel autre réseau social ?**

A partir du moment où TikTok respecterait ses obligations – j'utilise le conditionnel car nous avons soulevé des griefs très sérieux contre TikTok dans les enquêtes en cours –, il n'y aurait pas de problème. Sinon, nous prendrions des mesures. Et je constate que les plateformes se sont déjà adaptées. Le TikTok d'aujourd'hui n'est plus celui d'il y a un an : par exemple, il n'y a plus de publicité ciblée pour les enfants. Il y a également la possibilité d'avoir un « fil » non personnalisé, potentiellement moins addictif, donc. Est-ce suffisant ? Non, TikTok doit encore évoluer. Mais nous n'agissons jamais comme la Chine, qui est un système autocratique. Nous, on ne contrôle pas l'espace informationnel en ligne, on y applique simplement les mêmes règles de droit que dans l'espace physique.

Auparavant, les Etats n'avaient pas les moyens d'entrer en discussion avec les plateformes. « Faites-nous confiance », leur disaient-elles en substance. On a vu où cela nous a conduits. Avec la régulation européenne, le rapport de force a changé. Et les plateformes l'ont bien compris. Le marché européen est une fois et demie plus important que celui des Etats-Unis, il ne faut jamais l'oublier. L'accès à ce très grand marché offre de vastes possibilités, mais crée aussi des obligations à ceux qui souhaitent y pénétrer. Donc les plateformes changent, elles s'adaptent car elles ne peuvent pas s'en priver. Certaines le font plus rapidement que d'autres mais toutes devront s'y plier.

Je le dis sans menacer qui que ce soit en particulier : la loi sera appliquée. Ainsi, quand surviennent des événements tragiques comme ceux du 7 octobre, en Israël, nous avons pu imposer le retrait rapide d'un nombre important de contenus illégaux face à la résurgence de propos haineux et antisémites.

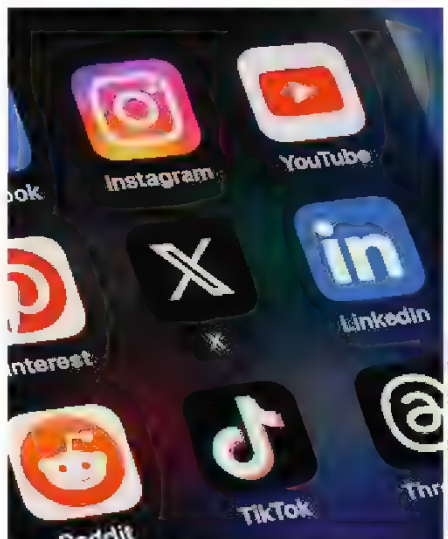
Le socle juridique de l'Europe pour réguler les réseaux sociaux est solide. La clé dans cette affaire est cependant



Thierry Breton souligne que le TikTok actuel n'est plus celui d'il y a un an.

d'avoir les moyens techniques et humains adéquats pour détecter efficacement et rapidement d'éventuels actes de malveillances. L'Union européenne a-t-elle ces ressources ?

L'application du droit est un combat sans fin et il faut se doter des équipes et des compétences pour pouvoir le faire respecter. Nous avons déjà recruté 160 spécialistes environ, des ingénieurs, data-scientists, spécialistes de l'intelligence artificielle – et le recrutement continue. Ils ont la latitude nécessaire pour enquêter sur les algorithmes, poser les bonnes questions,



L'application du droit pour réguler les réseaux sociaux : « un combat sans fin ».

et même faire des « descentes » opérationnelles auprès des hébergeurs. Un certain nombre de ces experts européens viennent d'ailleurs directement de la Silicon Valley. Ces capacités sont inédites. Nous travaillons aussi en équipe avec les autorités de chaque Etat membre, qui ont un rôle important à jouer pour une mise en œuvre efficace du DSA. Nous disposons également de « signaleurs de confiance » nommés par les autorités des Etats membres pour leurs expertise et compétences particulières dans la lutte contre les contenus illicites. La plateforme a l'obligation de les prendre en compte.

Je crois enfin beaucoup au travail des ONG et des chercheurs, qui commencent – cela n'a pas été chose aisée – à travailler sur les données liées au fonctionnement des plateformes. Il y a quelques semaines, je participais à un événement du EU/US Trade and Technology Council (TTC) en Belgique, où étaient réunis des chercheurs européens et certains de leurs homologues américains, spécialistes de ces questions, venus discuter du contrôle des plateformes. Pourquoi ici en Europe ? Car ces derniers n'ont pas, chez eux, un accès de ce type aux plateformes !

En 2024 se tient un nombre record d'élections à travers le monde. Les pays concernés n'ont pas tous la même manière de réguler l'espace numérique. Etes-vous inquiet de l'impact que peuvent avoir les réseaux sociaux sur ces événements d'importance capitale ?

Nous avons sensibilisé les plateformes à la désinformation, réalisé des « stress test » fin avril. Il est très important que la modération soit faite dans la langue de chacun des pays de l'UE. Nous avons également ouvert des enquêtes sur ces questions, notamment auprès de X et de Meta. Plus généralement, l'ensemble des acteurs qui voudraient utiliser ces plateformes pour y mener des campagnes de désinformation doivent savoir que nous avons désormais les moyens de les suivre et de les traquer. Les plateformes, quant à elles, doivent faire le travail pour se mettre en conformité sur ce sujet. Certaines sont encore loin du compte. Nous les suivons de près. *

**PROPOS RECUEILLIS
PAR ANNE CAGAN ET
MAXIME RECOQUILLÉ**



Près de 30 % des habitants de l'archipel ne bénéficient pas de raccordement à l'eau potable, une entorse au droit français.

MAYOTTE

Enquête aux sources de l'épidémie de choléra

Des documents confidentiels révélés par L'Express pointent une série de manquements ayant favorisé la propagation de la maladie.

PAR ANTOINE BEAU

Et soudain, le passé a resurgi. Cent trente-deux ans qu'aucune épidémie de choléra n'avait été à déplorer dans notre pays. Même si des malades y importent régulièrement la bactérie, elle ne s'était plus jamais diffusée. Jusqu'à ce qu'elle flambe subitement, en avril 2024, dans les bidonvilles de M^{rs} Tsangamouji et de Koungou, deux villes du nord de Mayotte. Le 29 mai, 125 cas avaient été enregistrés, quasiment

tous dans les zones d'habitations illégales de migrants que l'Etat tente actuellement de démanteler. A l'heure où nous bouclons ces pages, deux personnes sont déjà décédées. Pour retrouver pareille propagation, il faut revenir en 1892, dans la crasse des cellules d'antan. *Vibrio cholerae* avait infecté un détenu à Nanterre, dans l'Ouest parisien, avant de se répandre, profitant des défauts des égouts d'alors.

L'Express s'est procuré deux analyses confidentielles rédigées par des

scientifiques et remises aux autorités sanitaires. Ces rapports désignent un coupable à cette résurgence anormale : l'absence de raccordement à l'eau de ces bidonvilles. Une entorse au droit français, dans un département où les pressions sont nombreuses pour que les étrangers n'aient pas accès à cette ressource vitale. Alors que garantir l'accès à l'eau fait partie des leviers les plus importants dans la lutte contre cette maladie, aucune correction n'a été faite. Du moins, pas à l'endroit des deux foyers épidémiques. Et ce, jusqu'au début du mois de mai, après que le nombre de cas y a explosé. C'est ce que souligne un rapport d'enquête sanitaire remis à l'agence régionale de santé (ARS) le 24 mai.

« Malgré le nombre élevé d'habitants et la survenue précédemment d'une épidémie de fièvre typhoïde, il n'existait pas de ressource en eau potable au cœur même du quartier », est-il ainsi exposé dans ce rapport que révèle L'Express. Son auteur, le Pr Renaud Piarroux, grand spécialiste français du choléra dépêché sur place, insiste principalement sur la situation du bidonville de Kierson, à Koungou, là où la plupart des malades ont été pris en charge. Pour disposer d'eau à Kierson, il faut la transporter dans des bidons depuis

► les bornes-fontaines payantes situées en contrebas du quartier. Et marcher sur des centaines de mètres, en pente raide. Que ce soit pour boire, se laver ou même faire leurs besoins, les habitants ont donc dû se tourner vers la rivière Kirissoni. Une sorte de caniveau à ciel ouvert en bordure duquel s'entassent quelque 5 000 personnes. C'est précisément dans ces configurations que se développe le choléra.

Un deuxième document confirme ce diagnostic. Il s'agit d'une note, rédigée par la présidente du Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars), Brigitte Autran, et remise au ministre délégué à la Santé, Frédéric Valletoux. (Cette note a finalement été publiée après la parution de notre enquête sur L'express.fr.) « La limitation des points d'accès à l'eau qui persiste [...] à ce jour n'est pas défendable », peut-on y lire. En théorie des ajouts auraient dû être faits dès février, à l'arrivée du choléra aux Comores, d'où viennent la plupart des personnes en situation irrégulière. Les risques étaient connus : dès le 26 avril, Santé publique France avait publiquement demandé à « assurer et/ou maintenir à minima » ces accès. Mais, à Mayotte, la question de l'eau ne fait pas l'objet d'un consensus. Elle est au cœur de polémiques qui dépassent les questions sanitaires. Bon nombre d'élus locaux rechignent à tirer des tuyaux pour les plus précaires. Selon eux, ouvrir les robinets attiserait la colère d'une partie de la population, et surtout des collectifs contestataires proches de l'extrême droite, très actifs sur l'archipel.

A commencer par les très influents Citoyens de Mayotte, qui crient haut et fort que les « rampes à eau », ces robinets temporaires parfois utilisés sur l'archipel, seraient « destinées exclusivement aux clandestins », comme l'énonce un communiqué d'août 2023. Le collectif, qui assimile les étrangers à des « envahisseurs », avait bloqué Mayotte au début de 2024, en exigeant qu'ils soient chassés. La préfecture avait dû acter, en réponse, le démantèlement du principal camp de migrants du département. D'après l'extrême droite locale, garantir l'accès à l'eau à ces personnes, comme l'impose pourtant la loi, risquerait d'accroître les arrivées. Si vétuste et archaïque que soit cette plomberie, elle serait, dit-on, susceptible de générer un « appel d'air ». Des termes chers à Marine Le Pen, qui, de fait, caracole en tête des

sondages d'opinion dans l'archipel. Le collectif explique aussi que le raccordement priverait les citoyens français de cette ressource devenue rare sur l'île à cause des sécheresses et d'une mauvaise gestion. Une fake news.

Les tensions sont telles que ces branchements temporaires sont régulièrement victimes de sabotage : 81 des 174 rampes à eau installées actuellement sur le territoire ont été vandalisées. Les élus locaux, parfois menacés directement, n'hésitent plus à faire endosser les restrictions aux plus précaires. Ces derniers mois, 27 rampes ont ainsi été désactivées avant même leur mise en service, à la demande des mairies elles-mêmes. Est-ce pour ces raisons que la tuyauterie est restée insuffisante ? Ni la préfecture ni la ville de Koungou n'ont souhaité répondre. S'il est parfois difficile d'acheminer l'eau jusqu'aux campements les plus escarpés, ce n'est pas le cas à Kierson. Pour Faysoili Bourani, élu de l'opposition (DVG), il n'y a aucun doute : « La mairie n'en voulait tout simplement pas, parce qu'elle a peur que les gens [NDLR : en situation irrégulière] s'installent durablement et que la situation s'envenime. »

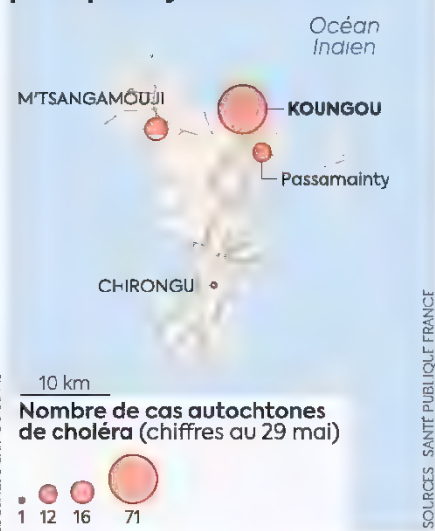
L'ARS de Mayotte a attendu jusqu'au 21 mai pour annoncer la généralisation des rampes à eau. Elle ne les avait jamais mentionnées. Ni dans ses communiqués, qui demandent en revanche de renforcer le lavage des mains, ni dans son « plan de riposte », détaillé le 21 février, au moment où les Comores entraient en

crise. En 1999, lors de la dernière grande épidémie de choléra sur le continent africain, c'est pourtant la mise en place de branchements publics qui avait permis, d'après les publications des épidémiologistes de l'époque, d'endiguer la maladie dans le département. Mais bon nombre ont ensuite été retirés ou laissés à l'abandon.

Le sujet n'est pas nouveau. L'ARS, sous une précédente direction, avait déjà dû se battre pour obtenir la mise en place d'urgence de rampes à eau. C'était en mars 2020, quand le confinement empêchait les habitants de se rendre aux bornes-fontaines dont dépendent 29 % des habitants de l'archipel, toujours pas reliés à l'eau courante faute d'investissements publics suffisants. Selon nos informations, des demandes de raccordements supplémentaires ont bien été faites ces dernières semaines par l'agence auprès des mairies et de la préfecture. Encore aurait-il fallu savoir se faire entendre, alors que les opérations « Wuambushu » – de démantèlement des bidonvilles – et « place nette XXL » – contre le trafic de drogue – battaient leur plein. « Le préfet a pour priorité le maintien de l'ordre et la lutte contre l'immigration illégale. Il faut lui tenir tête, ce qui n'est pas toujours fait », regrette un ancien haut fonctionnaire de l'ARS, excédé.

Difficile, dans ces conditions, d'appliquer des politiques sanitaires. D'autant plus que la « reprise en main » sécuritaire, lancée par Gérald Darmanin en avril 2023, a eu pour conséquence d'aggraver l'insalubrité. Avec l'intensification des destructions des habitations illégales – 1 000 par an – et le manque de relogement, de nombreuses familles ont quitté un emplacement en centre-ville, relié au réseau d'eau, pour s'installer en bordure de rivière. Ce fut le cas dans l'enchevêtrement de tôle et de bois de Kierson, dont la taille a doublé à cause des expulsions. « Quand, d'un côté, l'ARS sensibilise au lavage des mains, de l'autre côté, la préfecture envoie la police près des fontaines dans l'espoir d'expulser des étrangers », remarque l'anthropologue Aude Sturma, auteure d'une thèse sur Mayotte. Pas plus tard que le 19 avril, l'Unicef France, la Fondation Abbé-Pierre, Médecins du monde et la Cimade ont dénoncé de concert la présence des forces de l'ordre auprès des points d'eau. De fait, la police dissuadait de s'y rendre. Le choléra était déjà là. Il n'avait plus qu'à proliférer. *

Le bidonville de Koungou, principal foyer



Complications, erreurs, décès...

Pénuries de médicaments, réel danger

Loin d'être un simple désagrément obligeant à courir les pharmacies, les ruptures de stock peuvent nuire gravement à la santé des patients.

Rideaux baissés, croix vertes éteintes. Il était ardu de se procurer des médicaments ce jeudi 30 mai en France : 9 pharmacies sur 10 étaient fermées. Une grève massive, motivée par des demandes salariales, le refus d'une libéralisation du marché et l'urgence de mettre fin aux pénuries persistantes. « Médicaments en pénurie, patients à l'agonie », pouvait-on lire dans les cortèges. Un slogan bien senti. Erreurs, complications, décès... : une étude publiée le 15 mai dernier dans l'*European Journal of Hospital Pharmacy* révèle en effet les graves conséquences sanitaires des difficultés d'approvisionnement.

En 2023, 5 000 médicaments ont été rapportés en « rupture » ou en « risque de rupture » par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), contre 3 761 en 2022. Si, la plupart du temps, des solutions de substitution peuvent être trouvées, cette publication démontre que cela n'est pas sans dommages sur la santé. Sur la période 2020-2021, 224 incidents imputables aux pénuries ont été recensés. Dans 59 % des cas, il s'agissait d'effets indésirables liés à un changement de traitement, et dans presque un quart des cas d'erreurs médicamenteuses.

Ces complications restent certes rares au regard du nombre de patients traités par an, mais elles peuvent se révéler dramatiques. Une autre étude, parue en 2023 dans le *British Journal of Clinical Pharmacology*, le souligne. Une trentaine de personnes ont ainsi été en danger de mort sur la période 1985-2019. « Le fait de remplacer un médicament par un autre n'est pas anodin », pointe Aurélie Grandvuillemin, pharmacienne au CHU de Dijon et coauteur des deux publications. Un patient, habitué à prendre l'entièreté d'une boîte pour son traitement contre le cancer, n'avait pas compris qu'il en avait changé. Il est décédé après une surdose. Un autre a vu sa peau boursoufler : il était allergique au substitut, un antihypertenseur de la même famille. Et il y a toutes ces conséquences en

chaîne, difficilement prévisibles : ainsi, à cause d'un manque d'antihistaminique, un patient a déclenché une allergie à sa chimiothérapie et a dû l'arrêter.

Du fait de traitements complexes et longs, les malades du cancer sont les principaux affectés, expliquait Joël Ankri, professeur émérite à l'université Paris-Saclay, en 2022 dans *ADSP (Actualité et dossier en*

**En 2020-2021,
224 incidents ont été
imputables aux tensions
d'approvisionnement**

santé publique). « Malgré l'existence de médicaments de substitution, les pénuries entraînent une perte de chance pour les patients et [...] une détérioration de la survie à cinq ans », écrivait-il, citant une étude déclarative menée par la Ligue contre le cancer en 2019, alors que les pénuries étaient encore rares. Les ruptures poussent

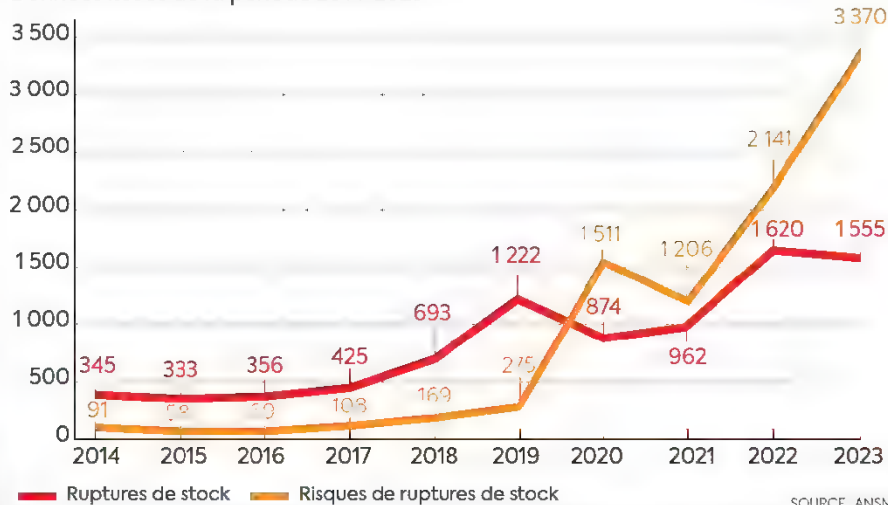
aussi les soignants à s'écarter des circuits habituels, ce qui augmente le risque de tomber sur des produits contrefaits ou de mauvaise qualité. « Il y a de vraies actions à mener, ne serait-ce qu'en sécurisant les alternatives, en améliorant l'information au patient et les systèmes de surveillance », indique Aurélie Grandvuillemin. D'autant que dans 18 % des incidents rapportés le médicament en cause n'avait pas fait l'objet de signalement.

« Les conséquences ne sont pas uniquement liées aux produits inscrits sur les listes "d'intérêt thérapeutique majeur ou médicaments essentiels" », a également rappelé la Société française de pharmacologie et de thérapeutique (SFPT) dans un avis paru le 27 mai. Le texte plaide pour des mesures supplémentaires contre les pénuries, alors qu'au début de l'année 2024 une « feuille de route » a déjà été annoncée par l'exécutif, avec des relocalisations et des hausses de prix. Une liste des médicaments « essentiels » a également été publiée par le ministère de la Santé pour renforcer la surveillance. Mais de nombreux scientifiques se sont inquiétés de sa fiabilité. « Ces analyses doivent nous faire prendre conscience de l'enjeu d'établir des critères de sélection sérieux, scientifiques, basés non pas sur des critères industriels, mais bien médicaux », estime le Pr Mathieu Molimard, pharmacologue au CHU de Bordeaux et porte-parole de la SFPT. Ces études récentes pourraient aider. ✱

ANTOINE BEAU

Historique du nombre de déclarations de ruptures de stock et de risques de ruptures de stock

Données issues de la période 2014-2023



Dominique Schnapper : « Que l'on déraisonne dans les universités, c'est grave »

Revendications sans limites, haine du président, wokisme... La sociologue analyse les fondements de la crise de nos démocraties occidentales.

ALORS QUE LES DÉMOCRATIES LIBÉRALES sont menacées par des régimes autoritaires comme la Russie ou la Chine, ont-elles encore les forces pour se défendre ? Dans *Les Désillusions de la démocratie*, Dominique Schnapper, présidente du Conseil des sages de la laïcité, ne cache pas ses inquiétudes.

Vous semblez de plus en inquiète pour l'avenir des démocraties libérales, à la fois pour des raisons internes et externes...

Dominique Schnapper Effectivement. Il existe des menaces extérieures, de l'Ukraine au Moyen-Orient en passant par l'Afrique. Et, en même temps, nous assistons à un délitement interne des démocraties. La conjugaison des deux me paraît inquiétante. Mon père [NDLR : Raymond Aron] croyait à la victoire des démocraties, mais à condition qu'elles le veuillent. Aujourd'hui, je ne suis pas certaine que les sociétés occidentales aient conscience de la situation ni que leurs membres soient disposés à renoncer à leurs avantages – souvent relatifs, mais incontestables – pour défendre la démocratie.

Selon vous, l'*Homo democraticus* se distingue par des revendications sans limites...

L'*Homo democraticus* contemporain accepte de moins en moins les insuffisances et les faiblesses de la démocratie, alors même que l'évolution va dans le sens de ses revendications. C'est le paradoxe formulé par Tocqueville : quand les inégalités diminuent objectivement, celles qui demeurent deviennent insupportables. C'est vrai aussi pour les discriminations, qui deviennent d'autant plus scandaleuses qu'elles tendent à s'affaiblir. Pensez à la situation passée des Afro-Américains aux Etats-Unis... Notre société est objectivement de plus en plus accueillante – et plus accueillante que les autres sociétés connues – aux différences de condition sociale, d'origine et de genre. Mais dans les démocraties « extrêmes », le resenti prime sur les faits. Cette insatisfaction profonde, et la critique qu'elle fait naître, est inhérente à l'idée même de la démocratie dont les promesses, par définition, ne peuvent être entièrement tenues. L'autocritique fait partie de la pratique

démocratique, alors qu'il est impossible de répondre totalement aux exigences de liberté et d'égalité.

Vous soulignez que la sociale-démocratie est « victime de son succès ». Comment concilier les attentes envers l'Etat providence avec une dette publique qui explose ?

Les demandes sont sans limites, alors que les ressources de l'Etat providence, par définition, ne le sont pas. On peut toujours souhaiter être plus riche, plus libre, mieux protégé, mieux soigné. Du reste, les progrès de la médecine la rendent de plus en plus coûteuse et nous vivons de plus en plus vieux. Nous sommes face à un problème structurel, que les démocrates admettent difficilement : les besoins s'accroissent et les ressources ne permettent pas de les satisfaire. L'Etat providence répond à l'exigence et à la passion de l'égalité qui caractérisent la démocratie. Mais cela implique plus de redistribution, donc plus d'intervention étatique. Cela ne concerne pas seulement la santé, mais aussi l'éducation, le sport, la culture... La démocratie providentielle vise à assurer l'égalité – ou, au moins, une moindre inégalité – entre tous les membres de la société. Mais il va de soi qu'on ne peut redistribuer que ce qu'on a produit. La démocratie providentielle finit ainsi par nourrir les frustrations et les humiliations.

Comment expliquer la haine envers Emmanuel Macron ?

Dans le monde de la passion de l'égalité, le chef de l'Etat, qui détient apparemment tous les pouvoirs, concentre toujours sur sa personne les critiques et les ressentiments. Mais il y a une haine particulière dans le cas d'Emmanuel Macron, qui rappelle celle de la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Macron est plus jeune, plus brillant que les autres, comme VGE était plus aristocratique, plus grand et plus brillant que les autres. Les dons et la supériorité, au moins apparents, de cet homme jeune, arrivé au pouvoir de manière très rapide, alimentent une haine particulière. En plus, Macron intervient trop fréquemment sur tout, en donnant l'impression de mépriser les autres. On a beau être intelligent, si on parle sur tout, on finit par dire des bêtises ou avoir des formules blessantes ou maladroites.

Mais la remise en cause des institutions dépasse de loin la personne de président. Le principe de la démocratie représentative, c'est qu'à partir du moment où l'on est élu même avec 50,00001 % des voix, on est légitime. En 2000, aux Etats-Unis, le candidat Al Gore, au nom du respect des institutions, a accepté la décision de la Cour suprême, en dépit des conditions de vote plus que discutables en Floride. En 2020, en revanche, Donald Trump a été battu de façon évidente légalement par Joe Biden, mais n'a pas accepté le résultat. Cette comparaison montre à quel point le

« Nous sommes face à un problème structurel, que les démocrates admettent difficilement : les besoins s'accroissent et les ressources ne permettent pas de les satisfaire »



C. HÉLIE / GALLIMARD

« Avant d'agir, il faut penser juste et voir le monde tel qu'il est. »

respect des institutions s'est dégradé. En France, Gérard Larcher, président du Sénat, s'est interrogé sur une chaîne publique sur la légitimité d'Emmanuel Macron élu pour empêcher la victoire de Marine Le Pen. Mais il n'y a rien de nouveau à cela ! En 1981, si des chiraquiens ont voté pour Mitterrand, ça n'était pas pour appliquer un programme socialiste, mais pour empêcher la victoire de Giscard. On assiste à une remise en cause grandissante des règles de l'Etat de droit, y compris quand on invoque une supposée volonté du « peuple », alors qu'il ne s'agit souvent que des gens qui défilent dans la rue ou des résultats des sondages.

Vous évoquez également le wokisme. A vous lire, cette mouvance militante représente une « critique radicale de l'ordre démocratique », mais pas une nouvelle idéologie. Pourquoi ? Elle me paraît assez pauvre intellectuellement. Un certain nombre des idées avancées apparaissent comme révolutionnaires, alors qu'elles font partie du bagage des sciences humaines. Les enquêtes sociologiques ont toujours pris en compte le sexe ou le genre. Les sociologues savent depuis longtemps qu'en fonction de la classe sociale ou de la « race » présumée, les individus connaissent des conditions de vie et des aspirations différentes. Les militants extrémistes poussent ces idées jusqu'à l'absurde et dévoient l'idée démocratique de l'égalité et de la liberté.

De même, nous avons toujours su qu'une invention scientifique se faisait dans des conditions sociales particulières, mais de là à affirmer que, de fait, il n'y aurait pas de vérité scientifique... Ce n'est pas parce que Galilée était italien que la Terre ne tourne

que pour les Italiens ! La relativisation sociologique poussée à ce point est dangereuse, car elle amène à une remise en question de l'idée même de la Raison. Or, si les applications de la raison scientifique et technique ont permis la domination du monde par les pays européens, elle a été aussi l'instrument du progrès de la condition humaine et a nourri l'idée démocratique. Ce qui me frappe, c'est que le wokisme s'est développé au sein des universités, qui sont le lieu de l'élaboration et de la transmission du savoir rationnel. Que des individus déraisonnent, cela a toujours existé, mais que l'on déraisonne dans les universités, c'est grave, car elles occupent une place centrale dans les démocraties.

Quelles solutions voyez-vous à cette crise de la démocratie ?

Avant d'agir, il faut penser juste et voir le monde tel qu'il est, connaître et comprendre l'adversaire. Il faudrait que les responsables politiques aient le courage de tenir des discours de vérité, en expliquant aux citoyens la réalité de la situation. Les Français doivent comprendre que l'Etat providence n'est pas extensible à l'infini, et qu'il va falloir faire des choix respon-

sables dans l'utilisation de l'argent public. Nous sommes dans un moment historique où il serait irresponsable de ne pas augmenter la part des budgets de l'armée alors que Poutine a fait entrer la Russie dans une économie de guerre.

Tout cela est bien pessimiste...

Je ne sais pas si je suis pessimiste, mais il faut être lucide. Jamais dans l'Histoire nous n'avons connu une société aussi riche et aussi libre que la nôtre. On devrait dire : vive la démocratie ! Ça n'est pas un hasard si les migrants veulent se rendre en Europe plutôt qu'en Chine ou en Russie. De même, nous avons bien mieux géré la pandémie du Covid-19 que les pays non démocratiques. Seulement, nous devons accepter qu'il faille se préparer à nous défendre. Et nous n'y sommes pas prêts ! Tocqueville, en son temps, expliquait que les démocrates sont « doux ». Pouvons-nous permettre d'être « doux » face aux délitements intérieurs de nos démocraties et aux dangers extérieurs qui nous menacent ? Il faut défendre notre modèle démocratique fondé sur la raison. C'est grâce à ses principes que nous sommes parvenus à créer les sociétés qui, avec toutes leurs insuffisances et les faiblesses qu'il ne s'agit pas de nier, n'en sont pas moins les plus libres, les moins inégales et les plus prospères de l'histoire. ✱

**PROPOS RECUEILLIS PAR
BAPTISTE GAUTHEY ET THOMAS MAHLER**

Les Désillusions de la démocratie, par Dominique Schnapper.
Gallimard, 289 p., 22 €.

Les dessous de l'occupation propalestinienne de l'ENS

Entre « formations » secrètes et (gros) coups de pouce extérieurs, le récit d'une élite normalienne se soulevant en soutien à la cause palestinienne semble avoir été quelque peu romancé...

IL EST ENVIRON 18 H 30, ce 26 mai, lorsqu'un cortège policier passe la porte du 45 rue d'Ulm. Derrière les grilles, côté rue, des silhouettes à tote bag pressent le pas pour filmer la scène. Vingt minutes plus tard, la prestigieuse Ecole normale supérieure (ENS), occupée depuis quatre jours en soutien à la cause palestinienne, est évacuée par les forces de l'ordre (les locaux avaient été fermés moins de quarante-huit heures après le début de l'occupation). En cause notamment, selon un communiqué publié par la direction à 19 heures, la publication, sur le compte Instagram du groupe ENS Ulm en lutte, cœur battant du comité de soutien au peuple palestinien de l'ENS, de « photographies et noms, recouverts de gouttes de sang, de certains membres du [conseil d'administration] de l'école ».

Comment cette institution, l'une des plus prestigieuses de France, placée sous l'autorité directe du ministre chargé de l'Enseignement supérieur, a-t-elle pu, à son tour, rejoindre le cercle des écoles sous occupation propalestinienne ? « La direction a sa part de responsabilités, fait valoir Gilles Kepel, professeur des universités et grand arabisant dont le Master Moyen-Orient Méditerranée a été récemment supprimé à l'ENS. Ce qui se voulait (sans doute sincèrement) un signal d'ouverture à l'égard des étudiants – à savoir des discussions avec les « leaders » étudiants et la mise en place de séminaires – a été perçu par ceux mobilisés comme de la mollesse. Ajoutez à cela le fait qu'avec la fin de l'année, la mobilisation à Sciences Po s'est tarie, et que l'ENS est une place symbolique : c'était une opportunité en or... »

PROGRAMME CONTROVERSÉ À écouter Frédéric Worms, directeur de l'ENS, les échanges avec les élèves avaient pourtant démarré sous de bons auspices. « Après le 7 octobre, plusieurs étudiants sont venus nous voir dans un esprit de confiance avec des revendications, des demandes... Nous nous sommes donc mis d'accord sur un cadre à respecter, tant d'un point de vue légal qu'académique, en mettant en place des séminaires à vocation scientifique sur le sujet, qui serviraient de lieux de réflexion et de dialogue sur le sujet israélo-palestinien. » Ce spécialiste de Bergson détaille avec emphase le programme des dits séminaires : l'un, intitulé « Penser avec la Palestine » (mis en place par des étudiants et encadré par plusieurs départements), un autre, « Construire un discours commun israélo-palestinien » (« passionnant »), et un troisième, « Antisémitisme et Philosophie ».

Mais selon certains étudiants et professeurs, l'un de ces programmes, « Penser avec la Palestine », se serait démarqué par le choix de ses invités – parmi lesquels Eyal Sivan, réalisateur israélien et coauteur d'*Un boycott légitime : Pour le BDS universitaire et culturel de l'Etat d'Israël* (La fabrique), ou encore Véronique



Le 26 mai, les étudiants propalestiniens sont évacués.

Bontemps, anthropologue, chercheuse au CNRS et signataire en janvier d'une tribune d'universitaires appelant à soutenir et participer au boycott académique... « Certains invités ont peut-être, en parallèle de leur objet d'étude, une activité militante, reconnaît Frédéric Worms. Mais les départements se sont portés garants du sérieux des arguments scientifiques portés lors de ces événements. » « Tout le monde savait quel était le sous-texte de ce séminaire, s'indigne Jonas*, un ancien élève de confession juive de l'ENS, 25 ans, et lecteur régulier de la bibliothèque de la rue d'Ulm. Sa mise en place, dotée du soutien de la direction, n'a pas « ouvert un débat » ou apporté des éléments de réflexions académiques, mais galvanisé ceux qui allaient occuper l'école ! »

Une trentaine. C'est l'estimation majoritaire du nombre « d'étudiants » mobilisés lors de l'occupation. Où sont passés ces normaliens « galvanisés » par « Penser avec la Palestine » ? « Pour être franc, les plus militants de l'école passent de cause en cause. Les visages, on les connaît. Mais quand l'occupation a commencé, je n'ai reconnu qu'une minorité de personnes », pointe Mathieu*, un étudiant de prépa. Un autre se veut formel : « La plupart étaient d'anciens camarades de lutte. J'en ai reconnu au moins sept ou six... Enfin, de sûr, cinq. » Au moins deux des étudiants – l'un muni d'un mégaphone – filmés par le média Blast lors de

l'occupation apparaissent aussi sur des publications du comité de soutien à la Palestine de... Sciences Po. « L'occupation a été largement alimentée par des individus extérieurs à l'école, ce qui est déjà un problème. Mais il y a "extérieur" et "très extérieur" », précise la direction. Lors de l'occupation, le petit groupe semblait en effet jouir du soutien de nombre d'organismes, tant politiques (France insoumise) qu'associatifs – à l'instar de l'organisation Samidoun, qui se présente comme un réseau de solidarité aux prisonniers palestiniens, dissoute en novembre dernier en Allemagne pour ses prises des positions antisémites. Des tracts émanant de ce groupe étaient accrochés en guirlande dans la cour aux Ernest durant l'opération...

CONTRADICTIONS Des revendications, concernant les partenariats de l'université PSL (Paris Sciences Lettres, dont l'ENS est membre) avec des entreprises et universités israéliennes jugées « complices », auraient-elles été soufflées aux occupants ? Selon Frédéric Worms, l'école aurait refusé la tenue d'un événement impliquant la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) malgré la demande du comité de soutien au peuple palestinien de l'ENS. Mais BDS France certifie, elle, que la campagne aurait donné une « formation » en décembre à des étudiants, « qui se trouvent s'être regroupés en ce comité de soutien à la Palestine de l'ENS ». Et ce « dans leur local syndical car la direction leur avait refusé une salle ». « Je dirais que nos travaux qui documentent notamment les liens entre les universités israéliennes et l'armée israélienne leur servent de « ressources » en quelque sorte », se félicite notre interlocutrice. Mais la direction de l'ENS assure ne pas avoir connaissance « d'un tel événement » au sein de l'école. Sollicité, « ENS Ulm en lutte » n'a pas répondu à L'Express.

Vrais faux normaliens pour vraie occupation... C'est ce mélange des genres qui a eu raison de la cérémonie de remise des diplômes de la promotion 2024, prévue le 24 mai à l'ENS.

Lors de l'occupation, le petit groupe semblait jouir du soutien de nombre d'organismes, tant politiques (France insoumise) qu'associatifs – à l'instar de l'organisation Samidoun, dissoute en Allemagne pour ses prises de position antisémites

de l'ENS le 31 mai. Picrocholin, le débat est révélateur du climat de défiance qui s'est installé à Normale. Signe des temps, une antenne de l'Union des étudiants juifs de France, jusqu'ici totalement absente de l'école, devrait y être créée sous peu. *

BAPTISTE GAUTHEY ET ALIX L'HOSPITAL

* Les prénoms ont été changés.

Le club des « élisabethbadinterriens »

LE LIVRE DE SOPHIE SACHNINE *Merci Elisabeth Badinter* m'a fait penser à une nouvelle de Jorge Luis Borges – ou bien ai-je rêvé cette nouvelle à la manière de Borges ?

Il existe un club planétaire dont les membres ne se réunissent jamais. Ils ignorent même qu'ils en font partie, jusqu'au jour où, dans un train, dans un bar, dans un dîner, au hasard d'une conversation, ils découvrent qu'ils sont liés par l'appartenance à la même communauté, celle des « élisabethbadinterriens ».

L'immense majorité des membres du club ignore tout d'Elisabeth Badinter, hormis ses livres et ses rares et précieuses déclarations publiques. Ils ont aussi en tête son visage, ses yeux et sa voix. Lorsque deux membres du club se découvrent, ils peuvent être d'âge, de sexe, d'origine, et même d'opinions diverses, il s'établit aussitôt entre eux une complicité et une fraternité : sur des choses très profondes – comme la liberté humaine et son prix –, ils savent qu'ils sont d'accord.

Il ressort du livre de Sophie Sachnine que pour cette étrange confrérie qui s'ignore, l'existence plus que discrète d'Elisabeth Badinter – son pouvoir fuit le pouvoir, son autorité ne s'exerce sur personne d'autre qu'elle-même – est une motivation de leur combat et de leur courage. Bien qu'elle ne demande jamais rien à personne, les membres de cette société secrète ne peuvent imaginer décevoir Elisabeth Badinter.

PHILOSOPHIE INTEMPORELLE Sophie Sachnine a beaucoup travaillé. Elle a beaucoup lu, beaucoup cherché. Même moi, qui suis un très ancien membre du club, j'ai pu mesurer toutes les prémonitions, la constance, la clarté, la cohérence du travail d'historienne dix-huitiémiste et de philosophe intemporelle de notre présidente.

Merci Elisabeth Badinter n'est pas un livre dans l'air du temps, lequel est à la louange, puis au lâchage et au lynchage. C'est un livre de gratitude et d'admiration, très étayé, très argumenté et très documenté.

J'aurais une critique. Les lecteurs de l'ouvrage de Sophie Sachnine vont devenir membres du club. Et ça me gêne un peu. Chacun d'entre nous voudrait être rare. C'est comme une relation amoureuse. On n'a pas envie d'être une foule. On a peur qu'Elisabeth Badinter ne tombe entre de mauvaises mains. *

PHILIPPE VAL

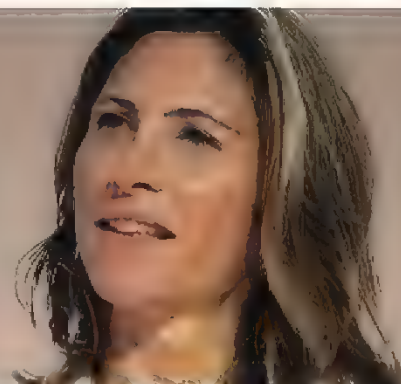
Merci Elisabeth Badinter. Universalisme, laïcité, féminisme : tout ce que nous lui devons, par Sophie Sachnine. L'Observatoire, 288 p., 22 €.



Les « fresqueurs » en entreprise, ces nouveaux prophètes

UNE CHRONIQUE DE JULIA DE FUNÈS

Des jeux logico-déductifs cherchent à prévoir en ignorant l'aléatoire, oubliant qu'il n'y a pas pire prévision que celle qui exclut l'imprévisible.



Si vous entendez le mot « fresque » surgir d'une conversation, évitez tout lien direct avec les peintures rupestres ancestrales. On repèrerait immédiatement votre désuétude. Les fresques désignent aujourd'hui des outils modernes, les « fresqueurs » et « fresqueuses » les nouveaux prophètes. Se présentant sous la forme d'un jeu de cartes, elles abordent les sujets sensibles du moment (biodiversité, diversité, inclusion, climat, mobilité, etc.).

Le but de ces ateliers ? « Sensibiliser » les collaborateurs de l'entreprise aux problématiques mentionnées, le tout « dans un esprit ludique d'intelligence collective » (*sic*). La règle du jeu consiste à découvrir des liens de cause à effet. À partir de diagnostics, les joueurs avancent des pronostics et entrevoient l'utilité de certaines actions à mettre en place au sein des organisations. La vie, la nature et les hommes deviennent sujets de logique et de modélisation.

Au-delà du travail de sensibilisation et de prise de conscience toujours salutaire et non discutable, la pertinence de cette méthode de pensée reste à questionner. Car autant la prévision, la déduction, les liens de causalité fonctionnent pour la matière, l'inerte, le non-vivant et tout ce qui obéit à des lois mathématiques, autant les méthodes déductives restent

plus aléatoires dès qu'il s'agit du vivant. On peut prédire ce que l'on veut, la vie excède systématiquement la conception préalable que l'on s'en est faite initialement. Nous avons beau anticiper notre prochaine réunion de travail ou notre prochain dîner de famille, imaginer ce que nous dirons, prévoir les remarques des uns et des autres, nos représentations restent schématiques en comparaison du moment réel, qui nous procure une impression unique et neuve quand nous le vivons. Parce que l'image que l'on se fait de la situation future n'est qu'une juxtaposition de choses déjà connues. L'intelligence prévoit l'inconnu à partir du connu. À vouloir regarder en avant, elle ne fait que regarder en arrière.

Or tout ce qui est vivant s'accompagne d'imprévisibilité. Raison pour laquelle les guerres restent imprédictibles, les catastrophes naturelles également, les maladies tout autant. Raison pour laquelle personne n'avait imaginé le 6 octobre dernier ce qu'il allait se passer le 7. Raison pour laquelle personne ne pouvait deviner en janvier 2020 la pandémie de Covid-19 qui nous confinerait cette année-là. Raison pour laquelle l'Histoire et la connaissance du passé ne permettent pas d'anticiper l'avenir.

Ce qui est vivant, humain, naturel fait toujours surgir du rigoureusement nouveau, ce que Bergson appelle joliment « la création continue d'imprévisible nouveauté ». Une fois l'inattendu réalisé, on imagine que la prévision était possible. Mais c'est « une illusion rétrospective », un remodelage du passé à partir du présent, « un mouvement rétrograde du vrai », alerte Bergson.

C'est parce qu'une chose est devenue réelle qu'elle devient rétrospectivement

**Ce qui est vivant,
humain, naturel
fait toujours surgir
du nouveau**

possible. L'esprit ne va pas du possible au réel, mais du réel au possible.

Or que font les prévisionnistes, si ce n'est déduire logiquement une réalité future à partir des possibilités d'action présentes ? Le présent contiendrait-il tous les éléments composant le futur ? Ces cartes intellectuelles et autres constructions mentales confondent la carte et le territoire, dont l'évolution inclut l'aléatoire. Ces jeux logico-déductifs se veulent clairvoyants tout en restant aveugles à leur propre aveuglement. Ils trahissent une cécité têtue face au hasard, à la vie, au contingent. Il n'y a pas pire prévision que celle qui exclut l'imprévisible.

Au lieu de chercher à prévoir en prolongeant les traits du passé dans le futur et en faisant abstraction ou presque des facteurs imprévisibles, anticipons ce qui n'est pas encore en observant à partir de ce qui frissonne ailleurs ce qui peut avoir un impact ici. Faire une place à l'indétermination et à l'intelligence d'action serait autrement responsable que les logiques prévisionnistes des progressistes bien-pensants qui se figurent responsables en réduisant la vie à des mécanismes solubles dans des jeux de cartes ! C'est oublier un peu vite que la logique de la vie n'est pas la logique de l'esprit. *

Julia de Funès est docteure en philosophie.

**La vie excède
la conception préalable
que l'on s'en est
faite initialement**

Mélenchon à Dakar : les dissonances du « progressisme » contemporain

UNE CHRONIQUE DE GÉRALD BRONNER

En visite au Sénégal, le leader s'est fait huer pour avoir défendu le mariage gay, tout en assurant qu'il ne cherchait pas à imposer ses opinions sur le sujet.



Tout se passait bien jusque-là. Jean-Luc Mélenchon était en visite au Sénégal à la mi-mai et donnait, le 16, une allocution devant des étudiants. Il se tenait en la prestigieuse compagnie d'Ousmane Sonko, le nouveau Premier ministre du pays et fut accueilli en ami, lui qui a soutenu inconditionnellement le parti des opposants à Macky Sall, l'ancien président. L'Elysée, au contraire, est considéré comme coupable d'avoir pratiqué la politique de l'autruche face à la répression politique. Bref, l'Insoumis est en terrain conquis pour faire librement entendre son discours critique à l'endroit d'Emmanuel Macron.

Pourtant, il va se faire copieusement huer par l'assemblée nombreuse qui était venue écouter les deux hommes à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar. Qu'est-ce qui est passé ? Après que Sonko a déclaré que « les velléités extérieures de nous imposer l'importation de modes de vie et de pensée contraires à nos valeurs risquent de constituer un nouveau casus belli » il songeait aux droits homosexuels et à la préoccupation « prioritaire au sein des opinions occidentales » pour la communauté LGBT –, Jean-Luc Mélenchon, une fois que la parole vint à lui, a rétorqué qu'il avait été le premier à avoir déposé un texte de loi sur la possibilité du mariage homosexuel et qu'il y avait donc là un

sérieux désaccord. Il faut rappeler qu'au Sénégal, les relations homosexuelles sont ordinairement considérées comme une déviance et qu'elles peuvent être punies d'un emprisonnement de cinq ans.

On doit d'abord saluer le courage de Jean-Luc Mélenchon qui fit cette précision sous la bronca de la foule. Il n'est pas inutile, ensuite, de souligner qu'il a souhaité assurer à son public qu'il ne chercherait pas à leur imposer ses opinions sur le sujet – on se demande bien comment, par ailleurs. Enfin, on peut ajouter que le Premier ministre sénégalais a documenté son exaspération en mentionnant le fait que les partenariats financiers avec les institutions internationales étaient désormais conditionnés – d'après lui – par ces questions sociétales.

Ce n'est qu'un incident anecdotique dans le cadre de la visite du chef des Insoumis en Afrique mais cela me paraît terriblement révélateur des dissonances cognitives qui piègent le chemin d'un certain « progressisme ». Leon Festinger, le célèbre psychologue social, inventeur de cette notion, en usait pour désigner l'inconfort que chacun ressent lorsque plusieurs éléments de ses croyances et valeurs entrent en contradiction les unes avec les autres.

Ici, Mélenchon défend sa position mais tient à préciser qu'il ne l'imposera pas car il sait bien que cela serait interprété comme la manifestation d'une sorte de néocolonialisme intellectuel. Ce fait désigne la plaie ouverte dans l'idéologie d'une certaine gauche qui, pour cette raison, ne pourra jamais aboutir à des positions intellectuelles cohérentes. L'idée même de progressisme, quelle que soit la façon dont on la définit, indique une certaine représentation de l'Histoire. Il y

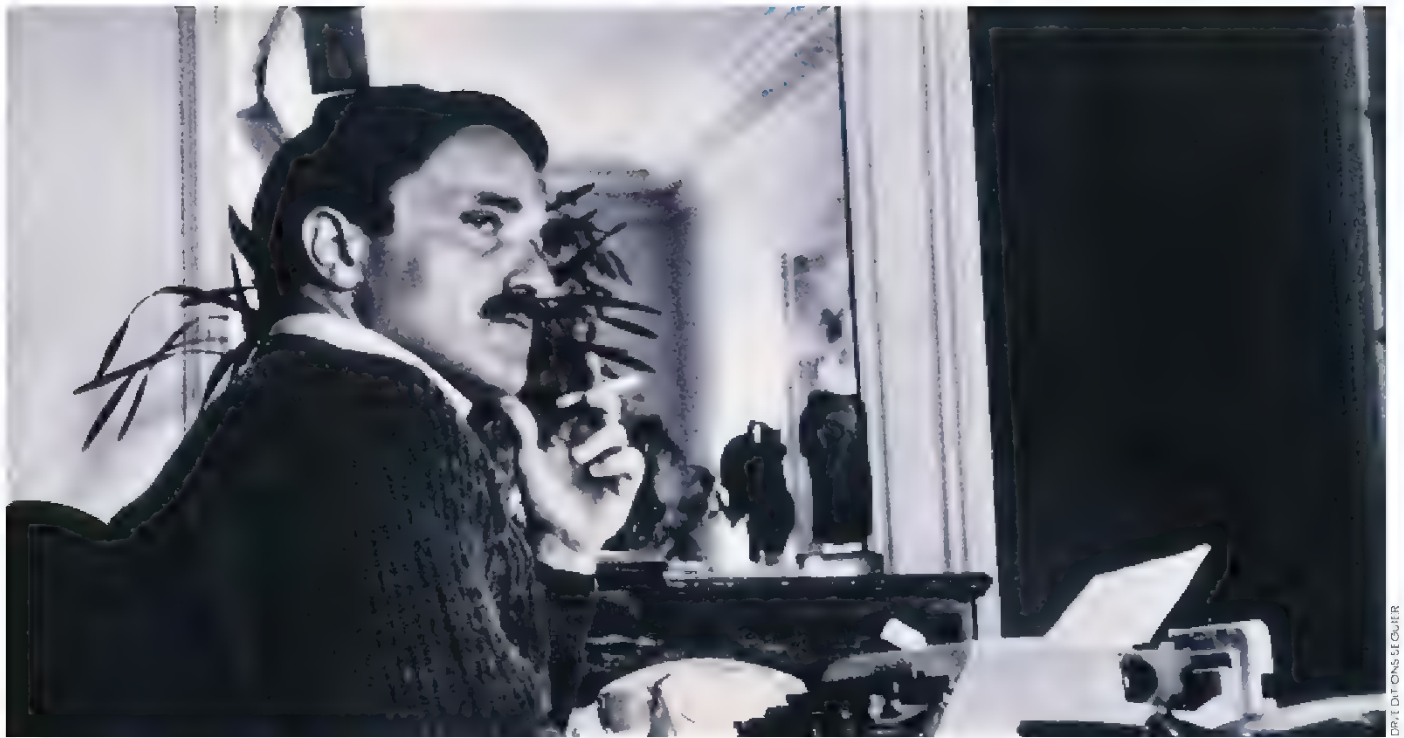
Jean-Luc Mélenchon attend que la lumière redescende sur les peuples

aurait une flèche du progrès qui peut être contrariée mais qui devrait aboutir à de nouveaux droits et à un état jugé objectivement supérieur d'un point de vue moral à la situation précédente. Ainsi en va-t-il du droit des femmes et des homosexuels, par exemple. Mais, en même temps, ce progressisme est hanté par le risque d'ethnocentrisme qui consiste à imposer aux autres cultures les valeurs de la nôtre. Ce risque s'est largement illustré dans l'histoire du colonialisme que, justement, il abhorre.

Alors comment résoudre cette dissonance ? Sans doute, en apparence, comme le fait Mélenchon : en remâchant ses opinions et en attendant que la lumière descende sur ces peuples. Il faudrait patienter en quelque sorte. Seulement voilà, si l'on pense que ces valeurs libérales vont s'imposer naturellement à l'échelle de l'Histoire, c'est qu'elles ont une charge universelle. Si c'est le cas, c'est bien qu'elles sont supérieures moralement à celles des autres civilisations et nous voici revenus au point de départ. Ce progressisme-là (car il en existe un autre qui assume plus clairement son universalisme) peut bien lécher ses plaies ouvertes, elles ne guériront pas. *

Gérald Bronner est sociologue et professeur à la Sorbonne Université.

Ce fait désigne la plaie ouverte dans l'idéologie d'une certaine gauche



Prix Goncourt, spleen et suicide : retour sur la vie chaotique d'Yves Navarre

Qui se souvient d'Yves Navarre, star littéraire des années 1980 ? La publication posthume de son *Journal* permet de redécouvrir celui que Roland Barthes considérait comme « le dernier écrivain maudit ».

On est en 1969, dans les bureaux de l'agence BBDO, sur les Champs-Élysées. Un jeune Rastignac de 20 ans tout juste arrivé d'Issoire, Thierry Ardisson, sert de factotum. Le directeur de création, Yves Navarre, 29 ans et pas encore écrivain, le repère. Ambiance Rimbaud et Verlaine chez les pubards. Grâce à Navarre, Ardisson prend du galon. Puis Navarre, qui donnait des dîners en l'honneur de son poulain, comprend qu'il ne parviendra pas à le mettre dans son lit – leurs chemins se séparent. Vingt ans après, en 1989, devenu une vedette de la télé, Ardisson invite son ancien mentor sur le plateau de *Lunettes noires pour nuits blanches*. Lauréat du prix Goncourt en 1980 pour *Le Jardin d'acclimatation*, Navarre est déjà ringard – il se suicidera cinq ans plus tard en s'étouffant avec un sac plastique après avoir gobé des médicaments. Sur le plateau d'Ardisson, le romancier mélancolique et moustachu répond à une interview « anti-portrait chinois ». Que serait-il s'il était un poison ? « Critique littéraire », rigole-t-il.

Alors que les éditions Séguier publient son *Journal* inédit (précédé d'une passionnante biographie signée Frédéric Andrau), tentons de rembobiner la vie de Navarre sans y ajouter de cyanure.

DÉBUTS DANS LA PUB Lui au moins ne pourra pas s'inventer une trajectoire de transfuge de classe : né en 1940, Yves Navarre grandit dans une maison à Neuilly-sur-Seine. Tous les dimanches, il joue au golf avec son père, qui l'emmène également à la Comédie-Française. Les premières frictions surviennent à l'adolescence. Monsieur Navarre comprend que son fils préfère les garçons. Il songe un temps à le faire lobotomiser, avant de se raviser de justesse. En 1964, sortant de l'Edhec, Yves Navarre doit faire son service militaire. On l'envoie en coopération au Sénégal. Il chante dans une boîte de nuit de Dakar, Le Pigalle. Ça ne suffit pas à faire passer la pilule : vite, il revient en France, se fait interner en psychiatrie au Val-de-Grâce où il est déclaré fou (à cause de son homosexualité) et obtient d'être réformé. Pour gagner sa vie, il commence dans la pub, chez Havas, Publicis

puis BBDO. Il aime l'art, il a l'œil, et achète des toiles de Warhol, Roy Lichtenstein et David Hockney – Hockney fera d'ailleurs le portrait de Navarre, que l'on trouve en couverture de l'édition de poche des *Loukoums*. En 1969, il file à New York. Il traîne en bas résille dans les backrooms et écume d'autres lieux de drague gay (saunas, docks, parkings). A son retour, il revend ses tableaux pour acquérir une maison à Joucas – un petit village du Luberon où il a pour voisin Raymond Aron. Là-bas, le graphomane écrit, avec l'angoisse d'être un raté : ses 17 premiers manuscrits ont été refusés par tous les éditeurs.

On le voit discuter avec Marguerite Duras, dîner avec Jacques Chazot, boire des bordeaux avec Paco Rabanne, prendre feu chez Marlène Jobert

Au 18^e texte, bingo ! Paul Otchakovsky-Laurens (le futur P.O.L.) lui offre un contrat chez Flammarion. *Lady Black* paraît en 1971. Jean-Louis Bory salue un « Jean-Jacques Rousseau de l'ère postfreudienne » mais, dans *Le Figaro littéraire*, un certain Bernard Pivot met un bémol à cet enthousiasme, critiquant « le roman le plus impudique et le plus narcissique de l'année » – tout en lui reconnaissant certaines qualités. Quoi qu'il en soit, la carrière littéraire de Navarre est lancée. En 1972, il sympathise avec Roland Barthes et Françoise Sagan, deux amitiés qui resteront importantes pour lui. Dans son *Journal*, il écrit ceci au sujet de Barthes : « Une vraie rencontre. Une vraie tendresse. Quelque chose d'élégant (et de perdu) dans nos bourgeoisies nous allie. » Il le qualifie de « guide ». De son côté, Barthes dira que Navarre est « le dernier écrivain maudit » car irrécupérable par aucune coterie intellectuelle. Au fil des années, on songe à lui pour les prix. Au Goncourt, il est soutenu par Michel Tournier (qui lui offre un chat). Un jour, il croise un autre juré, Robert Sabatier, qui ne lui cache pas qu'il n'ouvre pas les livres. Navarre apprend que Patrick Grainville a obtenu le Goncourt 1976 pour *Les Flamboyants* en faisant du chantage au suicide ! Est-ce une bonne stratégie ? La réalité, hélas, dépasse parfois la comédie. En 1979, son camarade Jean-Louis Bory se tue en se tirant une balle dans le cœur. Neuf mois plus tard, Navarre rapporte un nouveau drame dans son *Journal* : « J'apprends ce matin que Roland Barthes est mort. Roland fut mon seul maître à sentir, ressentir (sentiment, ressentiment). Le bouleversement viendra plus tard, dans les jours à venir. Il me manque. Il va me manquer. » Décrocher le Goncourt l'automne suivant ne suffit pas à consoler Navarre.

Les années 1980 sont paradoxales pour ce grand lunatique. Certains critiques prennent plaisir à le descendre. Lors de la sortie de *Biographie*, en 1981, le jeune Eric Neuhoff flingue ainsi ces « 700 pages



JOURNAL
PAR YVES NAVARRE.
PRÉCÉDÉ D'UNE
BIOGRAPHIE PAR
FRÉDÉRIC ANDRAU.
SÉGUIER.
505 P., 29 €.

de gémissements et de récriminations » : « A 40 ans, Navarre se paye le luxe de signer un ouvrage de gâteaux. » Celui qui se définit comme « pédé socialiste » est proche du pouvoir : il fréquente François Mitterrand et surtout Jack Lang. En 1986, Pivot l'invite à *Apostrophes*. Mais notre homme publie à un rythme déraisonnable des livres qui se vendent de moins en moins. Il s'aigrit à vue d'œil. En 1989, après y avoir accompagné Mitterrand en déplacement officiel, il a la révélation : le Canada serait la Terre promise ! Il sera déçu du voyage. Navarre s'installe à Montréal, hante des saunas sordides, déprime. Il répète en boucle dans son *Journal* qu'il faut « tenir » avant de noter en 1990 : « Pourquoi tenir ? » A son retour à Paris, désargenté malgré son héritage, il est accueilli un temps par les religieuses augustines de la rue de la Santé, qui le logent dans le pigeonnier. Il déménage ensuite rue Malher, dans le Marais, où il mettra fin à ses jours.

INCLASSABLE Comme tous les écrivains dignes de ce nom, Navarre était un inclassable, irréductible à la droite ou à la gauche, ainsi que l'avait prédit Barthes. Est-ce pour cette raison que son *Journal*, véritable événement éditorial de ce printemps, est passé complètement sous les radars ? Le livre est pourtant haut en couleur. On y voit Navarre discuter avec Marguerite Duras, dîner avec Jacques Chazot, boire des bons bordeaux avec Paco Rabanne, prendre littéralement feu chez Marlène Jobert, sa veste de costume ayant touché une bougie... Il fait des rêves érotiques au cours desquels il est l'amant de P.O.L. Contrarié qu'un scénario qu'il a écrit pour Jean-Claude Brialet n'ait pas été retenu par la commission d'avance sur recettes du CNC, il compare cette dernière à la Gestapo – rien que ça. Il n'a pas des mots plus tendres pour Bernard Frank (« un ivrogne »), le duo formé à ses yeux par Philippe Sollers et Bernard-Henri Lévy (« des clowns ») ou les pique-assiette qui ont leur rond de serviette au ministère de la Culture (« des gens de merde »). Ses confrères homosexuels sont ses cibles favorites : Roger Peyrefitte, Matthieu Galey, Renaud Camus ou Angelo Rinaldi reçoivent ainsi ses flèches les plus fielleuses. Témoignant dans la biographie qui complète le *Journal* proprement dit, Jack Lang déclare : « Yves était un homme merveilleux, souvent tourmenté, parfois à la limite de la désespérance, mais toujours un ami total. » Jacques Brenner n'est plus là pour lui apporter la contradiction – il jugeait Navarre orgueilleux avant tout. Sur ces commérages, séparons une seconde l'homme de l'œuvre et tentons de ranger les livres de Navarre dans l'histoire littéraire française du XX^e siècle : quelque part entre ceux de Jean Genet, Hervé Guibert et Jack-Alain Léger ? C'est dire si *Le Jardin d'acclimatation* et autres méritent d'échapper à l'oubli. *

LOUIS-HENRI DE LA ROCHEFOUCAULD

Philippe Garnier, neuf mois et une vie

Le légendaire critique rock et traducteur de Bukowski se dévoile en racontant, dans *Neuf mois*, les derniers moments de son épouse Elizabeth, emportée par un cancer.

Neuf mois, c'est le temps qu'aura mis un cancer de l'estomac à emporter Elizabeth Stromme, l'épouse de Philippe Garnier, à 59 ans. Dix huit ans, c'est le temps qui se sera écoulé entre sa disparition et le récit qui en est fait ici.

Premier temps (« la drôle de mort »), la chronique des derniers jours, dans une maison en rondins prêtée par une amie, quelque part entre lacs et forêts dans le comté de Sonoma. Elizabeth Stromme a choisi de ne pas traiter son cancer. Elle a aussi voulu en décider le terme, en cessant de s'alimenter. Etrange routine des jours derniers, alors, suspendus entre cette mort certaine qui approche sans se cacher et l'éblouissement d'un hiver californien. Crépuscule dans un paysage de nature vibrant au soleil.

Deuxième temps (« la drôle de vie »), les souvenirs de leur vie commune, commencée aux lisières de l'âge adulte. Bohème, virées improbables. Mémoires de paysages et de bars du bout du monde. Elle : pulsion de vie, et cette tête brûlée qui nourrit avec le temps un activisme résolu dont l'agrobusiness sera l'ultime cible, dans des romans arrachés à l'indifférence des éditeurs et agents américains. Lignes étonnantes décrivant son combat écologique reposant finalement sur un éloge du jardin et du jardinage comme recours ultime contre la dévastation du monde, où la morale personnelle dépasse l'enjeu politique. Lui, constamment bousculé par cette figure droite et ardente dans sa pente vers le pococurantisme, éberlué d'amour et parfois griffé par lui.

Il n'a jamais été besoin d'être un érudit du rock, de la littérature, du cinéma américains pour suivre Philippe Garnier dans ses pérégrinations. Il a toujours suffi d'adopter le rythme un peu traînant de son pas et de ne pas trop croire à sa désinvolture faite pour éloigner les gêneurs. Sous la paupière lourde, l'œil captait des détails connus de personne, campant avec ça des silhouettes saisissantes. Bien sûr, derrière les rockers fracassés, les écrivains en disgrâce, les journalistes oubliés ou les scénaristes cramés, on devinait bien le visage de Garnier lui-même ; mais il se cachait derrière ces mille doubles, et nous guidait dans leurs lieux, leurs secrets mal

gardés, avec une discrétion parfaite et entièrement désembourgeoisée. Quand il s'est agi de raconter un peu son propre parcours dans *Les Coins coupés*, c'était pour mieux aligner une galerie de portraits qui ne seraient pas le sien, lui-même s'inventant un double déglissé.

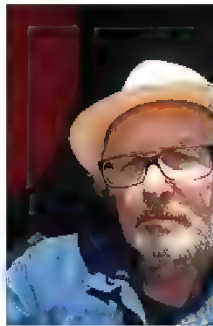
N'ayant jamais été qu'un simple lecteur de Garnier, je me suis parfois demandé s'il vivait dans une *mansion* sur Beverly Hills léguée par une vieille star flattée d'être redécouverte, ou dans une caravane posée en bord de falaise à Point Dume. Cette fois, pas de mystères. C'est bien de sa femme et de lui qu'il parle, sans masques. Cet œil qui depuis pas mal de temps a appris à saisir le défaut de la cuirasse dans les extravagances d'idoles déchues scrute cette fois le corps malade de sa femme, son souffle la nuit, ses manies ultimes, et puis ce qui reste de désir. Une douleur sourde parcourt tout cela, jamais vraiment avouée, ou vraiment analysée. C'est comme un battement de tempes. La tendresse non plus ne se dit pas crûment, mais elle éclate en fragments incroyablement lumineux et parfois tristement gri-

sâtres. Effet du temps passé peut-être entre la disparition et son récit, tout est décanté au maximum. Pas de

vague à l'âme sentimentale, plutôt un regard qui est à la fois au plus près et à distance, témoin de soi-même.

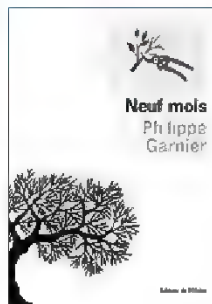
Délibérément, tout n'est pas toujours glorieux, qu'importe : la chronique de ce chemin vers la mort nous épargne le pensum métaphysique, et aligne les tessons de vie – la visite aux beaux-parents, les rires, les bars louches et les parties de billard, les citrons proliférant parmi les éboulis de la terrasse, les carnets noircis, les orages sans pluie, telle baignade absurde dans le Mississippi, les soleils et les errances, les silences de grâce, les cheveux blonds en cascade et puis le deuil sec, l'irréalité de tout ça – vraiment pas « drôle » du tout, et que ce livre seul à la fin a peut-être permis d'agripper. « J'écris (ce livre) non pour me faire pardonner, ni pour la faire revivre, mais plutôt comme un tribut à la femme dont j'ai toujours cru tout savoir, et qui m'a surpris jusqu'au bout. » De là un « tribut » dense de vie, de toute une vie, de toute la vie, et qui vous brûle bien les doigts. *

SYLVAIN FORT



DR EDITIONS DE L'OLIVIER

La chronique de ce chemin vers la mort nous épargne le pensum métaphysique, et aligne les tessons de vie



NEUF MOIS

PAR PHILIPPE
GARNIER
L'OLIVIER,
135 P., 17,50 €.

PALMARÈS

FICTIONS

N°	Titre	Auteur (Editeur)	Class. précédent	Nbre de semaines
1	▲ Plus grand que le ciel	Virginie Grimaldi (Flammarion)	2	4
2	▼ Norferville	Franck Thilliez (Fleuve éd.)	1	4
3	▲ Quelqu'un d'autre	Guillaume Musso (Calmann-Lévy)	6	12
4	► Un animal sauvage	Joël Dicker (Rosie & Wolfe)	4	13
5	► Les Yeux de Mona	Thomas Schlessler (Albin Michel)	5	17
6	▲ Le Barman du Ritz	Philippe Collin (Albin Michel)	8	4
7	▼ Kiara (t. I)	Hazel Diaz (L'Archipel)	3	2
8	▲ Un monde presque parfait	Laurent Gounelle (Mazarine)	9	4
9	▲ Les Effacées	Bernard Minier (XO)	17	8
10	◉ Le Sang et la cendre (t. IV)	J. L. Armentrout (De Saxus)	-	1
11	▼ Les Enquêtes du département V (t. X)	Jussi Adler-Olsen (Albin Michel)	7	2
12	▲ Veiller sur elle	Jean-Baptiste Andrea (L'Iconoclaste)	-	37
13	► La Traversée des temps (t. IV)	Eric Emmanuel Schmitt (Albin Michel)	13	6
14	◉ Emma	Jean Reno (XO)	-	1
15	▼ Hadès et Perséphone (t. IV)	S. St. Clair (Hugo Roman)	10	4
16	▲ Seasons (t. I)	Morgane Moncomble (Hugo Roman)	19	29
17	▼ Monique s'évade	Edouard Louis (Seuil)	12	5
18	▼ Le Nom sur le mur	Hervé Le Tellier (Gallimard)	11	5
19	▼ Seasons (t. III)	Morgane Moncomble (Hugo Roman)	16	10
20	▼ Katie	Michael McDowell (M. Toussaint Louverture)	18	6

ESSAIS-DOCUMENTS

1	► Les morts ont la parole	Philippe Boxho (Kennés)	1	18
2	► Entretien avec un cadavre	Philippe Boxho (Kennés)	2	19
3	▲ Votre attention est votre superpouvoir	F. Olicard (First)	7	2
4	► Le Couteau	Salman Rushdie (Gallimard)	4	6
5	▲ L'Or des rivières	Françoise Chandemagor (Gallimard)	6	5
6	▲ Entre guerres	François Lecoindre (Gallimard)	8	5
7	▼ Messieurs, encore un effort...	Elisabeth Badinter (Flammarion/Plon)	5	5
8	▼ Transmania	Dora Moutot et Marguerite Stern (Magnus)	3	4
9	◉ La foudre gouverne le monde	Michel Onfray (Albin Michel)	-	1
10	▲ Comment ça va pas ?	Delphine Horvilleur (Grasset)	20	14
11	◉ Nous y étions	Annick Cojean (Grasset/Le Monde)	-	1
12	▼ Israël/Palestine. Anatomie d'un conflit	Vincent Lemire et Thomas Snégaroff (Les Arènes/France Inter)	9	8
13	▼ La Femme invisible	Maïtena Biraben (Grasset)	11	3
14	▲ Un été avec Don Quichotte	William Marx (Equateurs/France Inter)	19	4
15	▲ Les Derniers Jours de Johnny	A.-S. Jahn (Grasset)	18	3
16	▼ Dans l'oreille du cyclone	Guillaume Meurice (Seuil)	13	8
17	▲ Sucre : l'ennemi public n°1	R. Allouche (Albin Michel)	-	2
18	▲ Plus rien ne pourra me blesser	David Goggins (Nimrod)	-	19
19	◉ Les Lois, décrets & arrêtés les plus cons de l'Histoire	Alain Bauer (First)	-	1
20	▼ La France, tu l'aimes mais tu la quittes	Olivier Esteves, Alice Picard et Julien Talpin (Seuil)	16	2

Retrouvez tous les chiffres de l'édition sur www.edistat.com
Réalisé par Edistat, du 20 au 26 mai 2024, à partir de 800 points de vente, librairies, grandes surfaces spécialisées et sites Internet.



Retrouvez le palmarès **le dimanche, à 9 h 15**, dans **Laissez-vous tenter**, une émission animée par Anthony Martin avec Bernard Lehut

LE FIL DE MARIANNE

L'Europe à tout prix

Si vous ne l'aviez pas vu passer en 2022 chez Grasset, il est temps de s'intéresser au *Grand Tour. Autoportrait de l'Europe par ses écrivains*, réédité au Livre de Poche.

A la veille des élections européennes, cet ouvrage collectif constitue une passionnante plongée dans la mémoire du Vieux Continent. A la manœuvre de ce tour d'horizon des 27 Etats membres d'une UE trop souvent désincarnée, Olivier Guez, l'auteur de *La Disparition de Josef Mengele*, qui, ayant grandi dans le quartier des institutions à Bruxelles, se définit comme « un Français né Européen ». Le but de l'ouvrage, explique-t-il en introduction, est de montrer la richesse de la culture européenne en proposant, via 27 écrivains, un vagabondage dans son imaginaire. « In fine, écrit-il, *Le Grand Tour* répond à la définition de l'Europe de Milan Kundera : un maximum de diversité dans un minimum d'espace. »

Reste que de grandes lignes apparaissent : les mémoires des totalitarismes nazi et communiste hantent nombre de ces textes, notamment ceux « de l'Est », de l'extermination des juifs (contributions polonaise, slovaque, roumaine et autrichienne) aux ravages du communisme (chapitres finlandais, alle-

Ce Grand Tour des écrivains européens illustre, en creux, les vertus de l'Union actuelle

mand et estonien). La Polonaise Agata Tuszynska explique avec effroi combien elle fut longue à comprendre que sous le Palais de la culture de sa capitale se cachaient les fondations du ghetto de Varsovie et ses milliers de victimes, dont sa grand-mère maternelle. Tandis que le Slovaque Michal Hvorecky traque les ossements du grand rabbin Hatam Sofer et que le Roumain Norman Manea exhume le fantôme du poète Paul Celan. Plus loin, Sofi Oksanen, l'auteure de *Purge*, fille d'un Finlandais et d'une Estonienne, se souvient de ses multiples traversées en ferry entre Helsinki et Tallinn, de l'autre côté du rideau de fer, et l'Allemand Daniel Kehlmann évoque l'effroyable prison berlinoise de la Stasi, Hohenschönhausen. De quoi, en creux, mettre en exergue les vertus de l'actuelle UE... Impossible de citer tous les écrivains, aussi conclura-t-on avec la très belle évocation par Maylis de Kerangal de la plage de son enfance la plus fêtée ces jours-ci : Omaha Beach. ★

MARIANNE PAYOT

De l'éternité à la « Maison abandonnée »

Depuis vingt ans, cette bâtisse niçoise de la Belle Epoque restée dans son jus accueille les artistes. Sa nouvelle exposition interroge la notion de survivance.

Sur les hauteurs de la cité des Anges, la vieille dame se déploie en majesté. En apparence, rien n'y a changé depuis la Belle Epoque qui la vit s'édifier sous l'impulsion d'un pâtissier prospère de Nice. Avant, des années plus tard, d'être laissée à l'abandon, squattée, taguée, envahie par les fissures et les chauves-souris. Au prix de mille rebondissements, ses plus proches voisins, Hélène et François Fincker, ont fini par faire l'acquisition de la belle endormie en 2003 pour y créer un lieu d'art alternatif. La Villa Cameline, son nom d'origine, est alors devenue la Maison abandonnée. Comprendre « abandonnée à la créativité des artistes ». Ni musée ni substitut de galerie, la demeure leur offre un tremplin vers la reconnaissance et un écrin resté dans son jus auquel ils ont pour seule contrainte de ne pas toucher. Aux antipodes de la *White box* et au fil des années se sont succédés entre ces murs défraîchis aux boiseries écaillées, sublimés par un plafond cathédrale et des lustres en perles de verre, installations, performances et Cabinets en tous genres – érotique, névrotique, démocratique...

Sans autre boussole que leur goût pour l'art et les affinités instinctives, les Fincker, qui sont, à la ville, expert en médecine nucléaire et professionnelle de la communication culturelle, ont déjà accueilli ici plus de 300 artistes et une soixantaine d'expositions. La Maison abandonnée est désormais un

Ni musée ni substitut de galerie, la Villa Cameline, son nom d'origine, est devenue un acteur majeur de la sphère artistique du sud de la France

acteur à part entière de la sphère artistique du sud de la France. Et bientôt au-delà si l'on en croit l'ambitieuse réunion qui s'y ouvre ces jours-ci et que l'on peut découvrir jusqu'au 13 juillet. Elle est le fruit d'une collaboration entre la Maison et la Salle Alfred-Pellan de Laval, au Québec, qui recevra à son tour l'exposition à partir de septembre. Sous le commissariat d'Hélène Fincker et de Jasmine Colizza, huit artistes canadiens et français ont planché sur une thématique complexe : *L'Eternité, si possible*. Un prolongement au *Cabinet atomique* présenté ici en 2018, qui abordait, par le biais de l'art, les dangers banalisés du fait nucléaire : centrales ancrées dans

Suspendu sous le plafond cathédrale, *Le Temps des pierres* (2021) de Tom Barbagli.



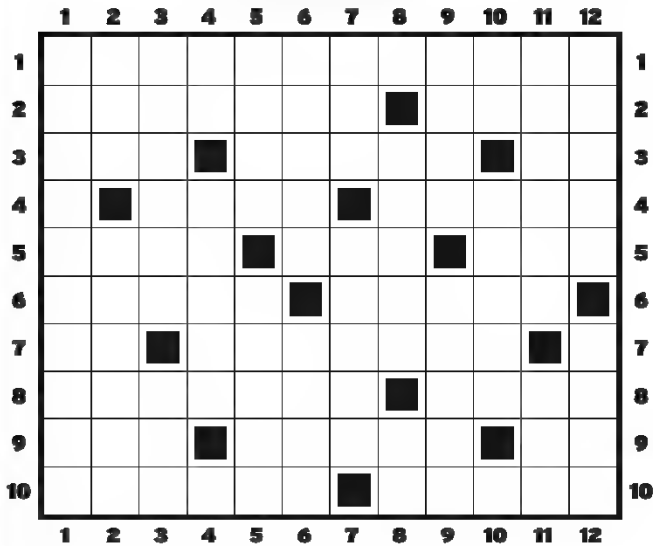
PHOTOS : MAISON ABANDONNÉE [VILLA CAMELINE] - F. FINCKER

le paysage, essais en Corée du Nord et en Polynésie, gestion des déchets radioactifs... Depuis, la pandémie, l'urgence climatique et la menace d'une guerre nucléaire se sont invitées au débat.

Comment l'humanité peut-elle réfléchir à la notion de survivance face à ces multiples sources de risques ? « Les œuvres interrogent la disparition de nos modes de vie en affichant un passé irréversible, un présent préoccupant et un futur incertain, tout en illustrant ce puissant désir inhérent à l'humain occidental, celui d'être éternel », expliquent les commissaires. Ainsi, le temps, la lumière et la gravitation sont au cœur de l'engrenage suspendu de roche, de sable et de métal aux formes sphériques mis en mouvement par le jeune Niçois Tom Barbagli qui fait naître la poésie de l'ingénierie.

La Montérégienne Chloé Beaulac, quant à elle, documente les mutations de la nature à travers une création multidisciplinaire mêlant estampe, photographie, dessin ou sculpture, tandis que son compatriote Martin Bureau pointe les désordres du monde en associant recherche en géopolitique, cinéma documentaire, peinture et vidéo. C'est lui qui offre l'interprétation la plus pessimiste de cette *Eternité, si possible*, avec la mise en forme, vertigineuse, d'une « poétique du désastre ». ★ **LETIZIA DANNERY**

Mots croisés



Horizontalement

1. Emission légère. 2. Suite d'une grippe. Conduire jusqu'à l'épuisement. 3. Dans les choux ou sur les roses. Expression d'étonnement. Petit pouah. 4. Manque dès qu'on déménage. Brille en suspension. 5. Eternel jeune premier. Léon pour Tolstoï. Gris de Virginie. 6. Couleur printanière. Hommes à femmes. 7. La moitié de rien. Qui peuvent prendre parti. 8. Bas reliefs. Eu peine à dire. 9. Vraiment pas donnée. Hausse ou suit les cours. A l'hymne joyeux. 10. Fâcheuses impressions. Ça tient en haleine.

Verticalement

1. Pompe à chaleur. 2. Fleur jaune. Un qui se met à table. 3. Qui en impose. Circule en tous sens. 4. Début en fanfare. L'homme du placard. 5. Pages d'accueil. Plutôt dur à avaler. 6. Ouvrage de façade. Fit l'agneau. 7. Se plante sur un espace vert. A la disposition du public. 8. Peut suivre un chantier. Ordre de marche. 9. Mot de snob. Nouvelle tournée de blanc. 10. Centre de presse. « Lectrice » musicale. 11. Salaire misérable. Il est élevé en prison. 12. Mise en tas. Pour les bonnes œuvres.

P	A	R	O	I	S	S	I	A	L	E	S
U	B	A	C	S	A	L	A	I	R	E	
P	S	I	B	I	L	E	A	I	R		
I	D	E	A	N	T	R	I	E	R		
L	A	I	C	S	I	S	E	S	E		
L	I	E	R	R	E	S	P	O	I	S	
E	N	O	U	R	A	G	A	N	S		
E	N	U	M	E	R	E	S	S	A		
M	E	U	L	E	D	O	S	E	U	R	
A	S	S	E	N	E	S	E	T	E	S	

1	7	2	3	6	9	4	5	8
9	6	5	4	8	7	2	1	3
4	3	8	2	5	1	6	9	7
3	2	9	6	4	5	8	7	1
6	1	7	9	3	8	5	2	4
8	5	4	1	7	2	9	3	6
5	4	1	7	9	6	3	8	2
2	8	3	5	1	4	7	6	9
7	9	6	8	2	3	1	4	5

3	2	5	4	1
1	4	3	2	3
2	5	1	5	1
1	3	2	4	2
2	4	1	5	3
3	5	3	2	4
2	1	4	5	3
3	5	3	2	4
1	2	1	5	1
4	5	3	4	3
1	2	1	2	1

Solutions du numéro 3804
paru le 30 mai 2024

Sudoku

3	4			1	9			
	7			6				9
					3	4		1
		9						
		2	1					8
7	3					6		4
	5		7	9				6
9				2				
						3		

Remplissez la grille avec des chiffres de 1 à 9 afin que, dans chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 3 cases par 3, il y ait tous les chiffres de 1 à 9.

	2			
			5	
	4			3
2				
	5			5
			2	
3		4		1

Tectonic®

Complétez la grille avec les chiffres manquants dans chaque zone entourée de gras, sachant que :

- Une zone de deux cases contient les chiffres 1 et 2, une zone de trois cases les chiffres 1, 2 et 3, etc.
- Un chiffre placé dans une case ne peut se retrouver dans aucune des cases qui l'entourent (y compris en diagonale).

Christophe Donner



Les cocos en cobayes

Il y a des bonnes journées pour l'espèce humaine, celles où les bonnes nouvelles tombent comme des gouttes de pluie sur le sol aride de ces années d'avant-guerre. Vendredi 31 mai, j'aurais appris à la radio la condamnation de Trump et l'autorisation accordée par Biden à Zelensky de se servir des armes que les Etats-Unis envoient en Ukraine pour se défendre. Et la manif devant TF1 aussi c'était une bonne nouvelle. Ce qui est rassurant dans la condamnation de Trump, c'est que parmi les douze jurés, pas un, car il en suffisait d'un, pour se sentir le pouvoir, à lui tout seul, de sauver le sale type, pas un pour avoir la mauvaise foi de le dire innocent, tous ont accepté l'évidence, sans rejeter le bon sens sous prétexte qu'il s'impose. Combien de milliers de tonnes de bombes poutiniennes, combien de centaines de morts a-t-il fallu pour que Biden se décide ! Personne n'ose penser qu'il faudra bien, un jour, bombarder le Kremlin... Je n'ose pas le penser, moi non plus, mais qu'est-ce qu'ils attendent, les Russes, pour transformer

ce bâtiment maléfique et hideux en usine de retraitement des poubelles de l'Histoire ? Combien de tsars, de secrétaires généraux, de présidents, à peine entrés au Kremlin, ont-ils été atteints de folie ? C'est plus fort qu'eux, ils ne pensent plus qu'à ça, attaquer la Suède, l'Ukraine, la Pologne et j'en passe, c'est une manie, ça devient leur raison d'être. L'autorisation de Biden n'arrêtera pas la guerre, elle risque même de l'étendre, et l'espoir que certains nous avaient donné avec la prétendue maladie incurable de Poutine a fait long feu. Le salopard est en pleine forme et sa guerre redouble de cruauté.

La dernière bonne nouvelle, elle est pour vous qui n'avez pas encore vu le film de Dragan Bjelogrić, *L'Affaire Vinča Curie*, qui sort ce 5 juin. Une affaire où le bon sens est difficile à trouver et ne triomphe pas sans risque ni dommage. Vinča, c'est une charmante cité au bord du Danube, à moins de cinq kilomètres de Belgrade, où s'était installé dans les années 1950 l'Institut des sciences nucléaires dont les recherches et les essais étaient dirigés par le professeur Popovic. En 1957, quand commence l'affaire, le maréchal Tito, qui dirigeait le parti communiste yougoslave depuis 1938 et le pays depuis la fin de la guerre, s'était émancipé de Staline et n'avait rien trouvé de mieux pour consolider son indépendance que de fabriquer une bombe nucléaire. Ils sont comme ça, les dictateurs, on devrait le savoir. L'Institut des sciences nucléaires était aussi branque que le serait quarante ans plus tard Tchernobyl, mais en plus petit. En tout petit, même. Petit comme dans un *Tintin chez les Slaves*. Mais pour le côté branque, le film fait peur, ou marrer : en voyant le professeur Popovic en train de faire des expériences, on pense tout de suite au colonel Olrik dans *Blake et Mortimer*. Sauf que là, tout s'est vraiment passé comme ça, à quelques nécessités romanesques près, pas du tout nécessaires, d'ailleurs, mais il faut bien que les scénaristes se sentent importants.

Pour faire plaisir au petit père du peuple yougoslave, le professeur débranche le signal d'alarme qui l'empêchait de pousser à fond les manettes. Et voyez comme ça avance plus vite quand il n'y a plus de feux rouges, ça fonce, ça va au-delà des espérances, c'est-à-dire que ça pète de partout et les braves laborantins, Popovic compris, sont irradiés à mort. Comme il n'y a évidemment rien de prévu dans ces cas-là, on les passe sous la douche. Mais les premières mesures de radiations ne laissent pas d'espoir, ils vont crever. On ne sait par quel miracle, ils sont transférés en France, à l'Institut Curie, où officie le professeur Mathé qui déteste la bombe atomique et tous ceux qui participent à sa construction, communistes ou pas, mais qui voit dans la prise en charge de ces désespérés l'occasion inespérée de réaliser la plus dangereuse des greffes de moelle osseuse jamais tentée. Les cocos en cobayes ? A toute chose malheur est bon. ✱

Christophe Donner, écrivain.

L'EXPRESS

**70
ans**

LE GRAND RÉCIT

L'EXPRESS 1953-2023



Entretiens sur les 70 ans à venir :
Bill Gates, Shirin Ebadi, Steven Pinker et Thomas Jolly

EN VENTE DANS VOTRE FNAC
OU SUR FNAC.COM



HERMÈS
PARIS

TERRE
D'HERMÈS
LE PARFUM

LA FORCE DES ORIGINES



L'EXPRESS XII

HORLOGERIE

Mécaniques du temps

Amalces techniques, esthétiques ou jolies, pièces de luxe, alliage.
Voilà donc ce que sont les plus belles montres.



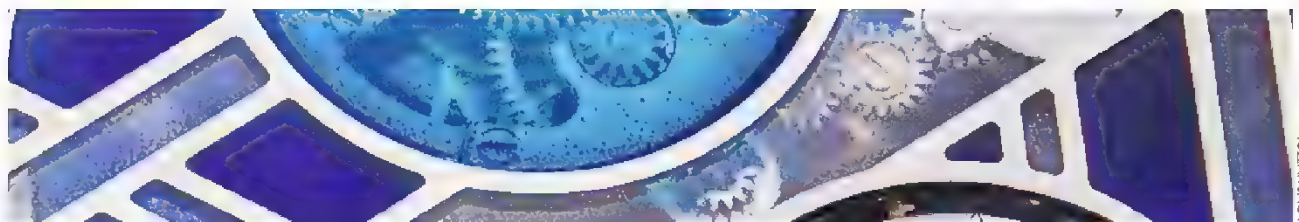
HUBLOT




HUBLOT

BIG BANG UNICO

Boîtier en céramique unique orange vif.
Mouvement chronographe UNICO
manufacture. Limité à 250 pièces.



Mécaniques du temps

En dépit d'un certain ralentissement de l'activité dans le luxe, les montres tirent tant bien que mal leur épingle du jeu. Si d'aucuns jugeaient plutôt sage la dernière édition du Salon Watches and Wonders – grand-messe de l'horlogerie mondiale à Genève –, elle fut plus inventive qu'annoncée. Des complications à foison, des records de finesse sur les mouvements, de la couleur dans les cadrans, une vague de titane... Et surtout, de l'audace ! En matière de montres, la créativité apparaît comme le moteur d'une forme de désirabilité. Elle se manifeste au travers d'esthétiques singulières, qui défient les conventions, mais aussi dans de multiples innovations techniques permettant de repousser les limites. En constante évolution, perpétuant un dialogue entre le passé et le futur, l'industrie horlogère s'évertue à réinventer les mécaniques du temps. *

CARINE LÉILLET

Sommaire

- L'audace pour se réinventer **XIV**
- Phase de Lune, une complication mystérieuse **XVIII**
- Artistes et maisons horlogères au diapason **XX**
- Un travail de titane **XXII**
- Excellence : il n'y a pas que la Suisse ! **XXIV**
- Les éditions millésimées ont la cote **XXVIII**
- Bleu glacier sur les cadrans **XXX**
- Trois nouvelles adresses à découvrir **XXXII**
- « Le Covid a modifié notre rapport à la nuit » **XXXIV**

L'EXPRESS

Société éditrice: Groupe L'Express, 112, avenue Kléber, 75116 Paris. ISSN n° 0014-5270

Directeur de la publication: Alain Weill Directeur de la rédaction: Eric Chel

Imprimé en France: Maury imprimeur SA (45330 Malesherbes)

CPPAP n° 0328 C 82839. Dépôt légal: juin 2024

Service abonnements

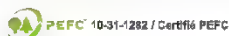
Vous pouvez nous joindre au 0969 325 723 ou par email à abonnements@l'express.fr

Adresse postale: CS 90006 - 59718 Lille Cedex 9

courrierlecteurs@l'express.fr

Supplément à L'Express n° 3805 du 6 juin 2024. Ne peut être vendu séparément.

Ce magazine est imprimé sur du papier PEFC, issu de forêts gérées durablement et des encres conformes à la norme « Blue Angel ». Origine du papier: Belgique, Winton. taux de fibre recyclées 0 %, autrophisation. P.Tot: 0,024 kg/tonne de papier.



BRONZE

March LA Benrichit sa collection de montres en bronze avec le modèle Bonzer, étanche à 100 mètres, destiné aussi bien aux surfeurs qu'aux citadins. Il est entraîné par le mouvement automatique franco-suisse G100, doté d'une réserve de marche de 68 heures. Le métal du boîtier, résistant à la corrosion, va naturellement se patiner avec le temps, sachant que la couleur que prendra le bronze variera légèrement en fonction des personnes et de leurs activités. Cette référence Bonzer Bronze est dotée d'une lunette noire en céramique et équipée d'un bracelet en silicone. *



FÉLIX LE TARGAT/MARCH LA B.

ASYMÉTRIE

Il avait disparu des collections de Dior. Vingt ans après sa création, Chiffre Rouge, modèle à l'origine dédié à la gent masculine, se réinvente. Aujourd'hui, cette référence automatique s'invite aussi dans le vestiaire féminin. De la création d'origine, il conserve son asymétrie architecturale, sa couronne et ses aiguilles rouges. Cette même couleur apparaît dans le guichet de la date sur le huit, chiffre fétiche de Monsieur Dior. La nouveauté réside dans l'habillage de lignes de cannages, identitaires de la maison, gravées sur le cadran et la masse oscillante. Elles figurent également sur le bracelet en gomme. *



DIOR

AÉROSPATIAL

Ralf Tech inaugure un nouveau chapitre dans son histoire. La marque tricolore a en effet été sélectionnée par le Centre national d'études spatiales pour concevoir et fabriquer la montre française de l'espace. La Space Millenium est dérivée du modèle emblématique de Ralf Tech, la WRX. Boîtier évidé en titane grade 1 (T35) aéronautique, mouvement Electric avec autonomie de douze ans, cadran composite de type nid d'abeilles, lunette céramique, bracelets dédiés : des caractéristiques choisies pour les prochains astronautes. Cette série limitée de 100 pièces, commercialisée en juin, a été testée en mars lors d'un vol de plusieurs heures en apesanteur. *



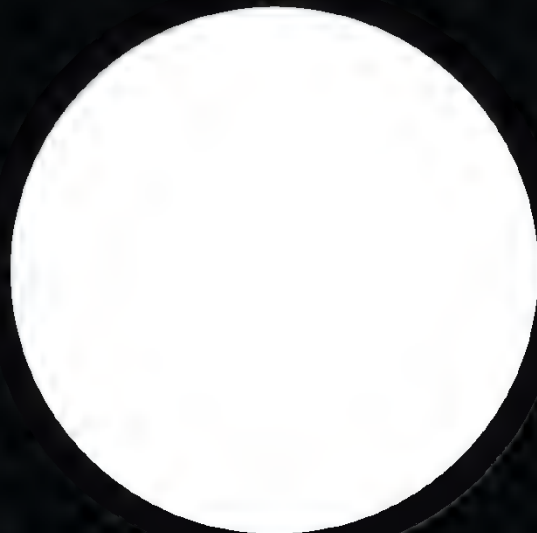
RALF TECH

BASKET-BALL

La première montre officielle de la ligue féminine de basketball est le fruit de la collaboration entre Wilson, fournisseur des ballons pour les principales associations de basketball, la WNBA (Women's National Basketball Association), ligue américaine professionnelle de basketball féminin, et Tissot, chronométrier officiel de la même WNBA. Deux éditions spéciales de la référence Seastar s'habillent en blanc et orange, aux couleurs de la fédération sportive : l'une, au cadran noir, est animée par le mouvement automatique Powermatic 80, et l'autre, au cadran blanc, est équipée d'un mouvement à quartz qui indique la fin de vie de la pile. Les deux montres disposent de bracelets interchangeables fabriqués à partir du matériau composite du ballon officiel Wilson. Leur lunette tournante intègre les 24 secondes du minuteur utilisé pendant les matchs. *



TISSOT



**NEW BR 05 CERAMIC
FOR URBAN EXPLORERS**

Bell & Ross

NOUVELLE BR05 CERAMIC POUR EXPLORATEURS URBAINS - 54H DE RÉSERVE DE MARCHE - BOUTIQUE PARIS +33 (0)1 73 73 93 88 - BELLROSS.COM



V. FRECHLIN/LOUIS VUITTON

ÉMAIL PLIQUE À JOUR

La maison Louis Vuitton a fait appel aux émailleurs de son atelier de la Fabrique des arts pour réaliser un cadran translucide en émail plique-à-jour, une technique d'émaillage à la fois rare et complexe. Une centaine d'heures de travail, cinq à six couches d'émail translucide et autant de passages au four sont nécessaires pour obtenir ce jeu de transparence et ce dégradé de bleus.

Travaillé comme un vitrail sur la montre Voyager Tourbillon Volant Poinçon de Genève Plique-à-jour, ce cadran révèle le mouvement à tourbillon volant réalisé à la Fabrique du temps Louis Vuitton, estampillé du Poinçon de Genève. Etabli depuis 1886, ce label certifie le plus haut degré d'excellence dans la fabrication et les finitions des composants d'une montre. *



VICTORINOX

PLONGÉE

Avec son boîtier et sa lunette en acier inoxydable partiellement recyclé ou en titane, équipée d'un mouvement à quartz ou d'un mouvement automatique, la montre Dive Pro de Victorinox s'accompagne d'un éventail de bracelets interchangeables : en paracorde, caoutchouc, cuir, voire bois. Certifiée ISO 6425, cette plongeuse est garantie jusqu'à 300 mètres de profondeur. Elle résiste au sable, à la poussière, aux chocs, aux vibrations. Elle est aussi antimagnétique. *

BI MATIÈRE

Le mariage de l'or et de l'acier revient en force dans l'horlogerie contemporaine. Sur la BR 05 Artline Steel & Gold signée Bell & Ross, la lunette et les mailons centraux du bracelet intégré sont façonnés avec un décor en godrons sur or rose. Le boîtier, lui, est en acier poli-satiné. La ligne Artliner rend

hommage aux mouvements artistiques des années 1930 : l'Art déco et le *streamline*, qui mariait design industriel et éléments aérodynamiques. Cette série limitée de 99 exemplaires fait aussi référence à l'aéronautique, domaine de prédilection de Bell & Ross. Les stries évoquent les fuselages en aluminium des avions de croisière des années 1940. Quant au cadran, d'un brun soleil particulièrement lumineux, il a nécessité d'enduire la plaque de métal d'un vernis teinté. *



BELL & ROSS

FRANCK MULLER

GENEVE



V41 S S6 AT FO VINTAGE

HEURGON

PARIS 1865

58, RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ
75008 PARIS

TEL : +33(1) 40 98 09 60
WWW.HEURGON.COM

COLLABORATION

La toute première montre à avoir porté le nom TAG Heuer a été lancée en 1986. Depuis, la collection Formula 1 Series 1 reste prisée des amateurs. C'est notamment le cas de Ronnie Fieg, le fondateur de la marque de mode Kith – spécialisée dans le streetwear –, qui avait commencé sa collection avec ce modèle. Désormais, il s'associe à l'horloger TAG Heuer pour revisiter cette icône des années 1980 au design audacieux et aux coloris saisissants. Inspirée de l'esthétique historique, cette collaboration donne naissance à dix montres en série limitée et à un coffret collector, qui les renferme toutes. Il y a quarante ans, la TAG Heuer Formula 1 était un modèle à quartz en composite. Aujourd'hui, si le moule ayant servi à réaliser les boîtiers de l'époque est à nouveau utilisé, des matériaux plus performants ont fait leur apparition : boîtier en acier ou PVD noir, verre saphir, bracelet en caoutchouc ou en acier inoxydable.*



TAG HEUER



CHOPARD

EXTRA PLAT

Une montre sans cadran révèle le détail de ses entrailles : en l'occurrence le calibre ultra-plat L.U.C 96.17-S de Chopard, mouvement mécanique qui équipe ce modèle Alpine Eagle 41 XPTT. Un boîtier en titane, de 41 millimètres de diamètre et de 8 millimètres d'épaisseur, abrite des composants ajourés dont les finitions esthétiques sont propres à Chopard, pour mieux admirer la marche du calibre à l'œuvre. Comme le boîtier, le bracelet est réalisé en titane grade 5, résistant à la corrosion et à l'eau salée.*

ALLIAGE D'OR

Pour ses deux nouveaux modèles de la ligne Square Bang Unico, Hublot a choisi d'utiliser un métal à la fois précieux et inrayable, le Magic Gold, développé et breveté par la manufacture. La dureté de cet alliage d'or est proche de 1 000 Vickers, contre 400 Vickers pour un or classique. Il est déposé sur la lunette de cette référence carrée aux angles arrondis et au cadran squelette, née il y a deux ans.*



HUBLOT

GRAND ÉCART

Ice-Watch, marque belge de montres à quartz d'entrée de gamme, revisite les codes du luxe horloger avec sa collection Ice Boliday. Des modèles de forme « tonneau » – clin d'œil à des références emblématiques de marques de haute horlogerie – dans un boîtier en aluminium anodisé, avec des cadrans multicolores et des bracelets assortis en silicone. La ligne est équipée d'un mouvement japonais Miyota tandis que des calibres suisses Ronda sont embarqués



ICE WATCH

sur la marque relancée en mars par Ice-Watch : WatchPeople se veut un détournement de modèles iconiques. Trois designs interprétés dans de multiples coloris, sur des boîtes en plastique polyamide, silicone et acier.*

MIDO®

MONTRES SUISSES DEPUIS 1918



INSPIRED BY
NEW VISIONS*

MULTIFORT TV BIG DATE





TRAITEMENT PHOTOCHROMIQUE

Entre technologie et design, Rado présente une édition spéciale True Square x Kunihiro Morinaga. Cette maison horlogère, précurseur depuis 1986 en matière de montres en céramique haute technologie, avait déjà collaboré en 2017 avec le créateur de mode japonais. À la demande de Kunihiro Morinaga, surnommé le « scientifique de la mode », le cadran transparent a été soumis à un traitement photochromique, ce qui lui permet de changer de tonalité en fonction de l'intensité lumineuse. Lorsqu'il est exposé aux rayons du soleil, il s'assombrit ; à la tombée de la nuit, le cadran tend vers le gris avant de devenir transparent et de révéler le calibre R734 au cœur du garde-temps. « Je voulais ajouter de la couleur, puis l'enlever. J'ai tenté de saisir le caractère intangible du temps dans la conception en intégrant une lentille photochromique qui change de teinte selon l'exposition à la lumière UV », explique le créateur. Cette nouvelle technique n'avait jamais été appliquée à une montre. ✱

GMT

Parmi les nouveautés dévoilées par Tudor pendant le Salon Watches & Wonders figure le modèle Black Bay 58 GMT, certifié Master Chronometer, qui vient compléter la ligne Black Bay d'une référence à l'allure vintage. Son cadran s'inspire des montres de plongée Tudor développées dans les années 1950. Avec son boîtier de 39 millimètres de diamètre – proportions en vogue à l'époque –, une graduation vingt-quatre heures dorée, sa lunette bidirectionnelle bordeaux et noire, le design rappelle l'âge d'or des vols commerciaux, où les avions commençaient à traverser plusieurs fuseaux horaires. D'où la fonction GMT intégrée au calibre manufacture. La montre a obtenu la certification Master Chronometer de Metas, délivrée par l'instance suisse indépendante. ✱

ASSOCIATION CRÉATIVE

À la croisée de la haute horlogerie, de la haute couture et de la haute parfumerie, la montre conceptuelle de Vacheron Constantin est le fruit d'une collaboration avec la styliste Yiqing Yin. En série limitée à 100 exemplaires, ce modèle féminin *Egérie-The Pleats of Time*, a concept watch dispose de trois bracelets interchangeables. Sur une broderie de soie et de nacre, une fragrance élaborée par le maître parfumeur français Dominique Ropion est encapsulée et se libère avec les mouvements du poignet. Le boîtier est en or rose serti de diamants. Le cadran, en nacre lilas, est dépourvu d'index. ✱



DOUBLE COMPLICATION

Pièce de haute horlogerie signée de la marque au double G, la montre Gucci Interlocking réunit deux complications : le tourbillon volant et les heures sautantes. La première est logée au centre du cadran, tandis que l'affichage des heures sautantes, en chiffres romains, trône à 12 heures. Sur la lunette, l'aiguille des minutes, partiellement recouverte par un disque en verre aventuriné, pointe sa couleur rouge en direction des index. Ce garde-temps se présente dans une boîte de forme coussin, en or rose ou en or blanc. ✱





VICTORINOX



DIVE PRO POUR ÊTRE TOUJOURS PRÊT

Des montres de plongée professionnelles conçues pour vous offrir l'excellence dans les profondeurs aquatiques.

PAR LES CRÉATEURS DU COUTEAU SUISSE ORIGINAL™
MAISON FONDÉE EN 1884

ALLIAGE INÉDIT

C'est une nouvelle couleur d'or qui se révèle à la lumière : la manufacture suisse Audemars Piguet a dévoilé un garde-temps fabriqué en sand gold, un nouvel alliage d'or 18 carats aux tonalités galvaniques. Dans une large palette chromatique, ses nuances oscillent entre or gris et or rose. Elles changent au gré des mouvements du poignet et de l'exposition lumineuse. Le sand gold tire son nom de la couleur des dunes de sable au soleil. Son effet chaleureux est dû à la présence de palladium, associé au cuivre. L'autre atout de cet alliage est sa résistance à la



AUDERMAS PIGUET

décoloration. Pour la première fois, la manufacture du Brassus a utilisé ce métal précieux sur la boîte et le bracelet de son modèle Royal Oak Tourbillon Volant Squelette Automatique, dont l'architecture tridimensionnelle stylisée s'affiche sous la glace saphir. *



RICHARD MILLE

CONNECTÉE

Dans son boîtier en alliage d'aluminium, la montre connectée Huawei Watch Fit 3 ne pèse que 26 grammes. Sur l'application associée, l'expérience fitness est enrichie et la base de données alimentaires, avec sa fonction d'analyse nutritionnelle, couvre 50 pays. Côté suivi de la santé, le décryptage des habitudes de sommeil est plus approfondi, combiné à un suivi de la respiration, une surveillance de la fréquence cardiaque et une vérification rapide (25 secondes) de la saturation en oxygène. Ce modèle Huawei est doté d'un écran AMOLED flottant haute définition et d'un choix élargi de bracelets colorés. *



RICHARD MILLE

JEUX OLYMPIQUES

Omega, chronomètreur officiel des Jeux olympiques depuis 1932, célèbre Paris 2024 avec la ligne Speedmaster Chronoscope. Une série de quatre modèles qui déclinent la palette or, noir et blanc de cette nouvelle édition des JO. Chacun est doté d'un cadran opalin blanc argenté présentant trois échelles de mesure en décalque, dans un motif colimaçon des années 1940 : une échelle tachymétrique, un pulsomètre et une échelle téléométrique qui permettent d'obtenir une série de mesures au poignet. Ces montres sont équipées d'un calibre co-axial Master Chronometer 9908/9909, certifié par l'Institut fédéral suisse de métrologie Metas. En hommage aux Jeux de la XXXIII^e olympiade, cette série collector inclut une version en acier inoxydable dotée d'une lunette en aluminium anodisé, ainsi qu'une autre version arborant une lunette en céramique, un boîtier et un bracelet en or Moonshine™, l'alliage d'or jaune d'Omega. Elle comprend aussi deux modèles sur bracelet en cuir, l'un en acier inoxydable et l'autre en or Moonshine™. *



OMEGA



Le parc national du Cap Le Grand



Port de Sydney



QANTAS
L'Esprit Australien

[illegible]

Port de Sydney

TOUJOURS PLUS LOIN

L'audace pour se réinventer

Entre créativité et innovation, les montres sortent des sentiers battus et rivalisent d'inventivité.

PAR CARINE LÉILLET

« **L'**audace, c'est d'abord avoir le courage de défendre une idée. » Pour Gianfranco Ritschel, expert et formateur en horlogerie, il s'agit d'oser « casser les codes, même si la reconnaissance n'est pas systématiquement au rendez-vous ».

Dès lors qu'une firme horlogère cherche à se distinguer, deux options s'offrent à elle : imaginer une esthétique originale ou repousser les limites de la technique. D'aucuns vont jusqu'à miser sur les deux tableaux, à l'instar de Louis Vuitton avec sa pièce de haute horlogerie *Tambour Moon Saphir Tourbillon Volant Poinçon de Genève* Frank Gehry. A lui seul, le nom de cette référence contient déjà les principales caractéristiques distinctives de cette montre hors norme, dont le mouvement, équipé d'un tourbillon volant



Louis Vuitton.
*Tambour Moon Saphir
Tourbillon Volant
Poinçon de Genève*
Frank Gehry, en saphir
sculpté, qui figure
les mouvements
des voiles de bateau


RALF TECH


cnès
CENTRE NATIONAL
D'ÉTUDES SPATIALES

SPACE MILLENIUM

Testée en apesanteur zero G

Boîtier en Titane Extrudé Grade 1
T35 Aéronautique

Mouvement « electric »
12 ans de réserve de marche

Lunette professionnelle
avec insert en céramique mate

Cadran type nid-d'abeilles
avec indexes SuperLuminova®

Bracelets souples interchangeables CNES

Édition limitée à 100 pièces



WWW.RALFTECH.COM

Fabriqué en France

1. Mido.
La mire des années
1970 sur l'édition
limitée Multifort TV Big
Date S01E1.



MIDO

2. Chanel.
Montre J12 X-Ray Edition
Rose, boîte et bracelet
en saphir rose.

3. F.P. Journe.
Elégante Gino's Dream,
lunette en verre
céramique arc-en-ciel.

4. Ressence.
Type 1° M, lecture de
l'heure sur disques rotatifs
polychromes.

squelette, se dévoile totalement par la transparence d'une boîte en saphir. Quant au design, il est le fruit de la collaboration entre la Fabrique du temps Louis Vuitton et le célèbre architecte Frank Gehry. Celui-ci souhaitait retranscrire en miniature les mouvements des voiles de bateau et les effets de perspective qu'il avait réalisés pour la Maison Louis Vuitton à Séoul et la Fondation Louis Vuitton à Paris. Tout cela, dans un bloc de saphir où ont été sculptés boîtier, couronne, cornes, aiguilles et, surtout, le cadran ultrafin qui reprend les reliefs des ouvrages architecturaux de Frank Gehry et a nécessité deux cent cinquante heures de travail.



CHANEL



F.P. JOURNE

3



RESSANCE

5. Cartier.
Montre
manchette
Reflection.
Le cadran se
reflète sur l'or
rose poli miroir
du bracelet.



CARTIER

5

C'est aussi le saphir que la *Big Bang MP-II* de Hublot met à l'honneur, dans un bleu clair inédit, tandis que le studio de création horlogerie de Chanel a opté pour un saphir rose sur la boîte et le bracelet de la montre *J12 X-Ray Edition Rose*. Le choix de la manufacture F.P. Journe s'est lui porté sur le verre céramique multicolore, pour sertir de 52 pierres taille baguette la lunette de la montre *Elégante Gino's Dream*, habillée aux teintes de l'arc-en-ciel en hommage à Serge Cukrowicz, cofondateur de Montres Journe SA. Clin d'œil à son boîtier inspiré d'un téléviseur, Mido a eu l'idée de transposer la mire des années 1970 sur le cadran de l'édition limitée *Multifort TV Big Date S01E1*.

6. Patek Philippe.

Heure Universelle référence 5330G-001. Affichage de la date indexé sur l'heure locale.



PATEK PHILIPPE



PIAGET

7

7. Piaget.
Altiplano Ultimate Concept
Tourbillon, mouvement tourbillon annulaire de 2 mm.



BULGARI

8

8. Bulgari.
Octo Finissimo Ultra.
Un chronomètre COSC de 1,7 mm.

9. IWC Schaffhausen.
Portugieser Eternal Calendar, premier calendrier perpétuel séculaire.



IWC SCHAFFHAUSEN

Les plus audacieux repoussent les limites de l'ingénierie mécanique

Tout aussi colorée mais dans des tonalités pastel, la montre *Type 1^{re} M* de Ressence présente un cadran polychrome où les disques rotatifs indiquent heures, minutes, secondes et jours de la semaine. Avec sa collection *Réflexion*, Cartier pousse le curseur de l'approche stylistique en jouant sur la forme même du garde-temps : un large jonc en or ouvert où, aux deux extrémités, le cadran se reflète dans le poli miroir du métal précieux.

L'audace peut conduire les horlogers à repousser les frontières de l'ingénierie mécanique. Dans la catégorie de l'ultraplat, deux marques se défient. Piaget a réussi à loger dans l'*Altiplano Ultimate Concept Tourbillon* le calibre et, pour la première fois, un tourbillon annulaire, et ce dans deux millimètres d'épaisseur ! Quant à Bulgari, elle a dévoilé la montre mécanique avec chronomètre COSC la plus fine au monde, l'*Octo Finissimo Ultra* et ses... 1,7 millimètre.

Des avancées technologiques de premier plan ont aussi été présentées à Genève au Salon Watches and Wonders, en avril. Comme l'*Heure Universelle* référence 5330G-001 de Patek Philippe, avec l'affichage de la date indexé sur

l'heure locale – une première mondiale brevetée. Ou, chez IWC, la *Portugieser Eternal Calendar*, premier calendrier perpétuel séculaire. La montre tient compte des règles complexes du calendrier grégorien pour les années bissextiles jusqu'en 3999 et son affichage des phases de Lune est tellement précis qu'il faudra... quarante-cinq millions d'années avant de devoir l'ajuster. Quant à la manufacture Vacheron Constantin, déjà détentrice du record du nombre de complications sur un garde-temps, elle est allée encore plus loin avec *Les Cabinotiers The Berkley Grand Complication* : 2877 pièces et surtout, 63 complications. Sans conteste, la montre la plus complexe au monde. ★



INDICATIONS CALENDRAIRES

Phase de Lune, une complication mystérieuse

Lié à l'astronomie, ce quantième apparaît comme une complication aussi esthétique que poétique.

« Avec ses périodes successives qui se répètent constamment, l'astre de la nuit a naturellement occupé une place essentielle dans la division du temps en jours, mois et années », explique l'auteur américain Jeffrey S. Kingston. Les montres à phase de Lune indiquent les lunaisons dans un disque à découpe circulaire où notre satellite évolue, par convention, sur une période de vingt-neuf jours et demi. Parce que les cycles lunaires sont légèrement variables, cette complication peut manquer de précision et, de ce fait, est volontiers associée à un registre poétique.

1. **Blancpain.**
Villeret
Quantième
Perpétuel.
2. **Laurent
Ferrier.**
Classic Moon.
3. **Frederique
Constant.**
Classics
Elegance Luna.

Près d'un demi-siècle après que Patek Philippe a créé, en 1925, la première montre-bracelet à quantième perpétuel, dotée d'une phase de Lune, Blancpain redonne à cette complication ses lettres de noblesse en 1983 et lui reste fidèle au fil des décennies, notamment aujourd'hui sur la *Villeret*

Quantième Perpétuel. Année bissextile oblige, les complications calendaires connaissent un regain d'intérêt en 2024. Une Lune espiègle, incarnée par le visage féminin du modèle *Millesime Automatique Phase de Lune*, s'affiche chez Raymond Weil, pendant que deux demi-Lunes s'embrassent sur la *Classics Elegance Luna* de Frederique Constant.

D'autres s'essaient pour la première fois à l'exercice. Ainsi, Laurent Ferrier, avec sa *Classic Moon* et une interprétation de l'astre sur un verre aventuriné surmonté d'émail bleu translucide. Ou Trilobe, qui marque l'entrée de la maison dans l'univers des complications horlogères en dotant d'une phase de Lune la référence *L'Heure Exquise*. Quant à IWC, l'horloger de Schaffhausen repousse les limites avec la *Portugieser Eternal Calendar* et son affichage de la course de la Lune qui s'écartera d'un jour au bout de... quarante-cinq millions d'années. ✱ C. L.

Ci-dessus :
Raymond Weil.
Millesime
Automatique
Phase de Lune.



1



2



3



UN CARACTÈRE ORIGINAL*



Les vins de Champagne Gosset ont acquis une renommée mondiale pour leur caractère original et leur qualité exceptionnelle. Depuis 1584, la maison Gosset, fondée par Jean-Baptiste Gosset, a su préserver son savoir-faire et son savoir-vivre. La Maison de Gosset a été reconnue par le Département de la Vigne et du Vin comme l'un des plus grands producteurs de Champagne de France.



GOSSET
CHAMPAGNE



— *EPV* —
Ecole des Professeurs de Vin

MAISON FAMILIALE ET INDÉPENDANTE
The oldest Wine House in Champagne. Ay 1584

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



1. Martin Gore et Dave Gahan, de Depeche Mode, collaborent depuis quatorze ans avec Hublot.



2. Hublot Spirit of Big Bang Depeche Mode, hommage à l'album *Memento Mori*.

Berlin, février 2024. A la veille du concert de Depeche Mode, rencontre avec Martin Gore et Dave Gahan, les leaders du groupe, pour découvrir leur nouvelle montre signée Hublot. « Le quatrième modèle d'une collaboration qui dure depuis quatorze ans », précise Ricardo Guadalupe.

Le directeur général de Hublot décrypte le processus de création de la référence *Spirit of Big Bang Depeche Mode* : « Il s'agit d'un hommage à l'album et à la tournée *Memento Mori* [“Souviens-toi que tu vas mourir”, en latin], la mort est symbolisée dans le cadran par un crâne, tandis que le temps qui passe est figuré par un sablier. De minuscules billes de céramique noire s'écoulent de la tête de mort, déplacées selon les mouvements du poignet. » Cette création, destinée à susciter une réflexion sur la fugacité de la vie, illustre aussi l'univers sombre du groupe britannique. « Dès que nous avons vu les premiers croquis de la montre, nous avons

COLLABORATIONS

Artistes et maisons horlogères au diapason

Les marques ne choisissent pas au hasard leurs ambassadeurs, qui sont souvent des amateurs éclairés de belles montres.

PAR CARINE LÆILLET

apprécié cette proposition », raconte Martin Gore. Le musicien s'investit d'autant plus dans cette collaboration qu'elle défend des œuvres caritatives. En 2024, une partie des fonds collectés seront transférés au Conservation Collective, qui a pour objectif la préservation de la biodiversité.

Si tous les artistes ambassadeurs de marques ne soutiennent pas des causes, ils ont généralement en commun d'être sensibles à l'univers horloger. A l'instar du guitariste américain John Mayer. Avec Audemars Piguet, il a conçu une *Royal Oak Quantième Perpétuel* au design contemporain pour évoquer



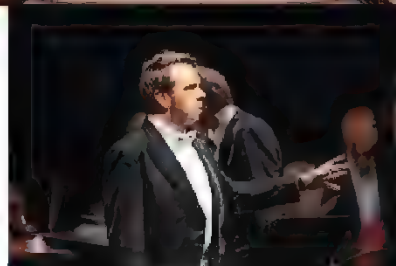
3. La Royal Oak Quantième Perpétuel, d'Audemars Piguet, a été cocrée avec le guitariste John Mayer.

4. Pour Richard Mille, le chanteur Pharrell Williams a imaginé la RM 52-05 qui porte son nom.



5. Depuis dix ans, Rolex est la montre exclusive de l'Opéra national de Paris.

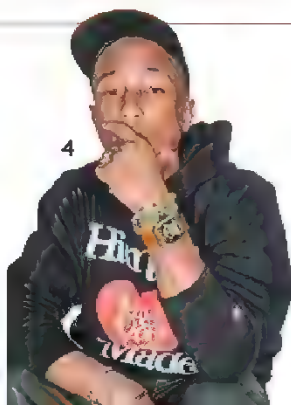
6. Le ténor franco-suisse Benjamin Bernheim, « témoinage » Rolex depuis 2017.



l'intemporalité, thème qui relie garde-temps et partitions. Chez Richard Mille, le chanteur Pharrell Williams a puisé l'inspiration dans ses souvenirs d'enfance pour réaliser la montre à son nom. Le cadran de la RM 52-05 illustre sa conception personnelle de la Terre vue depuis Mars.

Pour autant, la collaboration n'implique pas toujours la création d'une montre. Lenny Kravitz est sans doute devenu l'ambassadeur de Jaeger-LeCoultre parce qu'il est passionné d'horlogerie depuis son enfance, tout comme le DJ français The Avener, qui accompagne la collection Highlife, de Frédérique Constant. L'engagement de Woodkid avec Vacheron Constantin porte sur une composition exclusive

**Faire résonner
avec son temps
l'héritage universel
qu'est la musique**



de l'artiste français, une interprétation du tempo mécanique d'une montre de la manufacture.

De son côté, Rolex s'investit dans le monde de la musique depuis plus d'un demi-siècle, à travers son Initiative Perpetual Arts et son programme de mentorat artistique. La marque accompagne quatre des plus grands Opéras du monde – Londres, Milan, New York et Paris –, ainsi que des musiciens virtuoses, comme le ténor franco-suisse Benjamin Bernheim.

Dans leurs approches diverses, ces maisons horlogères, mécènes d'artistes, appréhendent la musique comme un héritage universel qu'il convient de faire résonner avec son temps autant que de perpétuer. *

MATÉRIAU

Un travail de titane

Avec pour atouts la légèreté, la solidité et la résistance à la corrosion, ce métal concurrence de plus en plus l'acier.



1



2



3



4



5



6



7



8

1. Bell & Ross.
BR-X5 Black
Titanium.
2. Herbelin.
Newport Carbone
Titane Jour/Date.
3. Ulysse Nardin.
Freak [S Nomad].
4. Breitling.
Chronomat
B01 42 Titanium.

5. Hermès.
Arceau
Duc Attelé.
6. Ralf Tech.
WRX Space
Millenium.
7. Citizen.
Super Titanium
Chronograph.
8. Zenith.
Defy Extreme
Diver.

L'HEURE ET
la manière



CONCORDE Collection équipée du Calibre Initia®
mouvement conçu et développé par la Manufacture Peignnet

peignnet.com

PEIGNNET

MANUFACTURE FRANÇAISE



TENDANCE

Excellence : il n'y a pas que la Suisse !

Si le berceau des montres mécaniques est bien européen, ce n'est pas chez les Helvètes que leur histoire a débuté.

PAR CARINE LÉILLET

« C'en est pas la Suisse qui a fondé l'horlogerie mécanique », rappelle Pascal Ravessoud, vice-président de la Fondation de la haute horlogerie (FHH). En déplacement à Paris pour présenter les activités de la FHH Academy autour de l'éducation et de la connaissance horlogères, l'équipe genevoise de la FHH a posé pour L'Express le cadre du contexte historique. « Les débuts de l'horlogerie mécanique en Europe datent du XIII^e siècle, avec l'essor des horloges monumentales. On en trouve de premières traces en France, mais aussi en Italie, en Allemagne et dans tous les pays européens dotés d'un pouvoir stable. » Emmanuel Schneider, directeur du contenu à la FHH, ajoute : « Nous ne connaissons ni le berceau ni l'inventeur de l'horloge mécanique à poids moteur, ancêtre de l'horlogerie mécanique contemporaine. »

Et la Suisse, dans tout cela ? Pour comprendre le rôle qu'elle occupe

1. Trilobe (France).
Collection Les Matinaux,
Edition L'Heure Exquise Bleue.
Première complication
de la marque avec
cette référence phase de Lune.
2. March L.A.B (France).
Modèle féminin Milady Mansart
Chevrans Or.

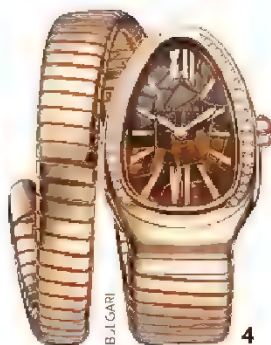


aujourd'hui dans ce secteur, il faut remonter au milieu du XVI^e siècle. A cette époque, la Réforme de Jean Calvin bannit les objets d'apparat, notamment les bijoux, qui étaient alors largement fabriqués en Suisse. Les joailliers se retrouvent au chômage technique. Parallèlement, un grand nombre de protestants, persécutés en Europe, viennent se réfugier sur place. La conjonction de ces deux événements va favoriser le développement de l'horlogerie locale. « A l'époque, les échanges et le partage des différentes techniques étaient courants. Surtout, les horlogers voyageaient beaucoup, raconte Pascal Ravessoud. Il y avait alors une certaine perméabilité des frontières. »

Aurélien Streit, vice-présidente de la FHH, complète le tableau en évoquant la France, « un pays historiquement grand producteur d'horlogerie, notamment dans l'Arc jurassien et à Paris. » De nos jours, les montres tricolores ont plus que jamais le vent en poupe et capitalisent sur leur passé. De nouvelles marques naissent chaque année et celles qui ont choisi de miser sur des mouvements conçus et assemblés dans l'Hexagone mettent l'accent sur cette spécificité nationale, à laquelle les amateurs se montrent de plus en plus sensibles.



3. Panerai (Italie). Submersible QuarantaQuattro Luna Rossa Ti-Ceramitech™, modèle dédié à la Coupe de l'America. 4. Bulgari (Italie). Tadao Ando x Serpenti. Collaboration entre l'architecte japonais et la maison romaine.



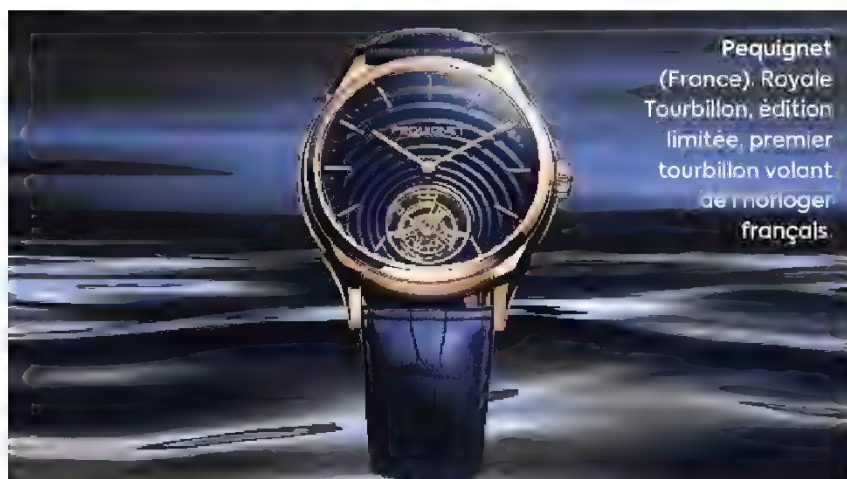
Festina (Espagne). On the Square, une collection d'inspiration Art déco.

Il en va de même dans d'autres pays européens, qui ont aussi contribué à écrire une partie de cette histoire. Ainsi, la Grande-Bretagne représente l'un des berceaux de l'horlogerie, surtout grâce à la chronométrie marine, qui a permis l'établissement de la longitude en mer, une invention de John Harrison. « Cette technique n'est arrivée que plusieurs décennies plus tard sur le continent car les Britanniques l'ont tenue secrète, fait

remarquer Pascal Ravessoud. En effet, qui maîtrise la mer maîtrise le monde. »

Comme les autres grands Etats européens, l'Allemagne est une terre horlogère depuis très longtemps. Emmanuel Schneider rappelle que notre voisin a commencé par développer une industrie de la pendule dès le XVII^e siècle, dans le massif montagneux de la Forêt-Noire. Les XVIII^e et XIX^e siècles voient l'essor des horloges à coucou, spécialités de cette région. En 1845, les premiers horlogers s'installent à Glashütte, petite cité au sud de Dresde. Ferdinand Adolph Lange y fonde A. Lange & Söhne, marque qui verra son activité interrompue par la Seconde Guerre mondiale et la nationalisation des biens par le régime de la RDA, comme ce fut aussi le cas pour l'autre manufacture de la ville, Glashütte Original.

Dans l'Europe du Sud, l'histoire horlogère de l'Espagne connaît aussi son lot de savants et de princes intéressés par l'horlogerie mécanique, explique l'équipe de la FHH. Sans doute moins bien lotie par rapport à d'autres nations, l'Espagne compte cependant quelques horlogers d'exception et une marque



Peignnet (France). Royale Tourbillon, édition limitée, premier tourbillon volant de monogère français.

populaire, Festina, établie à Barcelone pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle appartient depuis quarante ans au groupe Festina Lotus.

Du côté de l'Italie, les racines sont, de longue date, ancrées dans le territoire. Emmanuel Schneider estime que des artistes, scientifiques et humanistes comme Léonard de Vinci, Galilée ou encore Filippo Brunelleschi ont fait avancer l'horlogerie dans la Botte. Il raconte aussi comment Giovanni Panerai a fondé en 1860 une boutique qui vendait des montres suisses et fabriquait en parallèle des composants de mesure. Équipementier de la marine, Panerai livrait d'abord des outils de plongée.

Le Japon est profondément attaché à l'horlogerie depuis cent ans

Par la suite, au début du XX^e siècle, la marque est devenue fournisseur officiel de la marine royale italienne. « Panerai n'a commercialisé aucune montre avant de se lancer sur le marché civil en 1993 », fait-il remarquer.

Au-delà des frontières européennes, s'il y a un pays profondément attaché à la fabrication des montres depuis cent ans, c'est bien le Japon, souvent considéré comme le grand concurrent de la Suisse. Les marques nippones couvrent différentes gammes de prix : de Seiko à Grand Seiko, en passant par Citizen ou Casio. A propos du pays du Soleil-Levant, Pascal Ravessoud évoque « une certaine fierté liée aux garde-temps made in Japan à partir de la Seconde Guerre mondiale ».

En 1969, ces fabricants, notamment Seiko, mettent à mal l'horlogerie traditionnelle européenne avec leurs nouvelles montres à quartz. La grande



GRAND SEIKO

Grand Seiko (Japon). Collection Evolution 9. Mouvement mécanique à remontage manuel haute fréquence, réserve de marche de 80 heures. Edition limitée de 80 pièces.



MONTBLANC



A. LANGE & SÖHNE

A gauche : **Montblanc** (Allemagne).

1858 Geosphere Carbo₂ O Oxygen, édition limitée de 1969 pièces.

A droite : **A. Lange & Söhne** (Allemagne). Datograph Perpétuel Tourbillon Honeygold Lumen. Edition limitée à 50 exemplaires.



BREMONT

Bremont (Grande-Bretagne).

Terra Nova 40.5 Date, modèle inspiré de montres de poche militaires.

compétition se jouait alors sur la précision. Or le quartz était imbattable sur ce point. « Ce fut un véritable changement de paradigme, raconte Pascal Ravessoud, le vice-président de la FHH. Seiko reste aujourd'hui une marque qui se focalise sur la précision, aussi bien dans ses mouvements mécaniques qu'à quartz. »

Et chez Grand Seiko, il décrit « un temps infini consacré à régler les machines pour atteindre la perfection dans la fabrication des composants ». Une exigence qu'il rapproche de celle des horlogers suisses. *



FESTINA

CONNECTED

IN-HOUSE TECHNOLOGY

GERARD BUTLER



**SO SMART
AND STILL A WATCH**



*Une montre connectée, mais une montre avant tout.

Il en va de l'horlogerie comme du vin : chaque année connaît son lot d'éditions millésimées. Avec cependant une différence notable : côté montres, aucune date ne risque d'être dépréciée du fait d'aléas climatiques.

Les chiffres ronds ont naturellement la cote, d'autant plus quand ils sont séculaires. Il y a cent ans, deux grandes marques horlogères japonaises associaient leur nom à un garde-temps : c'est en 1924 que Seiko dévoilait sa première montre-bracelet siglée par l'entreprise. Cette même année, Citizen présentait de son côté une montre de poche, un modèle réinterprété de nos jours pour célébrer ce centenaire, tandis que Seiko propose une édition spéciale centième anniversaire de sa montre de plongée *Prospex*. 2024 marque également la célébration par Piaget d'un siècle et demi d'existence, et ce seront 140 bougies à souffler du côté de Breitling.

Les dates historiques de modèles emblématiques sont aussi des occasions de



Mido. Ocean Star GMT Special Edition.

Célébrations

Les éditions millésimées ont la cote

Commémorations de la naissance d'une marque ou d'un modèle emblématique, les éditions anniversaires attirent les collectionneurs.



Seiko. Prospex Diver's 1965 Heritage édition spéciale 100^e anniversaire SPB455.

Longines. Conquest Heritage Central Power Reserve.

Breitling. Navitimer Automatic 41.

célébration. La collection *Ocean Star* de Mido renaît quatre-vingts ans plus tard avec une édition spéciale dotée d'une fonction GMT. Pour le 70^e anniversaire de sa référence *Conquest*, Longines s'inspire d'un modèle de la fin des années 1950, qui se distingue par sa réserve de marche sur des disques tournants au centre du cadran. Chez Peigniet, c'est la ligne *Moorea* qui est redessinée quatre décennies après sa naissance, tandis que Dior propose un nouveau visage de sa montre masculine *Chiffre Rouge*, qui a vingt ans.

Lorsqu'un garde-temps est considéré comme iconique, même le quart de siècle devient prétexte à commémoration, à l'image de la référence *Twenty-4* de Patek Philippe. Ou du *Datograph* chez A. Lange & Söhne : si cette manufacture de Glashütte est revenue sur le devant de la scène en 1990 après la réunification de l'Allemagne, les balbutiements horlogers de cette ville datent en réalité de 1849. A travers sa collection *175 Years Watchmaking Glashütte*, Nomos Glashütte rend hommage à cette tradition de l'horlogerie saxonne. *

CARINE LÉILLET



**TIME FOR BUSINESS
& HOLIDAY.**



ICE-WATCH.COM

COULEUR

Bleu glacier sur les cadrans

Dans des tonalités proches de celles des pôles, la teinte azurée, aussi discrète que moderne, gagne du terrain.



1



2



3



4



5



6



7



8

1. Rolex. Perpetual 1908. 2. Apose. N°3 Radial. 3. Seiko. Astron GPS Solaire. Edition limitée de 1500 pièces.
4. Raymond Weil. Millestone Automatic Seconde Centrale. 5. Mido. Multifort M Freeze. 6. IWC Schaffhausen.
Portugieser Chronographe. 7. Nomos Glashütte. Tangente 38 Datum Frostblau. 8. Tissot. PRX Powermatic 80.

Linea di Corsa

DOLCE VITA SPORTING CLUB

1961



DOLCE VITA SPORTING CLUB



CHAUSSURES

MAROQUINERIE DE VOYAGE

VESTES

La Boutique

32 rue du Dragon, 75006 Paris

Tél: +33 9 83 43 83 65

11H00 / 19H00

www.lineadicorsa.com

Boutiques

Trois nouvelles adresses
à découvrir

De Paris à Monaco, en passant par Lyon, les points de vente en propre de grands noms de l'horlogerie font l'actualité.

Paris IWC Schaffhausen

IWC Schaffhausen vient d'ouvrir l'Appartement IWC au 73, avenue des Champs-Élysées. A cheval sur deux étages, nouveautés, haute horlogerie et calibres sont exposés sur 230 mètres carrés aménagés dans un cadre haussmannien. Un service de personnalisation permet au client de configurer sa montre *Portugieser Chronographe* : bracelet, matériau du boîtier, couleur du cadran. Spécificité du magasin : un partenariat pour trois références avec la maison Jean Rousseau afin de réaliser des bracelets sur mesure.



IWC SCHAFFHAUSEN



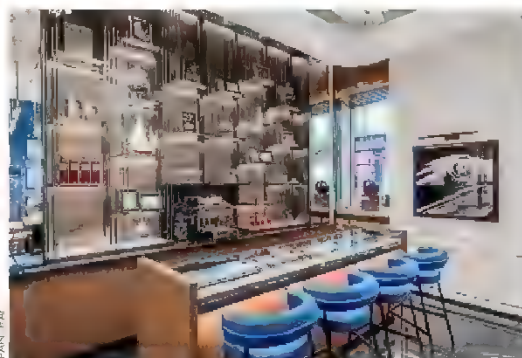
F. GALATTO/OLYMPIA/LECOULTRE

Monaco Jaeger-LeCoultre

Pour célébrer le premier anniversaire de son point de vente de Monaco place du Casino, Jaeger-LeCoultre propose une exposition sur le thème de la précision et présente ses nouvelles références *Duomètre Héliotourbillon*, *Duomètre Chronographe*, en or et en acier. Les mouvements les plus emblématiques sont affichés sur un mur, car ce lieu est aussi conçu pour explorer l'histoire de l'horlogerie liée à celle de la « Grande Maison », qui a créé plus de 1300 calibres. Un autre emplacement est dédié au modèle Reverso.

Lyon Panerai

Après Paris, Strasbourg et Monaco, la maison horlogère florentine Panerai inaugure une nouvelle adresse à Lyon, rue des Archers, en partenariat avec Maier. Dans un bâtiment historique du centre-ville, la boutique occupe 100 mètres carrés et dispose de 20 mètres linéaires de vitrines. L'architecture intérieure mêle éléments urbains, matériaux contemporains et tonalités de bleu, évoquant l'héritage marin de la marque. Un bar accueille les visiteurs, clin d'œil à la tradition transalpine de l'*aperitivo* et à un certain art de la convivialité.



PANERAI

YON
KA[®]
PARIS

70^{Ans}
au service de
votre beauté

L'Expérience du Soin Phyto-Aromatique



Yon-Ka Paris puise ses origines dans une histoire familiale, ancrée dans la passion pour la science et le pouvoir de la nature. Avec une approche holistique unique, Yon-Ka offre des soins et protocoles aux techniques de pointe, ultra-sensoriels, testés et aux résultats prouvés.



Marque familiale,
pionnière de
l'aromathérapie



Savoir faire
français



Excellence
de formulation



Engagements
sociétaux et
environnementaux



6000 partenaires
dans le monde



En savoir plus
sur Yon-Ka Paris

www.yonka.fr

Entretien

« Le Covid a modifié notre rapport à la nuit »

Les humains vivent de plus en plus de temps après le coucher du soleil. Un phénomène mondial qu'analyse le géographe Luc Gwiazdzinski.

Les Français vivent-ils de plus en plus la nuit ?

Luc Gwiazdzinski Sur la longue durée, la réponse est « oui ». Pendant des millénaires, la nuit était le temps du repos social. Les choses ont commencé à changer au XIX^e siècle, avec la société industrielle. Depuis, ce phénomène s'est accentué car les activités de loisirs se sont à leur tour étendues. Et c'est logique : désormais, nous bénéficions à tout moment de la lumière, les urbains sont de plus en plus nombreux et le temps de travail s'est réduit.

Qu'en est-il à l'étranger ?

La conquête de la nuit est un phénomène mondial, mais elle diffère selon la latitude, le développement économique et les cultures. En Europe, des villes comme Barcelone ou Istanbul vivent en grande partie la nuit. En Afrique, c'est plus difficile, notamment parce que l'électricité n'est pas encore présente partout. En Scandinavie, l'ambiance n'est pas du tout la même à Helsinki l'hiver et l'été, quand il fait jour quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre !

Le Covid a-t-il modifié notre rapport à la nuit ?

Incontestablement. D'un côté, le retour des couvre-feux nous a permis de mesurer la valeur d'un apéritif pris le soir entre amis. À l'inverse, nous avons redécouvert le calme et nous sommes rendu compte de l'impact de nos modes de vie sur les ressources naturelles et sur les dépenses énergétiques. La nuit est à la fois noire et blanche, selon la définition des verbicrucistes.



« La conquête de la nuit diffère selon les cultures. »

Les élus locaux ont-ils pris conscience de ces enjeux ?

Oui. De plus en plus de municipalités ont créé des instances de gouvernance spécifiques. Une cinquantaine de villes dans le monde comptent même des « maires de la nuit » et des « conseils de la nuit » – dont Paris, Bordeaux, Lyon, La Rochelle, Quimper... Et cela a des effets concrets. Les transports en commun circulent plus tard, les horaires des piscines et des bibliothèques sont décalés, des gérants de bar insonorisent leurs locaux. On peut regretter les conflits entre « la ville qui dort » et « la ville qui s'amuse », mais il ne sert à rien ne sert de faire l'autruche. Mieux vaut coconstruire des solutions intelligentes et définir ensemble « jusqu'où ne pas aller ». ✱

**PROPOS RECUEILLIS PAR
MICHEL FELTIN-PALAS**

Luc Gwiazdzinski est géographe, professeur à l'Ensa Toulouse, auteur de *La nuit, dernière frontière de la ville* (Editions de l'Aube) et coauteur avec Christian Graff de *Rythmes et flux à l'épreuve des territoires* (Editions Rhuthmos).

Audace

Qui s'affranchit de l'existant dans un esprit d'innovation sans s'arrêter aux idées reçues.



Paul-Antoine, fondateur d'un réseau de galeries d'art
Client Milleis Banque Privée, Paris

MILLEIS
BANQUE PRIVÉE

Crédit photo : Benjamin Deroche

MILLEIS BANQUE - Société anonyme au capital de 135.684.390,52 euros - Siège social : 2 avenue Hoche - 75008 Paris - Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 344 748 041 - Intermédiaire en assurance immatriculé à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le n° 7002533.



LOUIS VUITTON

TAMBOUR

